LA VIE INTELLECTUELLE

V. I. : La patrie en question.

R. DELAVIGNETTE : Après l'armistice en Indochine et pour la Paix.

G. DU PASQUIER : Le nouveau statut de la Mission de France.

D. DUBARLE : Spiritualité de la Science et Spiritualité de la Foi.

J. MOUTON : La gloire de Paul Cézanne.

LES SIGNES DU TEMPS

D'un homme incontestablement nouveau et d'une politique peut-être nouvelle.

L'Allemagne après l'échec de la C.E.D.

Départ tunisien, sursis au Maroc.

L'Islam et l'Etat en Orient.

Deux Asies ?

Le pari du président Vargas.

Rencontre catholique en Allemagne.

Alcide de Gasperi.

ART. LIVRES. CINEMA

DOCUMENT : L'aménagement du territoire.

REVUE MENSUELLE

OCTOBRE 1954

LES ÉDITIONS DU CERF _ PARIS

SOMMAIRE

V. I. : **La patrie en question** 1

R. DELAVIGNETTE : **Après l'armistice en Indochine et pour la paix** 5

G. DU PASQUIER : **Le nouveau statut de la Mission de France** 15

D. DUBARLE : **Spiritualité de la Science et Spiritualité de la Foi** 23

J. MOUTON : **La gloire de Paul Cézanne** 41

LES SIGNES DU TEMPS

D'UN HOMME INCONTESTABLEMENT NOUVEAU ET D'UNE POLITIQUE PEUT-ÊTRE NOUVELLE. Interrogations sur un avenir (H. Muller) 61

Raisons de faire confiance (J. Nantet) 64

Perplexité sans ressentiments (E. Borne) 71

L'Allemagne après l'échec de la C. E. D. (A. Frisch) 79

L'Islam et l'État en Orient (P. Rondot) 82

Départ tunisien, sursis au Maroc (P.-A. Martel) 84

Deux Asies ? (A. Viatte) 89

Le pari du président Vargas (A. Barrère) 94

Rencontre catholique en Allemagne (J. Thomas) 99

PORTRAIT

Alcide de Gasperi (E. Borne) 103

CHRONIQUES

Peinture religieuse (R. Vrinat) 108

Romans et essais (M. Chavardès) 111

Une histoire générale des civilisations (M. Crubellier) 115

Saint Augustin et les temps nouveaux (J. Sainsaulieu) 120

La politique sociale de l'Angleterre contemporaine (R. Goetz-Girey) 124

Le cinéma japonais est-il le meilleur du monde ? (J.-L. Tallenay) 130

DOCUMENT

L'aménagement du territoire (G. Dessus) 137

La Vie Intellectuelle

VINGT-CINQUIÈME ANNÉE. — OCTOBRE 1954

La Patrie en question

Les débats dont nous ne sommes pas encore sortis pour ou contre l'armée européenne, pour ou contre l'Europe marquent un renouvellement profond de la pensée et de la vie politique française, et sans doute dans le sens d'un approfondissement des vrais problèmes. Certes un zèle parfois amer a été dépensé qui a dégradé et dégrade encore le climat de la discussion et certains arguments échangés de part et d'autre ont été souvent des pavés un peu lourds : c'est une sorte d'agression peu réfléchie d'accuser ceux qui refusent la C.E.D. ou qui résistent à l'intégration européenne de se comporter comme des nationalistes attardés incapables de comprendre le mouvement de l'histoire alors que les valeurs patriotiques sont de toute évidence loin d'être périmées et que la nation reste, plus particulièrement en France, la garantie d'un certain art de vivre et d'un certain style de liberté qui ne doivent pas abdiquer leur originalité; mais il est pareillement mal supportable que

les « Européens », fussent-ils cédistes, soient suspectés par leurs adversaires d'antipatriotisme voire même de collaborationisme sous prétexte qu'Hitler déjà parlait de l'Europe; dire et penser que M. Spaak a dans la tête plus de pensées d'avenir que M. Herriot ce n'est pas renier nos gloires nationales et trahir la France, car il n'est pas impossible que l'idée fédéraliste d'une communauté des patries soit un bon moyen de sauver tout ce qu'il y a de valable dans la patrie elle-même.

On souhaite donc de part et d'autre un peu moins d'éclats verbaux et de réactions seulement nerveuses et un peu plus de pensée; car c'est bien le destin de la France et le sens de la patrie qui sont au nœud du débat, objets d'importance et qui méritent considération. Il faut donc prendre garde de ne pas sacrifier les lumières de l'intelligence et de l'expérience à une foi inconsistante et vague qui ne serait qu'utopie et sentimentalisme.

La réalité nationale est plus solide que ne l'avaient imaginé les systèmes politiques à prétention précipitamment universaliste. Le cosmopolitisme de l'Aufklärung et de l'économie libérale n'ont pu aboutir aux XVIIIe et XIXe siècles à un internationalisme authentique; le socialisme surtout marxiste s'est trompé en prédisant le déclin de la nation au profit de la classe, puisque le communisme lui-même n'est une si grande force historique dans l'Est de l'Europe et en Asie qu'en se faisant vigoureusement et totalitairement nationaliste; ce qu'on appelle la doctrine internationale du catholicisme est fait de principes de charité et de justice dont la généralité compense l'inflexibilité, laissant ainsi la plus grande marge à des choix politiques divers; aussi la démocratie-chrétienne, acquise à un idéal d'intégration européenne, est loin d'avoir persuadé tous les chrétiens

des nations européennes, dont beaucoup s'en tiennent non sans de fortes raisons aux idées traditionnelles sur la patrie. Enfin la Résistance n'est pas si lointaine qui a montré l'efficacité du mobile patriotique qui n'a pas été incapable de transformer en combattants volontaires les pacifistes les plus convaincus et les internationalistes les plus endurcis.

Cependant on ne saurait faire de la nation sous sa forme actuelle une vérité éternelle; le nationalisme qui tente d'immobiliser une nation dans ses différences singulières et dans ses ressentiments historiques a répandu trop de malheurs dans l'histoire récente pour que sa cause soit encore défendable, et parmi ses victimes il faut compter la patrie elle-même. Une patrie en effet n'est humaine que si elle est contrastée au-dedans, ouverte aux courants du dehors, si son unité, faite de tensions, est fortement dialectisée alors que le nationalisme comme on le voit là où il a réussi la réduirait à une condition monolithique imposant conformisme et refus d'autrui. Il est donc clair que l'avenir des patries ne peut être du côté du nationalisme et ceux qui s'essaieraient à définir un nouveau nationalisme exposeraient leur pensée à la contradiction, le nationalisme, vieillesse de l'histoire, étant peu compatible avec la nouveauté.

Mais les circonstances imposent un patriotisme approfondi et renouvelé. De la condamnation du nationalisme classique dans la tradition chrétienne, on ne saurait tirer ni une vue pessimiste sur le destin des patries, ni l'apologie de n'importe quelle Europe. Une promotion de la patrie n'est pas une négation de la patrie. Les uns ne doivent pas être aveugles à la nécessité d'un élargissement des cadres humains et d'une limitation des souverainetés nationales en vue d'un aménagement

raisonnable de cette Europe qui est faite déjà plus que ne l'imaginent les polémiques affrontées; les autres doivent comprendre que la piété envers la patrie est un sentiment puissant, pudique, susceptible, qu'il ne faut pas violenter, mais qu'il importe de conduire patiemment aux achèvements et aux métamorphoses nécessaires, si bien qu'il faudrait plaindre l' « Européen » qui ne serait pas d'abord bon Français, bon Italien ou bon Allemand. « Vous n'avez pas de pays puisque vous voulez aller dans les Orients », disait le vieux maître Courbet à un jeune imprudent féru de peinture exotique. Les « Européens » doivent d'abord avoir un pays pour que l'Europe ne soit pas le mythe d'une fuite en avant, le rêve d'une schizophrène incapable de s'adapter à la réalité immédiate et qui se mystifie avec des « Orients », mais au contraire œuvre d'architecte et œuvred'art. Car celui qui n'est pas d'abord de quelque part ne pourrait faire que l'Europe de nulle part.

V. I.

APRÈS L'ARMISTICE EN INDOCHINE ET POUR LA PAIX

Que se passe-t-il en Indochine ? Nous devons sans cesse nous poser la question si nous ne voulons pas être, une fois de plus, surpris par les événements.

Mais deux mois après l'armistice du 21 juillet 1954, est-il possible de faire le point ? Il semble bien difficile par exemple d'apprécier correctement une situation qui, au Sud-Vietnam se manifeste par le grave désaccord survenu le 11 septembre entre le président du conseil Ngo-Dinh-Diem et le chef d'état-major de la jeune armée nationale vietnamienne, le général Nguyen Van-Hinh. Nous sommes enclins à croire que l'armistice a tout réglé et qu'il a eu, entre autres vertus, celle de projeter une clarté définitive sur l'état des esprits et des choses en Indochine. En réalité nous ne sommes pas mieux éclairés qu'avant. Nous savons que l'armistice a coupé le Vietnam en deux zones, et cela paraît simple, mais de chaque zone que savons-nous ? Aux termes de l'armistice le Nord est soumis à la République Démocratique du Vietnam que nous désignerons, pour la commodité de l'exposé, sous l'appellation courante de Vietminh, et le Sud reste sous l'autorité de l'État Vietnamien, symbolisé sinon dirigé par l'empereur Bao-Daï. Il y a

là une simplification qui ne rend pas compte de la complexité des faits et qui risque de nous abuser.

Dans un recul de quelques semaines par rapport à l'armistice, ne nous flattons pas d'établir la conjoncture qui découle d'une guerre de neuf ans. Mais essayons quand même de dégager le sens et la portée de l'acte diplomatique signé à Genève le 21 juillet 1954. Plutôt qu'un simple armistice militaire, c'est en effet un acte diplomatique, on serait tenté de dire un traité si le mot avait encore sa valeur.

Cinq belligérants actifs étaient partagés en deux camps : D'une part la République Française et les trois États, Vietnam, Cambodge et Laos, associés avec elle dans l'Union Française[1], d'autre part la République Démocratique du Vietnam ou Vietminh. Si importants que soient le Cambodge et le Laos en eux-mêmes et sur l'échiquier indochinois, si intéressants que soient les clauses de l'armistice qui les concernent, nous ne nous occuperons ici que du Vietnam et du Vietminh qui sont au centre du drame indochinois. Voilà donc l'armistice signé le 21 juillet, en conclusion d'une conférence ouverte le 8 mai, avec la participation des cinq belligérants et de quatre autres puissances : l'U.R.S.S., la Chine, la Grande-Bretagne, les U.S.A. et avec les bons offices de l'Inde. L'armistice est bien la conclusion d'une

1. Pour être plus précis, il faudrait ajouter que les trois États précités ont été les seuls à être associés à la République Française pour former *avec elle* l'Union Française — cette Union Française où Tunisie et Maroc ne figurent pas ! On sait que l'Union Française est formée par la République Française et par les États associés. On sait moins que la République Française comprend non seulement la France d'Europe mais l'Algérie, les départements d'outre-mer (Antilles, Guyane, Réunion) et les Territoires d'outre-mer (Afrique noire, Madagascar, Océanie, Calédonie), qui font partie intégrante de la République *au même titre que sa métropole européenne.*

conférence de deux mois et demi. Est-il vraiment la conclusion d'une guerre de neuf ans ? Guerre qui a commencé selon les uns en mars 1945 par le coup de force japonais et selon les autres en novembre-décembre 1946, quand le soulèvement vietminh à Hanoï répondit au bonbardement de Haïphong par les Français. Guerre qui apparut d'abord à bien des Français et à bien des étrangers, comme une expédition coloniale mais qui ne tarda pas à révéler des caractères plus complexes : guerre d'indépendance nationale vietnamienne mêlée à une guerre civile entre l'État Vietnamien et l'empereur Bao-Daï et la République vietminh d'Ho Chi-Minh. Guerre menée enfin dans le cadre de la lutte mondiale entre Communisme et Anticommunisme, la Chine populaire soutenant le Vietminh, les U.S.A. aidant la France à soutenir le Vietnam (après avoir essayé au début d'évincer la France de l'Indochine). L'armistice de juillet 1954 tire-t-il un trait sous cette guerre-là ?

Certes l'armistice est le cessez-le-feu, un cessez-le-feu immédiat au Tonkin, et effectif partout en Indochine le 6 août. Au 31 mai 1954, la guerre nous avait coûté 23.542 morts dont 1.388 officiers, 20.918 disparus dont 79 officiers, 43.308 blessés dont 3.101 officiers — sans compter les rapatriés pour maladies. D'octobre 1947 à mars 1954 (avant Dien Bien-Phu) 352 Saint-Cyriens avaient été tués, pour la plupart lieutenants et sous-lieutenants frais émolus de l'École. Les pertes de l'armée nationale vietnamienne combattant aux côtés de notre corps expéditionnaire sont lourdes. On les évalue à 31.945 hommes. On peut penser que du côté Vietminh, le nombre des tués et des blessés est au moins aussi fort que du nôtre. Enfin, dans les régions ravagées, les souffrances de la population, les réquisitions de riz, de main-d'œuvre, les destructions de villages et de villes,

de routes et de voies ferrées et de digues, les exactions de toutes sortes, les brigandages accompagnent lugubrement le sang versé par les armées, et l'hécatombe de nos jeunes officiers. En face de ces malheurs et de tant d'horreurs, on mesure mieux le bienfait du cessez-le-feu.

L'armistice est le cessez-le-feu. Il est aussi le regroupement des forces adverses, selon une démarcation fixée à la hauteur du 17e parallèle, et sous le contrôle de commissions internationales où siègent le Canada, la Pologne et l'Inde. Dans un délai de cent jours à partir du 21 juillet 1954, les troupes vietminh évacueront la zone sud, et les franco-vietnamiens le nord où ils se concentrent actuellement dans le périmètre d'Haïphong.

Mais l'armistice prend toute sa signification si on le considère du point de vue politique. Il partage le Vietnam en deux zones, au nord et au sud du 17e parallèle. Au nord, le Vietminh avec Ho Chi-Minh, au sud l'État vietnamien avec l'empereur Bao-Daï. Au nord, 11 millions et demi d'habitants dont 850.000 catholiques (groupés en 10 vicariats apostoliques), au sud, 10 millions d'habitants dont 550.000 catholiques. Cette coupure cruelle a-t-elle au moins des bords francs ? Nous en doutons.

Oh! il ne s'agit pas de chicaner nos négociateurs de Genève. S'ils ont accepté de dures conditions, c'est qu'ils avaient la charge d'une succession très grave dont l'opinion publique n'a été avertie que par la chute de Dien Bien-Phu le 7 mai dernier. Mais si l'armistice était nécessaire, ce n'est pas une raison pour nous leurrer sur le genre de coupure qu'il a pratiquée au Vietnam.

Ces grands pays du Vietnam, qui formaient autrefois la Cochinchine, l'Annam, le Tonkin et qui constituaient l'épine dorsale de l'Union Indochinoise, avaient bien été

réunifiés en théorie, mais en neuf ans de guerre, ils se trouvaient en fait profondément divisés, jusqu'au cœur des villages, entre deux influences antagonistes, deux pressions hostiles; celle du Vietminh et celle des franco-vietnamiens. Une coupure existait déjà, coupure de guerre civile plus ou moins larvée. Contrairement à la version officielle, aussi maladroite que malhonnête, qui représentait le Vietminh comme un ramassis de bandes rebelles, localisées à quelques secteurs, la population voyait dans le Vietminh un régime qui s'installait, qui possédait une armature politique et une armée, qui se réclamait de l'indépendance nationale, *et qui était à pied d'œuvre aussi bien dans le sud que dans le nord.* L'acte du 21 juillet 1954 supprime-t-il au sud toute possibilité d'action vietminh? Transfère-t-il au nord, rejette-t-il au nord le régime d'Ho Chi-Minh et en préserve-t-il le sud? Il y a bien au nord un État reconnu, le Vietminh, qui sort triomphant des coupures de la clandestinité et qui sera capable d'étouffer les récalcitrants qui n'émigreront pas. Mais au sud qu'y a-t-il? Est-ce que les conditions sociales, économiques, politiques, psychologiques qui favorisaient le Vietminh disparaîtront dans le sud en vertu de la démarcation du 17° parallèle?

L'acte du 21 juillet 1954 prévoit que des élections générales dans tout le Vietnam, au nord comme au sud, auront lieu le 20 juillet 1956, et l'on attend de cette consultation des résultats qu'on espère décisifs pour fixer le sort des deux zones, soit qu'elles se réunifient soit qu'elles se maintiennent. Mais n'y a-t-il pas là une sorte de compétition entre la puissance d'attraction qui sera propre à chaque zone? Qui de Bao-Daï ou d'Ho Chi-Minh réunira les moyens et forgera les ressorts matériels et moraux de la supériorité attractive? Telle est, à mon avis, la partie que l'acte du 21 juillet a

engagée ou avalisée, en spécifiant qu'elle durerait deux ans et qu'elle se jouerait *entre* deux zones. Mais elle se jouera *en* ces deux zones à la fois, dont l'une, le Sud, est dans un état de crise qui contraste avec la discipline du Nord.

Que faire ? D'abord nous méfier des solutions toutes faites : Solutions fabriquées par les automates de notre politique intérieure ou par d'autres automates, ceux qui se réfèrent aux « précédentes » combinaisons d'outre-mer.

L'Histoire va vite. Il se peut qu'en deux ans, de juillet 1954 à juillet 1956, les peuples du Vietnam fassent surgir d'une zone à l'autre un dénominateur commun que nous ne discernons pas encore, mais que nous aurions intérêt à rechercher dans la connaissance du pays, dans le respect du pays et sans nous ingérer dans les affaires du pays. Tâche infiment délicate, la seule pourtant qui nous paraisse désormais permise et qui puisse nous faire déboucher sur l'avenir. Mais avant d'aller plus loin, il est un problème connexe sur quoi je voudrais appeler l'attention. C'est le problème français du contexte géopolitique de l'Indochine. Contexte qui couvre le Sud-Est asiatique, mais qui s'étend aussi à des parties de l'océan Indien et de l'océan Pacifique où la République française a des unités territoriales qui sont Madagascar, la Réunion, les établissements d'Océanie et la Nouvelle-Calédonie.

Quoi! A propos de Saïgon, parler de Tananarive, de Saint-Denis, de Papeete et de Nouméa! Hé oui! Il est impossible qu'une politique digne de ce nom soit conçue et élaborée en dehors des grands ensembles où elle se meut, qu'on le veuille ou non. Le Vietnam n'est pas lié seulement au contexte chinois mais aussi à l'évolution

du monde dans l'hémisphère du Pacifique tout entier. Après cette guerre de neuf ans, nous ne serons pris en considération de l'autre côté de Suez que dans la mesure où nous prendrons conscience de nos responsabilités à Madagascar, à Bourbon, à Tahiti et en Nouvelle-Calédonie. Quand l'Indochine était française et qu'elle était prospère, nous étions excusables, à la rigueur, de végéter dans les îles des mers du Sud et de somnoler dans la grande île de l'océan Indien. Mais aujourd'hui! Le bastion malgache (qui flanque l'Afrique et qui annonce l'Asie), l'île réunionnaise, les archipels océaniens et la Nouvelle-Calédonie sont les positions que nous devons de toute urgence équiper socialement et techniquement, si nous voulons les sauver politiquement et si nous voulons être présents dans cet hémisphère où se déterminera peut-être le sort du monde.

L'amnistie à Madagascar devait inaugurer le développement des institutions communales et la mise en chantier d'un grand programme économique rassemblant Malgaches et Européens dans un travail en commun et profitable à tous. Et il est bien entendu que rien ne se fera dans l'océan Indien et dans le Pacifique si la France d'Europe et l'Afrique Française ne sont pas les solides noyaux et les foyers de notre action. Ce n'est pas uniquement au Vietnam que le délai de 1956 est en train de courir, mais à Tunis, à Rabat, et à Paris.

Revenons au Vietnam. Là, et là comme ailleurs, les modalités de notre comportement ne peuvent être étudiées que sur place — et j'y insiste — dans la sympathie du pays. Mais ce n'est pas sortir de notre sujet que de réfléchir sur les thèmes que voici : Si nous nous sommes mal adaptés aux transformations de l'Asie, si l'on nous a accusés d'avoir la nostalgie d'un colonialisme attardé, c'est que nous n'avons pas compris la colonisation.

« L'Europe sans rivages » — c'est le beau titre d'un grand livre, le grand livre que François Perroux nous donne à méditer. Eh bien! la colonisation européenne dans le monde au XIXe siècle a été l'une des expressions historiques, quoique imparfaite de cette Europe sans rivages, qu' « aucun territoire ne borne ni ne contient ». Expression historique infiniment plus brève que nous le croyons, mais éblouissante au point de nous aveugler sur sa durée comme sur ses principes. La colonisation européenne dans le monde a eu son apogée de 1860 environ, quand apparaissait la grande industrie, à 1914, date de la première guerre qui a sonné le glas. Avant le XIXe siècle et dès les premières découvertes maritimes des Indes orientales et occidentales, il y eut certes des nations européennes qui fondèrent des empires coloniaux. Mais la colonisation européenne au XIXe siècle, et particulièrement de 1860 à 1914, a vraiment régné sur le monde. Pendant un demi-siècle, elle a exploré, construit, rayonné. Elle encadrait les masses asiatiques et africaines. Elle peuplait aussi l'Amérique et elle y propageait au plus haut degré l'usage de la science appliquée. Colonisation, souveraineté politique et économique en Asie et en Afrique et colonisation biologique de peuplement au Nouveau Monde, telles sont les deux formes, les deux branches d'une expansion européenne dont nous subissons aujourd'hui les chocs en retour et dont nous apercevons mal les causes.

Ces quelque cinquante années qui vont de 1860 à 1914, de l'explosion de la vie industrielle à la première guerre mondiale, composent une sorte de *grand siècle européen* qui nous plonge encore dans son ombre portée. Et cette ombre portée nous empêche de voir qu'avant 1914 déjà, l'Asie nous obligeait à repenser la nature des rapports inter-raciaux. De 1904 à 1954, de

la guerre russo-japonaise à l'armistice de juillet dernier au Vietnam, l'Asie se ferme progressivement à l'Europe, parce qu'elle ne veut plus d'une Europe privilégiée en Asie. Plus d'Européens avec des privilèges politiques, juridiques, administratifs, économiques. Voilà ce que nous avons à admettre si nous voulons travailler avec le Vietnam.

Et l'ombre portée du grand siècle européen nous a également faussé les principes mêmes de l'expansion européenne. Principes qui ne tenaient pas à une légitimité européenne du droit sur le reste de la terre, mais au travail intellectuel et manuel de l'Europe. Si l'Europe lance, de 1860 à 1914, ses flottes à vapeur, chargées d'émigrants vers l'Amérique et ses bâtisseurs de postes et de ponts en Asie et en Afrique, et ses lignes de force partout, c'est qu'elle regorge de laboratoires et d'usines. Recherche scientifique, méthode scientifique sont les facteurs d'un triomphe colonial qui n'a pas transformé pour autant les Européens en géants ou en magiciens.

Enfin l'ombre portée du grand siècle européen nous entraîne dans la dangereuse illusion de croire que la colonisation était du « tout fait » et que nous pouvons reconstituer ce « tout fait ». De la haute époque coloniale, nous ne retenons que certaines réussites exceptionnelles et nous crions à la trahison quand elles ne sont pas stables. Mais elles n'ont jamais été statiques, et c'est nous qui trahissons la vie quand nous prétendons les stabiliser.

Nous nous complaisons à des déclamations humanitaires ou autoritaires. Aussi dois-je m'excuser de redire que le fondement de la colonisation européenne dans le monde au XIXe siècle a été le travail du savant, de l'ingénieur et de l'ouvrier dont l'Europe était seule à posséder la trilogie, que cette colonisation est finie en Asie aujour-

d'hui et qu'elle finit en Afrique demain, parce que l'Europe n'a plus le monopole de trilogie colonisatrice, mais que seul le travail nous fera dépasser mentalement et moralement le stade colonial révolu et nous permettra de renouer avec l'Asie et l'Afrique d'autres rapports.

Nous avons à travailler et non à gémir et à lâcher. Nous avons à travailler, notamment dans le domaine des sciences de l'homme et à former les équipes de linguistes et de sociologues, aptes à comprendre le Vietnam. *Nous avons à jeter les bases, au Vietnam comme ailleurs, d'une nouvelle éthique des relations inter-raciales.* Le monde de demain ne sera pas fabriqué par des organisations compliquées, mais il sera fait par la simple image de l'Homme dans laquelle toutes les races se reconnaîtront. Que ce soit mon dernier commentaire à l'armistice de juillet dernier, et mon vœu pour la véritable paix.

ROBERT DELAVIGNETTE.

14 septembre 1954.

LE NOUVEAU STATUT DE LA MISSION DE FRANCE

Le 15 août, S. S. Pie XII signait la Constitution Apostolique *Omnium Ecclesiarum* concernant la Mission de France. En voici non un commentaire qui se voudrait exhaustif, mais une simple lecture faite par un prêtre de la Mission de France, dont on connaîtra ainsi les réactions devant ce document.

L'introduction rappelle que le souci de toutes les Églises a toujours poussé les Souverains Pontifes à prendre des mesures aptes aux progrès de la foi catholique en France, et cite certaines de ces décisions. Elle se termine en exprimant « la douleur et le regret de voir tant d'hommes — et notamment parmi ceux qui gagnent leur pain de chaque jour dans les usines, les ateliers et les champs — trompés par les enseignements des matérialistes, abandonner presque entièrement les observances et les mœurs chrétiennes ».

Rien ne pouvait aller plus droit au cœur des prêtres de la Mission de France que de voir leur groupement situé d'abord — ce qui ne veut pas dire exclusivement — en fonction des travailleurs, ou, pour prendre leur vocabulaire, en fonction du monde des Pauvres.

« La Bonne Nouvelle est annoncée aux pauvres » (Luc, VII, 22), disait Jésus aux envoyés de Jean-Baptiste pour leur prouver que le Messie était venu. « L'Évangile n'est plus annoncé aux pauvres », constatons-nous aujourd'hui et, en certaines âmes, l'Esprit-Saint fait

prendre à cette constatation valeur d'impératif. Pour ceux qui ont entendu l'appel missionnaire, le paganisme des pauvres devient le plus douloureux des scandales puisqu'un des signes du Royaume s'en trouve effacé.

« ... Amener ces brebis à l'unique bercail du Christ... sera le principal travail des ministres sacrés qui ont des aptitudes et une préparation à ce ministère qui ressemble beaucoup au ministère des Missions » (le texte latin dit encore plus fortement *opus quasi missionale*).

Ceux qui ont suivi naguère la polémique provoquée dans les divers milieux et diverses revues par le titre même de « Mission de France », ou plus simplement ceux qui ont lu la note publiée par *La Vie Intellectuelle* en juillet 1952 et intitulée « Le mot Mission », se rendront compte de la portée que prend sous la plume du pape, l'expression *quasi missionale*. Désormais, on ne pourra plus restreindre strictement le vocabulaire et donc les solutions missionnaires aux seuls pays soumis à la Sacrée Congrégation de la Propagation de la Foi : au prix de précisions nécessaires, ils s'appliquent aussi à certains problèmes français. Ainsi se trouve accueillie dans le droit la demande formulée dans la note indiquée ci-dessus : reconnaître en France l'existence de situations analogues à celles qui font qu'une région est dite « de mission ». Ce n'était pas une simple querelle de vocabulaire, car à des situations analogues conviennent des réponses analogues.

« ... qu'ils soient convenablement instruits des principes qui régissent les questions sociales, ... et que, dépassant tous les intérêts terrestres, ils se donnent de tout leur cœur à cette haute fonction de l'apostolat. »

Il ne s'agit pas d'ignorer les questions sociales ni de s'y engager à la légère sans l'éclairage suffisant de la foi. La Constitution Apostolique souligne l'importance de ces problèmes, mais situe ailleurs le but de la Mission

de France. Si certains avaient pensé l'enclore dans le domaine social et réduire son séminaire à une simple « école technique pour prêtres », la parole du pape dissiperait à tout jamais leurs projets : la Mission de France doit, dépassant les intérêts terrestres, continuer à son rang la mission des apôtres : « Allez par le monde entier; proclamez la Bonne Nouvelle à toute la Création » (Marc, 16, 15).

Ensuite, Sa Sainteté retrace la fondation de la Mission de France par les cardinaux et archevêques français, évoque le statut provisoire donné en mai 1949 par les Congrégations romaines, déclare que l'expérience a prouvé l'utilité de la Mission, « mais l'expérience a aussi suggéré de lui donner une Constitution juridique plus ferme ».

La situation canonique des prêtres de la Mission de France, qui sont environ trois cent cinquante à l'heure actuelle, est en effet très variée; il faudrait plusieurs pages pour décrire toutes les formes qu'elle revêt : par exemple, les uns sont passés par le séminaire de la Mission, les autres pas; parmi ceux qui sont passés par le séminaire, les uns ont obtenu de leur évêque d'être agrégés officiellement à la Mission, d'autres n'ont pu en obtenir l'autorisation ou ne l'ont pas sollicitée; certains (relevant de n'importe laquelle de ces catégories) appartiennent à l'une des vingt-cinq communautés existant par contrat conclu entre le délégué de la Commission épiscopale et l'évêque du lieu; d'autres font partie de communautés fondées par la mission, mais sans contrat, d'autres de communautés n'ayant de lien avec la mission que par l'intermédiaire des personnes; enfin, certains sont hors de toute communauté. On voit même des prêtres ayant fait leur séminaire à la Mission être placés par leur évêque à des postes fort peu missionnaires et guère plus communautaires, au risque de s'y décourager, au risque d'y être en péril grave.

Le fait que la Mission de France n'ait pu constituer un corps de prêtres ne dépendant que d'elle obligeait à ces combinaisons multiples et défectueuses. Et elle ne pouvait agir autrement d'après le droit, n'étant ni une congrégation religieuse, ni un institut séculier, ni une société sans vœux.

Pour lui obtenir le droit d'incardination, c'est-à-dire le droit de s'agréger des clercs, il fallait fabriquer une solution nouvelle.

La Constitution *Omnium Ecclesiarum* fournit cette solution; S. S. Pie XII place le centre de la Mission dans l'ancienne abbaye cistercienne de Pontigny (Yonne) et crée un nouveau diocèse français, comprenant la seule paroisse de Pontigny, détachée de l'archidiocèse de Sens. A ce territoire, qui s'appellera prélature et non diocèse, seront incardinés tous les prêtres de la Mission de France.

Il s'agit donc d'une « association de prêtres » qui se trouve érigée en diocèse; et d'un diocèse qui n'existe pas d'abord pour lui (Pontigny possède environ six cents habitants), mais pour être à la disposition de l'épiscopat compte tenu de sa vocation propre. Il va de soi que cette prélature pourra et devra posséder les organes nécessaires ou utiles à sa marche, et d'abord un séminaire, et un séminaire adapté à son but.

On mesure la nouveauté canonique du système adopté et la libération ainsi apportée à tous ces prêtres qui pourront désormais être employés selon leur vocation et qu'unira un lien non seulement sentimental — comme d'aucuns le leur accordaient — mais aussi juridique. Leur situation dans le clergé en est transformée.

Dans la Constitution Apostolique, onze articles précisent le cadre de l'organisation. En voici les grandes lignes :

— Le prélat de Pontigny sera nommé par le Pontife romain comme tous les évêques français. Il sera choisi

parmi les membres de la Commission épiscopale, désignés pas l'Assemblée des cardinaux et des archevêques et en deviendra le président.

— Le prélat étant déjà évêque ne pourra pas, en règle générale, résider à Pontigny. Il dirigera la Mission par l'intermédiaire d'un vicaire général. Celui-ci est nanti d'avance par la Constitution Apostolique de tous les pouvoirs qu'un évêque peut concéder à son vicaire général. Mais, alors que les évêques nomment librement leur vicaire général, le prélat de la Mission « ne peut le faire sans l'autorité et la permission du Saint-Siège ».

On risque de voir dans cette restriction une marque de défiance envers la Mission, mais, à vrai dire, cette hypothèse semble peu vraisemblable alors que le Saint-Père lui accorde ce qu'elle n'aurait jamais osé souhaiter. Mieux vaut chercher d'autres motifs : il est possible, par exemple, que le Saint-Siège ait jugé bon de renforcer l'autorité du vicaire général à l'intérieur de la Mission, puisqu'il la gouvernera lui-même et sans la présence permanente du prélat, à la différence d'un vicaire général ordinaire; d'autre part, à l'extérieur de la Mission, le vicaire général devra traiter avec les évêques désirant des communautés dans leur diocèse et, là encore, il importe que son autorité soit indiscutable et vienne de haut.

Peut-on imaginer une troisième raison, en se gardant d'en majorer la valeur : le Saint-Siège ne désire-t-il pas s'assurer que le vicaire général agréera non seulement au prélat mais aussi, d'une certaine façon, au clergé qui, situation inconnue des diocèses, constitue une association ayant ses buts propres ?

— La Commission épiscopale dont le prélat de Pontigny est de droit le président, devient un peu comme le Chapitre cathédral d'un diocèse : la Constitution Apostolique déclare simplement qu'en cas de vacance de la prélature, « l'évêque le plus ancien de la Commission gouverne et administre la Mission », comme un vicaire

capitulaire. Comme un chapitre cathédral, elle sera sans doute le conseil naturel du prélat.

Quant aux communautés déjà existantes ou futures, le texte de la Constitution ne change rien à leur régime :

— Pour leur fondation, l'accord avec l'évêque du lieu est requis. Il se concluait jusqu'ici par un contrat et il y a tout lieu de penser que cette forme subsistera.

— Tout prêtre de la Mission est soumis entièrement à l'Ordinaire du lieu en tout ce qui concerne son apostolat.

La précision suivante mérite attention et met fin à toute controverse : l'autorité du vicaire général s'exerce « non seulement dans les limites de son territoire, mais aussi, dans le respect fidèle des lois du droit commun, en dehors du territoire propre de la Mission, en dirigeant avec un soin vigilant les membres de la Mission qui exercent le ministère pastoral »... En d'autres termes : soumis à l'évêque du lieu pour l'apostolat, les prêtres sont soumis à leur seul prélat et à son vicaire général en tout ce qui concerne la vie à l'intérieur des communautés (études, alimentation spirituelle, style de la vie commune...).

De plus, deux passages du texte pontifical renvoient à la *lex propria* que la Mission se donnera et qui correspondra juridiquement aux Statuts synodaux des diocèses; juridiquement, s'entend, car son contenu précisera des points d'organisation fort particuliers : par exemple, la fonction des responsables régionaux et, à l'échelon général, les organes consultatifs et de recherche.

Chaque fois qu'il est question des formes que prendra l'engagement des prêtres de la Mission de France, c'est-à-dire à trois reprises, le Saint-Père distingue : « les méthodes d'apostolat qui ont été approuvées » et « des entreprises plus difficiles et plus variées plus en rapport avec les mœurs de la vie moderne et les néces-

sités du temps »; un peu plus loin, « l'exercice du ministère pastoral » ou « toute autre fonction ».

Ainsi se trouve dissipée une crainte générale chez les prêtres de la Mission de France : se voir enfermés dans les tâches paroissiales dont nul ne conteste la nécessité, mais qui ne peuvent remplacer l'effort proprement missionnaire d'évangélisation des non-chrétiens là où ils sont.

Engagement au plan non plus seulement géographique mais sociologique (et, mieux encore, les deux conjointement), animation des militants laïcs par un prêtre dégagé de toute autre tâche, etc., ... toutes les routes sont ouvertes, tous les efforts sont permis — sous réserve de l'autorisation de l'évêque du lieu, seul responsable de l'apostolat. Par le droit, rien n'est exclu! Et il est impossible que cette disposition de la Constitution Apostolique n'entraîne pas la pensée vers ce jour — fasse le Seigneur qu'il soit proche — où la hiérarchie trouvera pour l'évangélisation des travailleurs, une solution compatible aussi bien avec la sainteté du sacerdoce qu'avec les exigences du monde ouvrier. Ce jour-là, les prêtres de la Mission de France constitueront une réserve toute prête.

Pour organiser la Mission de France, point n'était besoin de l'acte solennel qu'est une Constitution Apostolique. Beaucoup ont été surpris de cette faveur du Saint-Père et les prêtres de la Mission de France tous les premiers.

S'il est permis de risquer une hypothèse à ce sujet, peut-être n'est-il pas incroyable que la Mission de France soit apparue au Saint-Siège comme un essai valable, le premier, pour résoudre des problèmes qui se posent ailleurs qu'en France. On ne sait pas assez les différences considérables qui existent de diocèse à diocèse en Italie quant au nombre des prêtres. On pense rarement à la faiblesse du corps sacerdotal en Amérique latine,

face à une population traditionnellement chrétienne à laquelle les trop rares prêtres ne peuvent assurer les sacrements; à plus forte raison ne peuvent-ils la garantir contre les dangers nouveaux qui la menacent.

Depuis longtemps, l'idée d'une péréquation des effectifs était dans l'air. Mais comment la concilier avec la nécessaire autonomie des diocèses ? C'est à ce stade que l'initiative des cardinaux et archevêques français a pu apparaître excellente à la Sacrée Congrégation consistoriale qui a élaboré le nouveau statut. Elle a peut-être vu là un schéma d'organisation que d'autres groupes nationaux ou linguistiques pourront utiliser en l'adaptant.

Dans ce cas, après le Statut des aumôneries militaires, après celui des aumôniers des rizières, après la Constitution *Exsul familia* pour le service des émigrants, l'esprit de décision du cardinal Piazza, assisté de l'intelligence pénétrante et du labeur acharné de son assesseur Mgr Ferretto, a permis à la Sacrée Congrégation consistoriale de forger un nouvel outil au service de l'Église.

Les pages qui précèdent ont voulu montrer que cet outil était ferme et souple, largement ouvert aux indications des faits et bien dans la main de l'Église. Aussi, la fécondité de l'œuvre entreprise ne sera-t-elle pas gênée comme devant par des cadres mal adaptés; les prêtres de la Mission de France, dégagés des entraves, peuvent annoncer clairement la Bonne Nouvelle du Christ « à ceux qui se tiennent dans les ténèbres et l'ombre de la mort » (Luc, 1, 79). Fiers de la confiance du pape, ils comptent non sur une quelconque valeur personnelle ou collective pour faire avancer le Royaume de Dieu, mais sur la seule grâce de Jésus-Christ. Ils demandent à tous leurs frères chrétiens d'intercéder pour eux.

GUY DU PASQUIER.

SPIRITUALITÉ DE LA SCIENCE ET SPIRITUALITÉ DE LA FOI

La science n'est pas seulement un répertoire de connaissances logiquement organisées ou de techniques efficacement conçues en vue d'utiliser la nature. Elle est aussi une vie de l'esprit, dont ont vécu ceux qui ont travaillé à l'accroissement et à la transmission de ce capital humain, une vie de l'esprit dont il passe désormais quelque chose jusqu'au niveau de la vie collective de l'humanité. Dès lors, dans une monde où l'influence de la science va croissant, il importe de reconnaître ce qu'apporte l'inspiration de cette vie de l'esprit, si l'on veut proposer une doctrine suffisante de la vie humaine. Mais il importe du même coup de traiter les problèmes que soulève une telle influence de la science. Car, si la science est une inspiratrice légitime de la conscience humaine, elle n'est pas seule à l'être. La pratique de la réflexion philosophique, la foi religieuse, sont, elles aussi, maîtresses de morale et de spiritualité, la foi religieuse de façon encore plus première que tout le reste ne le peut être.

Cette diversité des principes responsables de l'idéal spirituel humain appelle la réalisation d'une harmonie, faute de laquelle l'esprit de l'homme ne peut trouver

son équilibre. Sans insister dans ce qui suit sur ce qui relèverait en propre de la philosophie, car science et philosophie ne font qu'un au moment où l'on aborde à la partie la plus essentielle du problème, on va s'interroger sur les conditions d'une telle réalisation au moment où s'affrontent une ressource humaine de la vie de l'esprit et ce principe suprême de notre spiritualité qu'est la foi religieuse. La question, chacun le sait, n'est pas simple à débrouiller. Aussi bien les remarques et les analyses qui vont suivre n'ont point la prétention d'en venir à bout, mais seulement d'être un premier effort en vue de discerner et de classer quelques-uns de ses aspects.

Supposons donc un croyant qui soit aussi un homme de science. Supposons-le soucieux d'obéir à la leçon de spiritualité que la science lui fait entendre; mais en même temps, face à une telle leçon de spiritualité, soucieux de faire entièrement sienne la leçon plus décisive encore que la foi religieuse lui propose. A quelles règles parviendra-t-il s'il veut réaliser entre l'une et l'autre une harmonie vraie, sans rien retirer à sa foi chrétienne de la suprématie qu'elle doit exercer sur le tout de sa vie, mais sans frustrer non plus son esprit scientifique de ses légitimes requêtes? La réponse à cette question, réponse dont on voudrait tenter de s'approcher maintenant, supposerait qu'un tel chrétien sache se caractériser aussi nettement que possible les traits essentiels de ces régimes de la vie de l'esprit auxquels président, d'une part, la pratique de la science, et de l'autre, une activité soutenue de la foi. C'est par comparaison faite entre ce qui apparaît ainsi de part et d'autre que peuvent se laisser discerner tant les ressources d'harmonie à exploiter que les obstacles à lever pour qu'elle puisse être.

Dès lors le plan de ce qui suit se trouve tout tracé. On cherchera tout d'abord à prendre conscience des thèmes fondamentaux de la spiritualité de la science. Puis, dans un certain parallélisme avec ce qui se sera laissé reconnaître à propos de la science, on tentera de préciser ce qui caractérise l'attitude du croyant. Enfin on tirera de ce parallèle quelques leçons, dont on ne s'imagine aucunement qu'elles vont apporter la solution de tous les problèmes; mais peut-être l'indication de quelques moyens d'en venir non seulement à des rapports, entre la science et la foi, plus aisés qu'ils ne le furent dans le passé de ces derniers siècles, mais encore à des enrichissements mutuels dont ce seraient finalement tout l'homme et tout le chrétien qui bénéficieraient.

I. — La spiritualité de la science et ses principales caractéristiques.

L'organisation cohérente d'une attitude spirituelle suppose normalement deux choses : tout d'abord une certaine conscience des motivations de l'attitude ainsi prise; en second lieu, fondée sur ces motivations qui constituent comme les attendus d'un code législatif, la formulation d'un certain ensemble d'exigences ou de règles du comportement spirituel face aux tâches essentielles qui se proposent. C'est ce que l'on va retrouver à propos de la science, de telle sorte que l'on aura tout d'abord à exposer une motivation caractéristique de l'attitude spirituelle du savant et ensuite à rassembler les principales règles que la conscience scientifique s'impose, en vue de correspondre à l'idéal dont elle est animée.

A. *Motivations foncières de la spiritualité de la science*

La science humaine n'est pas seulement possession, mais aussi recherche de la vérité. Sans doute le capital scientifique que les hommes se transmettent de génération en génération est, par lui-même, connaissance et possession de quelque vérité. Mais cette possession ne met pas fin à la recherche. Au delà de l'acquis bien des conquêtes restent à faire. La pensée scientifique connaît en permanence une sorte d'état militant. Elle se constitue un front de progression plus ou moins actif suivant les époques. Elle voit son acquis croître avec le temps. C'est de cette conscience d'être chercheur, d'avoir la charge d'une découverte progressive que procède, pour l'esprit scientifique, le plus substantiel de ses règles de spiritualité. Car si la contemplation de la vérité se trouve au-dessus de toutes les règles imposées à la conduite de l'esprit, puisqu'elle n'a qu'à être pour se suffire à soi-même, il n'en va plus de même avec une activité qui demeure en elle-même une activité d'effort, obligée de proportionner ses démarches à la fin qu'elle se propose.

Recherche de la vérité, la science se pose en outre dans l'esprit comme une recherche spécifiquement humaine, ayant lieu par le fait d'une initiative humaine et mettant en œuvre une ressource humaine de la connaissance. Cette référence à l'horizon des pouvoirs et des ressources propres à l'homme est une caractéristique essentielle de la recherche de la vérité dans les sciences. A telle enseigne que, dans le vocabulaire moderne, on tendra à réserver le terme de *science* à un groupe de disciplines dont il semble bien clair que les pouvoirs et les ressources, les visées et les modes d'ap-

proche des vérités en vue relèvent de cet horizon humain : mathématiques, physique, sciences de la vie, etc... Pour les autres disciplines, le langage ira d'instinct à l'utilisation d'un autre terme, tel celui de *savoir*, qui de soi dit un rapport de possession plus immédiate à la vérité, mais peut-être aussi une réalisation de ce rapport fatalement plus déficiente dans la condition humaine : savoir philosophique, savoir théologique.

En ce sens les sciences semblent être l'activité méthodique de la pensée à laquelle la nature humaine est la mieux proportionnée. Même si elles ne constituent pas la forme la plus haute qui se puisse concevoir pour pareille activité, elles n'en constituent pas moins celle dans laquelle, d'elle-même, l'humanité réussit le mieux. D'où le sentiment puissamment naturaliste que toute pratique de la science finit par implanter dans l'esprit : un respect et un amour quasi instinctifs pour l'initiative humaine dans l'horizon humain; une certaine volonté de n'en pas demander plus, mais aussi et surtout, la volonté de pousser à fond cette initiative et de lui faire rendre progressivement tous ses fruits, dans la patience illimitée des générations successives qui se transmettent l'impulsion de la recherche.

Enfin cette recherche humaine de la vérité est une recherche adulte, qui se trouve avoir passé le stade de la simple spontanéité et qui sait qu'elle l'a passé. Aussi, non seulement elle consent à l'entrée de l'esprit dans le monde ultérieur des disciplines sérieuses et des conduites réfléchies de la pensée, mais même elle veut pousser toujours plus avant sa maturation dans l'état spirituellement adulte qui s'ensuit. Pour le scientifique le temps du premier émerveillement de l'esprit devant tout ce qui l'envahit sensiblement, le temps du premier éclatement du verbe humain tentant de dire la vérité immédiate du

monde, s'il n'est pas temps aboli, doit néanmoins être un temps dépassé. Car ce qui s'épanouit alors n'est pas encore science, ne suffit pas à donner à l'esprit une possession de la vérité qui le contente. La science ne peut naître qu'au moment où la pensée a fait l'expérience de cette insuffisance, au moment où l'homme a découvert que la spontanéité comporte ses embûches — l'erreur, la fable, l'illusion. La science exige que l'esprit se soit difficilement formé à une attitude plus adéquate, on risque moins de trébucher.

D'où le sentiment qui accompagne toute pratique sérieuse de la science, sentiment d'une reconquête nécessaire de l'intelligence sur l'entraînement spontané de la pensée. Reconquête toujours difficile : il faudra peut-être limiter à peu de chose la connaissance vraiment en possession de soi en même temps que du vrai; il faudra peut-être également accepter les austères apparences d'une pensée qui renonce à toutes choses hormis la vérité exacte. Reconquête toujours quelque peu menacée : le moment préscientifique se déploie obligatoirement avant que l'initiative humaine suffisamment mûrie puisse en venir à susciter l'acte de la science, et cet acte lui-même ne peut être qu'en faisant état de tels ou tels apports de la connaissance spontanée; à proportion le danger demeure constamment d'une rechute de la pensée à ce qui n'est que préscientifique, rechute dont seule peut préserver une attention maintenue en éveil.

Par ailleurs, l'homme de science ne saurait être un isolé s'occupant de l'objet qu'il s'est assigné sans plus de préoccupations humaines. Bien au contraire, la vérité scientifique qu'il poursuit ou qu'il conquiert le met obligatoirement dans un double rapport avec d'autres hommes. Tout d'abord la promotion de la science tend à différencier au sein de l'humanité ceux qui s'y consacrent.

La différenciation se fait beaucoup moins au nom d'intérêts matériels capables de rassembler une manière de corporation des chercheurs qu'en raison d'une charge de l'esprit vis-à-vis de la science et qui ne peut être assumée que collectivement par l'homme, provoquant alors l'apparition d'une véritable communauté spirituelle. Chaque homme de science sait que la science n'existe que dans la mesure où l'information qu'il détient, la compréhension qu'il possède sont communiquées, et en principe universellement communiquées, s'élevant de sa propre sphère individuelle à celle de l'homme tout court, à l'espèce humaine capable de transmettre l'acquis tel un capital de vérité aux générations qui suivent. Pendant fort longtemps la communauté spirituelle des hommes de science n'a été qu'une ébauche imparfaite, et à proportion universalisation et transmission de la science sont demeurées précaires. A partir du XVIIe siècle cette communauté arrive à se nouer. Les grandes institutions scientifiques se fondent précisément en vue d'organiser le système des rapports humains assurant la communication des connaissances et remédiant à l'irrégularité de leur transmission, si dommageable dans le passé. C'est au XVIIIe siècle que l'idéal classique de la communciation de la vérité achève de prendre corps et se trouve confié à la garde de ces Académies, Sociétés et Institutions consacrées à la promotion de la science avec tous leurs instruments normaux d'authentification et de diffusion de l'acquis. L'humanité européenne a vécu deux siècles et demi de cette grande conquête. La spiritualité de la science ne saurait se définir complètement sans tenir compte de ce fait de communauté spirituelle et de l'assise de vertus qu'il suppose dans l'ensemble des hommes de science.

Mais en outre, cette fois dans une perspective plus

pragmatique que spéculative, la recherche de la vérité scientifique sait de mieux en mieux quel est son retentissement dans tout l'ensemble de la vie humaine et quel problème les répercussions de la science peuvent soulever au niveau des affaires humaines. Du même coup un rapport spécifique commence d'émerger entre la communauté scientifique tout entière et l'ensemble de l'humanité. Dans le cours même de la présente génération la conscience de ce rapport est en train de s'approfondir considérablement. Les grands fondateurs de la science moderne ont porté en eux la certitude d'une liaison intime entre l'accomplissement de la science et la transformation de la vie humaine. Il y a eu alors un temps où cette certitude était comme toute de principe et de simple espérance : la science retentissait encore relativement peu au niveau de la vie quotidienne de l'humanité. Aujourd'hui ce temps n'est plus. Directement ou indirectement, d'ordinaire par l'intermédiaire des techniques que l'acquis scientifique a permis d'instituer, puis de l'industrie que ces techniques ont soutenue de leurs moyens, la science est désormais présente dans quasi toutes les circonstances de la vie humaine civilisée. La première réaction de l'esprit scientifique à cette expansion des effets humains de la science a été la fierté. Aujourd'hui une seconde réaction, plus profonde, est en train de prendre naissance : le sentiment d'une responsabilité inédite à assumer et la conscience du devoir de la communauté scientifique à l'égard de l'humanité entière.

Telles sont les motivations fondamentales de la spiritualité de la science. Leur énumération suffit à faire voir qu'en parlant à ce propos de spiritualité on n'abuse pas du mot pour le détourner de son sens. La science requiert une attitude d'esprit aux traits bien définis et

doit former l'homme qui s'y consacre à des mœurs dignes d'elle. Ce n'est sans doute pas là la plus haute spiritualité à laquelle l'homme puisse s'ouvrir. Mais elle n'en mérite pas moins le respect. La conscience scientifique a formé maintes fois des êtres d'une très haute humanité et donné naissance à d'admirables vertus de l'esprit. Le méconnaître ne serait grandir personne.

B. *Le code de l'attitude spirituelle du savant*

L'analyse de l'attitude spirituelle de l'homme de science révèle au moins trois grands rapports déterminants de sa spiritualité : le rapport à sa tâche objective, le rapport à la communauté scientifique proprement dite, enfin le rapport à l'ensemble de l'humanité. Un bref parcours des exigences fondamentales de la vie de l'esprit scientifique prise sous ces trois points de vue suffira à donner l'esquisse de ces règles que se prescrit la conscience scientifique et sans lesquelles il ne saurait être de spiritualité digne de ce nom.

1) En ce qui concerne le rapport de l'esprit à sa tâche objective, il faut dire que la conscience scientifique oblige l'esprit à prendre une attitude d'accueil à tout ce qui se propose à la connaissance. Certes la ressource de la science doit être ressource humaine. Mais, prise dans toute la généralité de son propos, la science ne connaît pas de limites imposées *a priori* à l'étendue de cette ressource. Tout ce qui entre en fait dans l'expérience humaine peut, une fois entré dans cette expérience, devenir matière à étude scientifique. Les diverses sciences se répartiront ensuite les études à faire à ce propos, de telle sorte qu'une fois cette répartition faite, chacune n'aura plus à se préoccuper que d'un certain

ordre de données. Mais il n'en restera pas moins que l'attitude foncière du savant sera celle de l'ouverture au fait. Une volonté réfléchie délibérée, obstinée au besoin, d'attention donnée à toute indication fournie par les choses à connaître sera l'expression naturelle de cette attitude.

Certes, savoir se faire attentif est une qualité primordiale de l'esprit humain, qui doit intervenir bien ailleurs encore qu'à propos de la connaissance scientifique. Il reste cependant que l'homme de science se doit de le promouvoir non seulement avec une extrême vigueur, mais encore d'une manière qui lui est assez spécifique. Car, en même temps que doit exister cette attitude foncière d'accueil au donné, le souci de la vérité scientifique oblige de maintenir une attitude très ferme d'autonomie de l'esprit. Il ne s'agit plus du tout pour l'homme de science d'en rester à ce mode d'ouverture spontanée aux choses que l'esprit humain possède de naissance. L'expérience n'est scientifique que parce que dominée par une conscience scientifique, faisant que les choses accueillies ne sont désormais plus reçues que comme ressources de connaissance et pour autant qu'elles apportent cet élément de vérité qu'est l'information bien dégagée et solidement établie. Il faut donc que l'esprit se fasse totalement ouvert, mais en restant pleinement maître de soi. Tout ce qui ferait perdre l'initiative du jugement ou de la compréhension doit être refusé. L'esprit scientifique ne saurait être mené par ce qu'il connaît. D'où la nécessité préliminaire de la critique, instrument de cette autonomie de l'esprit.

Accueil de tout élément de vérité et maintien de l'autonomie foncière de l'esprit ne sont encore que deux règles fort générales de l'attitude scientifique. Mais en conséquence la conscience du savant développe toute

une série de vouloirs très caratéristiques qui vont se mettre au service de l'effort de recherche. En premier lieu un vouloir de clarté. Connaître peu au besoin, mais connaître de façon nette, sans mélange de ce qui demeure encore trouble ou trop complexe; écarter tout ce qui peut être affectif, imaginatif, tout ce qui demeure spéculation confuse; exclure de même les appétits démesurés de puissance : telles sont les premières règles du traitement scientifique de l'expérience. Il ne s'agit nullement de faire des choses grandioses et surprenantes, demi-rêveuses et demi-magiques, à la manière de quelque Docteur Faust. Il faut atteindre à des choses précises, dont la transmission puisse être faite logiquement à quiconque prend la peine de les étudier.

En second lieu vouloir de rigueur. Déjà la science grecque sut former l'esprit à la rigueur du discours. Mais la science moderne a dû compléter cette formation par le sens de la rigueur dans l'acte de prendre possession de l'expérience sensible, apprenant à l'intelligence à y poursuivre une vérité positive fermement, distinctement, au besoin minutieusement mise au point. De sorte qu'au programme antique de la rigueur logique un programme moderne de la rigueur positive vient adjoindre pour le moins trois articles qu'il convient de mentionner.

Rigueur de la critique tout d'abord : non seulement rien de ce qui est rapporté comme un fait ne saurait être accepté sans avoir été passé au crible, mais même les évidences dont les apparences sensibles se proposent à l'observation doivent être attentivement interrogées pour que l'épreuve soit faite de toutes les failles possibles. A partir du moment où la science voit faiblir la pointe de la critique, elle risque tout de suite de faire de fort mauvaise besogne.

Rigueur dans la discipline de mathématisation des objets sans laquelle il ne saurait être de construction scientifique solide. Mesures bien faites, erreurs bien appréciées dans ces mesures, lutte pour les décimales sûres dans les déterminations délicates, calculs et approximations serrées : tout cela est devenu pour ainsi dire la routine de la science. A travers cette routine c'est une grande éducation de l'esprit humain qui s'est poursuivie : il ne s'agit point ici de la sotte obsession du quantitatif que l'on a voulu parfois dénoncer, mais du prix donné à cet effort presque infini entrepris pour assurer une expression adéquate, précise, analytique, à la connaissance humaine du donné naturel.

Enfin, rigueur dans le contrôle expérimental. Les constructions théoriques de l'esprit, sans lesquelles nulle science ne saurait être, n'ont cependant de valeur que par adéquation à l'expérience, une adéquation qui doit être scrutée dans tous ses détails et avec l'appareil sévère de la comparaison des calculs aux mesures. Si, en matière de vérité scientifique, l'autorité positive revient finalement à l'expérience juge suprême des théories, cette autorité doit lui être reconnue jusqu'au bout. Au moment où se fit la célèbre expérience de Michelson et Morlay qui devait fournir une de ses bases aux idées relativistes, la pensée scientifique a tout remis en question d'un acquis classique, cependant éprouvé, pour un désaccord entre la théorie et l'expérience qui, matériellement, se situait presque à la limite du mesurable.

Le circuit de la pensée scientifique s'organise en obéissant à ces grandes volontés directrices de la pratique de la recherche. On sait de quel labeur illimité elles suffisent à tracer le programme. L'homme de science est précisément celui qui entend joindre la partie de l'humanité qui s'est astreinte à ce labeur. Il y apporte, grande

ou modeste, une contribution qu'il sait de toute façon limitée, agrégée à l'effort de sa génération et enchaînée à un effort séculaire qui dépasse de beaucoup sa propre génération. Et pourtant l'homme de science sait que, tout exiguë qu'elle soit, perdue semble-t-il dans l'immense marée des tâches exécutées par l'humanité scientifique, sa contribution ne se réduit pas au désespérant analogue du geste de la fourmi qui apporte par pur instinct sa brindille à l'édification de quelque œuvre collective d'insectes. Car, en même temps qu'il poursuit cet apport matériel, le savant vit l'esprit qui en permet la conquête. Il résume en lui le tout d'une entreprise dans une vue de son unité et de sa signification que la fourmi ne saurait avoir à l'égard de sa propre fourmilière. Cette vue est sa joie, et il faut convenir que pour une conscience scientifique un peu élevée, elle paye de peines infinies.

2) Viennent alors les rapports de l'esprit à la communauté scientifique. Des hommes se dévouent à la recherche. Tout au long de l'âge classique de la science moderne, ont voit s'affirmer une volonté commune d'honnêteté dans la libre conversation de la science et cette volonté devenir un des impératifs majeurs de la conscience scientifique. Volonté toute au service de l'universalisation de la capitalisation de la connaissance, cette volonté est double. Elle est d'abord une volonté de loyauté : loyauté dans le compte-rendu des observations et des expériences, loyauté dans l'examen de ses propres idées et de celles des autres, loyauté dans la discussion. Mais en même temps la communication loyale de la vérité doit s'accompagner d'une pleine liberté de la science et l'esprit scientifique classique a affirmé la volonté soutenue d'une telle liberté. Il s'agit alors non

seulement de la liberté qui doit être assurée à la recherche mais plus encore de celle qui doit présider à la communication de la vérité et sans laquelle l'universalisation vraiment humaine de l'acquis ne peut se faire.

La visée de la science classique était à cet égard d'une hauteur admirable. Le XVIIe siècle souhaite affranchir la conversation scientifique de toute servitude humaine, de quelque ordre qu'elle fût, y compris celle des appartenances nationales. Dans le temps des conflits entre la France et les Pays-Bas, Colbert se faisait gloire de mettre le hollandais Christian Huyghens au nombre des savants les plus honorés de l'Académie des Sciences de Paris et, de son côté, Huyghens pouvait accepter faveurs et pensions sans que rien de cette acceptation ne signifiât la trahison de sa patrie. Presque à la même époque Leibniz, en pleine guerre entre son maître et Louis XIV venait paisiblement à Paris continuer l'entretien avec ses collègues scientifiques. L'humanité d'alors s'honorait de mettre la recherche de la vérité au-dessus de ses frontières. La conscience scientifique n'a pas fini d'oublier cette leçon qu'elle reçut dans le temps de sa jeunesse, et ce n'est pas sans amertume qu'elle affronte désormais un monde humain où les conditions de la loyauté, de la coopération et de la liberté scientifique ne sont plus aussi simples qu'à ce moment.

3) Pour finir, il faut envisager les rapports de l'esprit, tel qu'il s'épanouit au sein de la communauté des hommes de science, avec l'humanité toute entière. En même temps, en effet, que cette communauté des hommes de science commence de se constituer, l'ensemble de l'humanité continue d'exister, appelée à voir les répercussions de la recherche scientifique et de son acquis opérer en elle de profondes transformations. De ce point de

vue, nous le savons mieux chaque jour, la science ne touche pas simplement à la question de la vérité. Elle est en liaison intime avec un problème d'action humaine. On le sait, la conscience scientifique a, dès le principe, voulu les retentissements humains de la connaissance scientifique rassemblée par elle. Elle les a espérés et elle s'est bien des fois forgé l'image d'une transformation se faisant pour le mieux de l'espèce humaine.

En même temps cependant qu'elle entretenait ce vouloir et se nourrissait de cette espérance, la conscience de l'homme de science classique a tendu à affirmer un certain désintéressement à l'égard de tous ces retentissements humains de la conquête scientifique, du moins à l'égard de tous les profits qui pourraient en être retirés comme de toutes les entreprises matérielles qui se chargeraient de les procurer. La joie de la recherche elle-même et la progression dans la connaissance vraie devaient suffire au savant. D'autres que lui s'occuperaient de tirer de l'acquis le détail des applications, les utilités, les avantages matériels. La science classique s'est ainsi essayée à faire passer à travers toute son économie propre le grand idéal de la contemplation désintéressée qui avait mû l'effort antique de sagesse, et ceci dans des conditions où il n'était pas sans quelque nouveau mérite de le tenter, puisque, prenant argument de connaissances plus immédiatement grosses de possilités pratiques, la séduction des intérêts humains devenait sensiblement plus forte.

Ce n'était là cependant qu'un tout premier aspect du problème soulevé avec ces répercussions humaines de la conquête scientifique. Aujourd'hui le problème se pose en des termes sensiblement différents à une pensée scientifique qui n'en est plus à ses débuts. Deux éléments très nouveaux sont entrés en scène.

Tout d'abord il apparaît clairement désormais que l'efficacité et les problèmes d'action pratique ne sont pas aussi dissociables de la conquête de la vérité scientifique qu'on le croyait au début. Tant que les laboratoires ne requéraient que des moyens modestes, les techniques artisanales suffisaient à les donner à la science et la recherche pouvait se contenter de leur apport. Il n'en est plus de même aujourd'hui. La recherche et ses laboratoires dépendent de plus en plus essentiellement d'un état de la civilisation industrielle résultant lui-même d'un acquis préalable de la science. De telle sorte que les retentissements humains de la science exercent désormais une décisive causalité en retour sur le développement ultérieur de la science. Or, à partir du moment où se nouent les circuits de cette causalité en retour, la situation est toute changée et les lois primitivement établies pour l'économie de la science ne suffisent plus. D'où, à l'heure actuelle, l'émergence de la conscience scientifique à un ordre de problèmes fort nouveau pour elle.

Second et capital élément de renouvellement des questions, l'efficacité humaine de la science ne s'est nullement montrée avoir des conséquences aussi simples qu'on se l'était figuré au départ. On avait voulu voir surtout la bonté de ces conséquences, une bonté assurée comme par principe et sans mélange de rien de fâcheux. Beaucoup d'idéalisme optimiste était entré dans l'espérance initiale et c'est dans une paix quasi entière de la bonne conscience scientifique que pendant trois siècles l'entreprise de la science a été poussée de l'avant. Cependant, et ceci est désormais devenu une évidence publique, les retentissements concrètement humains de la science obligent de mettre, en face du bien considérable qui s'y rencontre, un certain nombre de contre-

parties. La science libère des possibilités humaines dont la mise en œuvre peut être source de nombreux maux : la plus obvie de celles-ci est la possibilité de détruire, lorsqu'elle se met comme aujourd'hui au service de la guerre. Qui plus est la nature même de ces répercussions dans l'ordre pratique provoque des réactions humaines dont le déchaînement sans contrôle risque de tourner au désastre pour l'épanouissement de la vie humaine. De ces réactions, il arrive que la science elle-même soit l'une des premières victimes : prise en mains par les états comme un instrument au service de leur pouvoir, elle risque de perdre à proportion sa liberté et sa dignité essentielle de recherche de la vérité.

Maintenant cependant que ces problèmes sont apparus, la conscience scientifique, en la personne de ses plus hauts représentants, s'efforce de les apporter honnêtement. Elle médite à nouveau, cette liaison, révélée pleine de dangers en même temps que de promesses, entre le progrès scientifique et les conditions de l'expansion humaine. Il existe aujourd'hui venus de tous les horizons scientifiques, de nombreux témoignages de cette méditation. Peut-être le problème n'est-il pas encore posé en des termes adéquats à la gravité des choses. Du moins l'homme de science ne s'en désintéresse-t-il aucunement, et c'est sans doute un honneur de sa conscience que d'assumer au total plus volontiers la charge des difficultés inhérentes aux connexions humaines entre la science et la pratique de la vie que la partie des profits et des satisfactions. Il accepte courageusement la lourde tâche spirituelle que le présent lui ménage, et il est le premier à en entrevoir l'immense ampleur sans désespérer pour autant.

On le voit, ce qu'on peut appeler la spiritualité de la

science n'a pas fini de s'affirmer comme une spiritualité militante, obligée de se conquérir elle-même à travers une expérience parfois rude de ce qui vient traverser son élan, au prix souvent d'un effort plein de peines et d'angoisses. Elle se sait ainsi toujours obligée de se reconnaître soi-même plus avant, plus profondément, face à des champs d'activité et à des ensembles de conséquences sans cesse plus étendus et plus consistants. Mais qu'il s'agisse des rapports de l'esprit scientifique à sa tâche objective, ou de ses rapports à la communauté des hommes de science ou finalement de ses rapports à l'humanité entière c'est dans le sentiment de ses devoirs que le savant atteint à une juste conception de la destinée spirituelle à laquelle il s'est éveillé. Destinée qui n'est point encore la forme suprême de l'épanouissement humain, nous l'avons déjà dit, mais néanmoins destinée d'esprit.

(*A suivre.*)

DOMINIQUE DUBARLE, O. P.

LA GLOIRE DE PAUL CÉZANNE

Paul Cézanne, génie qui mieux que de dominer son temps a créé la vision du nôtre, et qui paraît lui-même le moins marqué par ce génie. Lorsque Joachim Gasquet, qui partageait les apéritifs avec le peintre dans les cafés du cours Mirabeau, nous parle de ce « large front bosselé de génie, d'une courbe d'une plénitude admirable », vraisemblablement le jeune Aixois se laisse à ce moment entraîner par la facilité d'un enthousiasme conventionnel.

Peu d'artistes se situent à ce point au-dessous de leur œuvre; et l'on ne peut dire cependant que celui-ci n'ait pas mérité cette œuvre. Toute une partie de la personnalité de Cézanne respire la médiocrité. Son attitude devant son père, autoritaire en vérité et assez redoutable, ne témoigne que craintes et comporte des louvoiements assez lâches. Il n'ose lui avouer ni son union avec un jeune modèle, ni la naissance d'un fils. Sa susceptibilité, qu'expliquent en partie ses échecs répétés, atteint à l'absurde. Ses jugements littéraires, souvent puérils, font du moins preuve d'humilité; il ne parle que de ce qu'il connaît, et, lorsqu'il reçoit un nouveau roman dédicacé par son ami Zola, il remercie aimablement, tout en déclinant sa capacité de jugement [1].

1. Dans une lettre du 14 septembre 1878, à propos d'un de ses amis, qui lui a fait un très grand éloge des *Rougon-Macquart*, il écrit : « Il m'a dit que c'était très estimé par des gens qui s'y entendent. »

Il se félicite d'être à une représentation de *l'Assommoir* et de n'y avoir pas dormi. Tout cela ne l'empêche pas d'avoir une vraie culture personnelle et d'écrire à son fils, le 28 septembre 1906 : « Je lis de Baudelaire les appréciations qu'il a écrites sur l'œuvre de Delacroix »; — ni de trouver d'admirables traits, annonçant déjà la prose de Paul Valéry lorsqu'il définit par exemple le paysage provençal comme « un sourire flottant d'intelligence aiguë[2] ». Ce qui sonne assez mal et révèle le mieux les limites de cet étrange personnage, ce sont les derniers mots qu'il prononça avant de mourir. Peut-être, plus à raison qu'à tort, prêtons-nous une profonde signification aux ultimes paroles de celui qui va partir. Or, le dernier souffle de Cézanne s'épuisa à murmurer le nom abhorré de « Pontier », le nom du directeur du musée d'Aix, qui ne consentit jamais à exposer ses toiles. En quittant la terre, son esprit sombrait dans la pauvreté de la haine la plus locale.

En ce printemps de 1952, l'œuvre de Paul Cézanne vient de triompher à New-York; et les murs du Metropolitan Museum semblaient des morceaux détachés d'une vaste carrière sans cesse recreusée, où les transcriptions de *l'Estaque,* des *Rochers Bibemus,* du *Château Noir,* de la *Montagne Sainte-Victoire* se présentaient comme des blocs définis pour l'Éternité. Les amateurs du monde entier n'avaient consenti à prêter leurs Cézanne qu'avec une extrême difficulté. La revue *Life* pouvait garantir à son public qu'il irait rendre visite au plus grand peintre que le monde ait connu depuis un siècle. Au même moment des *Pommes* de la collection Cognacq-Jay atteignaient le prix des plus hauts Vermeer. Ainsi la gloire de Paul Cézanne obtenait ses lettres patentes.

2. Lettre à Joachim Gasquet.

On a beaucoup écrit dans toutes les langues sur Cézanne. Il fallait en effet tenter d'expliquer ce peintre difficile, le rendre abordable, lui qui ne cherchait rien moins que l'aisance de l'accueil. La plupart de ces études ont mis l'accent, avec beaucoup d'exactitude, sur cette notion de permanence, qu'il réintroduit de façon si absolue dans la peinture[3]. Surtout, sa technique a été analysée avec une extrême attention. Ainsi, une salle de l'exposition du Metropolitan permettait aux non-initiés de pénétrer dans les secrets d'un des arts les plus concertés qu'il y ait jamais eu. Quelques toiles célèbres, accrochées à un mur réservé, y étaient pour ainsi dire « déshabillées ». En face d'elles, des croquis sur des panneaux livraient une part (heureusement une part seulement) de leur mystère. Entre autres, l'on avait mis en évidence le cerne bleu qui entoure certaines formes et spécialement la rondeur des fruits, le chiffonnage d'un coin de nappe reproduisant en symétrie l'extrémité d'une cime neigeuse. Une reproduction de *Madame Cézanne au fauteuil jaune* montrait à quel degré d'affaiblissement aboutissait ce portrait lorsqu'il était privé de son fond bleu.

Notre temps, passionné d'explorations techniques, a donc démonté les savantes recherches de Cézanne[4]; aussi est-ce un miracle qu'après cette frénétique intervention des mécaniciens de l'espace et des analystes de la forme, il reste encore certains aspects dans cette œuvre dont l'examen puisse nous tenter.

3. Voir Bernard Dorival, *Les Étapes de la Peinture française contemporaine,* t. I, p. 61, Gallimard, 1948.

4. Liliane Guerry, *Cézanne et l'expression de l'espace,* Flammarion, 1950. Ce livre, qui est une étude très sérieuse, pose avec beaucoup de précision les nombreux problèmes techniques soulevés par l'œuvre de Cézanne.

Une question d'abord nous attire : quels sont les rapports de Cézanne avec son génie? Un homme se trouve toujours plus ou moins séparé de son génie; mais peu d'hommes ont été à ce point étrangers au leur autant que Cézanne. D'ailleurs un artiste, même s'il est séparé de son génie, finit par trouver un terrain d'entente avec lui. Le génie agit peu à peu sur celui qu'il habite; il l'exalte, le grandit, l'amène à la sérénité, à moins qu'il ne le tue dans le désespoir. Chez Cézanne, rien de tel; aucun de ces soubresauts par lesquels le génie manifeste sa présence hostile ou bienfaisante. Jusqu'à son dernier jour il vivra comme un commis, retiré de la société certes, mais sans être tout à fait persuadé que cette société ne représente rien[5]. Et brusquement sa fin le place au rang des héros; comme Proust meurt en écrivant, il meurt en peignant[6].

Cependant, à ses débuts, le tumulte habite le compagnon de Zola; son élan visionnaire recherche avec insistance la dramaturgie. Son *Christ aux Limbes* sort de l'obscurité comme un génie funèbre. La *Toilette du Cadavre* évoque avec une telle force la nécessité et l'indifférence de mort qu'elles rendent inutile tout sentiment de pitié. *L'Assassinat* (collection Wildenstein) atteint l'horreur des scènes sadiques présentées par les baraques foraines.

5. Louis Massignon cite ce texte de *Hallaj*, d'après lequel le prophète domine son message et n'est pas bouleversé par lui; au contraire, le saint est bouleversé par son message qui le transforme. Cézanne n'est ni prophète ni saint; son message se trouve en quelque sorte à côté de lui.

6. Les circonstances de sa mort contiennent toutes les contradictions d'une humble réalité. Nous avons rappelé ses cris de rage contre Pontier. Et, d'autre part, il meurt parce qu'il a voulu rester debout devant le « motif ».

La brutalité du *Rapt* dépasse tous les enlèvements de Rubens, dont l'agitation, tels des jeux de danse, semble mimée par des acteurs qui se sont plus ou moins concertés. Pour nous manifester son besoin d'intensité, cette dramaturgie ne recule pas devant l'érotisme. *L'Éternel Féminin*, dans une allégorie à la Delacroix, porte en triomphe des ardeurs naïves, toutes prêtes à aller jusqu'au bout de leur épuisement.

Hantise de l'horreur, rêve de violence sexuelle ne proviennent pas chez le jeune Cézanne d'excitation littéraire; tout ce qui naît en lui, dès cette époque, porte la marque d'une source authentique. C'et homme, à aucun moment, ne pouvait pas ne pas être absolument lui-même. Mais, très vite, ces poussées, bien qu'elles ne soient pas en lui le résultat d'un artifice, laissèrent apparaître leur inutilité, et par là même leur danger, pour ses aspirations profondes qui sont de peindre. Cette horreur, cette violence se surajoutent à la peinture, qui les utilise au besoin pour s'exalter. Il s'aperçut que tout cela appartenait au domaine de son ami Zola, dont le métier est d'en tirer quelque *Assommoir*. Il se persuade qu'il n'a rien à exprimer, qu'il n'a même rien à dire. Ce qui ne l'empêche pas de constater (et il le proclame devant ses amis avec un touchant orgueil) qu'il est « très peintre ». Il s'enferme donc dans la peinture, dont il tire non plus un simple instrument, mais la création d'un monde. La peinture ne sera ni un moyen de communiquer des idées (ce qu'elle a été pour Van Gogh à ses débuts), ni un moyen de suggérer des sentiments; la peinture devient son propre but, la peinture trouve sa fin en elle-même. Elle se confondra avec son exécution. Aucune arrière-pensée, sinon celle, très importante, de mettre les êtres et les objets au seuil de l'absolu.

Mais là se manifeste le caractère particulier du génie

cézannien. La notion de génie postule l'enthousiasme, tout au moins une énergie de l'esprit qui cherche à dominer les forces. Or, le génie de Cézanne est essentiellement un génie qui obéit, qui se soumet à tout prix à sa fonction. Il accepte les données de son instinct, comme les accepte un insecte. Cette soumission lui apparaît comme un devoir sans joie. Jamais son travail ne l'exalte; jamais son travail ne semble l'enrichir. Aux moments les plus féconds de ses recherches et de ses découvertes, il demeure étrangement confiné. Il ne s'agit pas seulement de cette limitation volontaire qui pousse tout artiste à se protéger contre les aures; limitation pratiquée par Cézanne plus que par tout autre, avec sa peur devenue une idée fixe de ne pas se laisser mettre « le grappin dessus ». Il s'agit d'une limitation à son propre égard, d'un véritable cloisonnement, qui rend son armature aussi résistante que celle des navires de haute mer; mais qui, indépendamment de l'évolution artistique sur laquelle ce cloisonnement n'a pas de prise, arrête en lui tout mouvement intérieur. En réalité, les seuls mouvements que nous percevions de cette vie intérieure proviennent du mécontentement et de l'impatience. Son aveu qu'il n'était pas « mécontent du devant de la chemise » dans le tableau d'Ambroise Vollard ressemble plus à un grognement qu'à un soupir de satisfaction. Tout se passe comme si le génie, voulant affirmer sa force propre et la mettre en valeur, entendait cohabiter avec une médiocrité acceptable. A partir de Cézanne, la peinture échappe décidément à la main des Titans.

Pour un Titan comme Vinci, la peinture n'est qu'un moyen, à côté d'autres, d'entrer en contact avec le monde et de le pénétrer. Cézanne, chez qui la vie se confond

avec l'art de peindre, ne gardera plus de lien avec le monde; du moins, il ne s'intéressera qu'à certaines de ses formes visibles et ne sera soucieux de les analyser que pour les mieux reconstruire. Que représentent pour lui les attaches familiales? Son père? Un vieillard difficile qu'il ne faut pas mécontenter; car il est la source de l'héritage qui procurera le loisir et par là même la faculté de peindre. Sa femme? Un modèle soumis à qui il pourra imposer l'infinie patience des pommes, ou mieux encore celle des fleurs artificielles[7]. Son fils pour qui il éprouvera d'ailleurs une réelle affection est le jeune homme assez débrouillard à qui il demande d'arranger ses affaires. Et ses attaches avec son pays? On sait que la guerre de 1870 lui apparut comme ne concernant que les gens du Nord. Des problèmes sociaux, il n'a pas la moindre idée. Il ne considérera jamais la peinture, ainsi que le fit Van Gogh, comme un moyen de prêcher la miséricorde aux humains; et il ne rêvera jamais, comme Gauguin, de la fondation d'un phalanstère pour les artistes. Il ne nous présentera jamais des repasseuses amaigries ou de mélancoliques saltimbanques, comme Picasso. Nulle anarchie non plus; il considère l'héritage amassé par l'ancien marchand de chapeaux comme la meilleure des garanties. Et jamais il n'aurait fait sienne la déclaration de Siegmund Freud, déclaration que Salvador Dali plaçait en exergue de ses souvenirs comme le cri triomphal du surréalisme : « Est un héros celui qui se révolte contre l'autorité paternelle et la vaine. » Il ne pense pas que la souffrance humaine dépasse en importance la confection d'un tableau. On pourrait parler du

7. Jacques Rivière (dans *Études*) souligne avec bonheur que des portraits de Mme Cézanne se dégage « l'ineffable confiance de la lassitude ».

splendide égoïsme du peintre, si cet égoïsme lui avait rapporté autre chose que dur labeur, méditation épuisante, impatience que ne peut atténuer aucun calmant. On parlerait avec plus de justice du splendide égoïsme de l'œuvre, qui ne reconnaît et n'admet que sa seule existence, et qui se soucie assez peu de celui qui doit l'accomplir.

L'œuvre, grâce à ce besoin d'un monopole absolu, a gagné d'ailleurs une avance considérable. Jean-Paul Sartre veut « écrire pour son époque », et il se proclame comme un tenant de « l'art du fini ». Sartre en effet (et avec lui de nombreux esprits contemporains) introduit avant tout au centre de l'art une notion de rendedement, et particulièrement de rendement politique et sócial. L'art doit servir à quelque chose; et sous cet angle, il est probable que son efficacité ne dépassera pas en effet le temps auquel il aura été utile. « L'époque a toujours tort quand elle est morte, toujours raison quand elle vit », peut affirmer le philosophie de *L'Être et le Néant*. Cézanne, qui se place toujours en dehors de la notion d'époque, qui ne se soucie pas d'avoir tort ou raison, ne se préoccupe que de mettre au point un nouveau sens de l'espace; entreprise harassante, et peut-être assez vaine aux yeux de certains.

C'est ce que penseraient certainement ceux pour qui leur « époque » constitue un « absolu ». L'engagement d'Émile Zola l'a conduit au Panthéon; alors que ses livres n'ont guère survécu à son temps. Et, à l'inverse, l'œuvre de son camarade Cézanne, dont il disait un peu facilement : « S'il eut le génie d'un grand peintre, il n'eut pas la volonté de le devenir [8] », nous apparaît aujourd'hui « héroïque, inattaquable, indestructible »,

8. Lettre de Zola à Joachim Gasquet.

exactement celle que rêvait son Claude Lantier, dont il consacra un roman entier à se moquer.

Qu'il s'agisse d'un être humain ou d'un paysage, la constatation la plus souvent avancée sur l'art de Cézanne est qu'il veut en faire des objets. D'où son penchant invincible pour les natures mortes, et spécialement pour les pommes dont les formes massives leur permettent de devenir en quelque sorte « plus objets qu'elles-mêmes ». Et jamais visage ne prend davantage l'apparence d'un objet que lorsqu'il reproduit le sien propre. La barbe revêt l'aspect d'une épaisse touffe d'herbes bien séchées; les joues mêmes semblent sculptées dans un bois aux profondes veines. Les objets cézanniens réalisent à l'avance « l'en-soi » sartrien, qui se sent si plein, si totalement écrasant, qu'il ne peut laisser supposer un seul instant qu'il porterait en lui la plus petite fissure causée par le néant.

Cette transmutation d'êtres en objets, ce triomphe de leur plénitude qui ne réclame rien, sinon de se porter elle-même à son maximum de tension, n'engendrent-ils pas une perte de spiritualité, ou même tout simplement une perte d'humanité[9] ? En fait, des portraits et des paysages de Cézanne se dégage une émotion d'autant

9. La question a été posée avec assez d'exactitude, mais avec la volonté anticipée d'une réponse négative par Kemenov, président de la VOKS (Relations culturelles de la Russie soviétique avec l'étranger). Il écrivait de Cézanne : « Les fruits et les fleurs de Cézanne n'ont ni facture ni odeur; quant à ses portraits la vie leur fait totalement défaut; ils sont des preuves saisissantes de l'indifférence profonde et même démonstrative de l'artiste à l'égard de l'homme. » Ces remarques ne vont pas sans justesse; mais leur intention de propagande politique se révèle lorsqu'elles servent de prétexte à dénoncer dans la peinture de Cézanne « la putréfaction de la culture bourgeoise moderne ». *Deux Cultures*, 1949. Brochure publiée à des millions d'exemplaires en Russie soviétique.

plus intense qu'elle est plus assourdie et même dissimulée. Le portrait de *Madame Cézanne aux cheveux dénoués*[10] possède l'immobilité des choses, du moins celle d'une plante à végétation lente qui s'éveille insensiblement à la vie. Et de cette lenteur, de cette compression indéfiniment supportée naît un sentiment profond et très secrètement douloureux. On pense à l'Albertine de la *Prisonnière* qui, dans son sommeil, détermine chez celui qui la contemple un amour « aussi pur, — aussi immatériel dans sa sensibilité — aussi mystérieux » que s'il s'était trouvé en face de « créatures inanimées, telles que sont les beautés de la nature » (Marcel Proust : *La Prisonnière,* t. I, p. 93). Cette immobilité, cette vie latente ne sont-elles pas des garanties d'éternité ?

Quant aux paysages c'est comme s'ils avaient été frappés de stupeur au moment où ils atteignaient leur plus haute majesté. Le soleil parvient à son zénith et s'y fixe pour toujours, au point que l'on oublie son existence. Les vents, qui pendant des années brassèrent les arbres, se sont arrêtés lorsqu'ils sont arrivés à donner enfin à la masse de leur feuillage le maximum d'harmonie; les montagnes se voient arracher la peau pour mieux montrer la solidité de leurs muscles. Cézanne proclama sa volonté de « découvrir les assises géologiques », de peindre « la virginité du monde ». En fait, plutôt qu'un monde vierge, c'est dans un monde décanté, épuré, qu'il nous introduit. Un monde vierge présente son étendue à la fois splendide et monotone sans aucun ordre; l'homme se sent attiré et rebuté par lui. Cette difficulté d'établir des contacts se manifeste tout spécialement devant ces successions de forêts et de lacs qui recouvrent une partie de l'Amérique du Nord.

10. Collection Rosenberg, Philadelphie.

Le monde de Cézanne est un monde profondément habité, non pas tant par l'homme (on ne l'y voit jamais, et il n'y jouerait pas d'autre rôle que celui d'un rocher ou d'une souche supplémentaire), mais par ses œuvres : champs bien mesurés, toits découpés comme des rectangles, volutes blanches empanachant les cheminées et qui se congèlent pour toujours; si bien que ce paysage se trouve non seulement marqué par tout ce que l'industrie de l'homme y a ajouté, mais aussi ordonné, régularisé par l'action sans cesse répétée à travers les générations des regards qui se posèrent sur lui. Le paysage cézannien correspond à cette vision, indéfiniment superposée, des humains; et il en conserve l'épaisseur. Aussi, plutôt qu'un commencement il évoque un terme; comme si la terre, encore toute chaude de vie, s'était immobilisée par respect pour son Créateur afin de se mieux présenter devant lui. Si bien que ce paysage, où la matière atteint sa plénitude, ne nous laisse entrevoir cependant que son essence, baigné qu'il est d'une très haute spiritualité [11].

Dans l'œuvre de Cézanne, la beauté, ou tout au moins une certaine notion de la beauté, a disparu. Il semblerait en somme que, pour lui, la beauté soit une qualité surajoutée aux êtres, une sorte de supplément; supplément qui n'est pas indispensable pour que nous les aimions, mais qui évidemment nous y aide. Ses *Baigneuses,* et encore plus ses *Baigneurs* (je pense spécialement aux *Baigneurs* de la collection N. B. Spingold à New-York) sont en général sans séduction; ils revêtent

11. Bernard Dorival l'a rappelé avec beaucoup de justesse (*Étapes de la Peinture française contemporaine,* t. I, p. 65, Gallimard, 1944) : « Le surnaturel, qui palpite dans les choses de la nature, gonfle aussi l'œuvre de Cézanne. »

un peu de cette barbarie primitive, et passablement hérissée, qui lance les chasseurs de Piero di Cosimo à la poursuite des bêtes sauvages. L'on ne trouve en eux ou en elles nulle laideur positive, aucune de ces laideurs délibérément affirmées par certains maîtres allemands comme une manifestation de leur désespoir, ou brandies par certains artistes contemporains pour protester contre les mensonges d'un idéalisme illusoire. Non, chez Cézanne, il y a simplement absence de beauté; comme si la beauté, vue de cette terre, faisait seulement partie de la vie courante, de la vie qui s'écoule. Ne pouvant prétendre à la permanence, la beauté ne pourrait pas non plus être inhérente à la structure profonde des êtres et des choses.

Pour l'antiquité, l'idée de beauté se liait à la notion d'absolu; et elle comportait une valeur rituelle, un principe d'adoration. Les visages sculptés préfigurent ce qu'ils deviendront dans l'au-delà; aussi toutes les femmes y ressemblent déjà à des déesses. Chez les Grecs, les déesses chercheraient plutôt à se faire femmes, même lorsqu'elles s'enfoncent dans une indifférence infinie; car le regard de la Vénus de Milo qui se perd dans le lointain n'ignore peut-être pas la ruse. Avec les temps modernes, de Vinci et Titien jusqu'à Renoir, la beauté devient songe. L'homme ne veut plus qu'elle se trouve séparée de lui; il entend entrer en communication avec elle, soit qu'il la contemple, soit qu'il tente de la recréer, lorsqu'il est artiste, de plus en plus à son image : il se soucie désormais d'humaniser la beauté.

Pour Cézanne, la beauté n'est ni un canon esthétique, ni un songe; elle est un accident passager comme le vent qui remue le feuillage. Ainsi s'explique son manque de tendresse pour Ingres; ce qui le poussait à traiter de

« très petit peintre » celui qui harmonisa dans les épaules de la comtesse d'Haussonville ou dans les bras de Thétis le prestige hautain de lignes rêvées et la présence émouvante d'une chair vivante. Jacques Rivière a parlé admirablement du « bondissement immobile[12] » qui caractérise l'attitude de Cézanne devant sa toile, et qui devait particulièrement le soulever lorsqu'il reproduisait le corps humain. Ce bondissement se faisait d'autant plus sensible qu'en général aucun modèle n'apportait dans son atelier la réalité de ce corps, et qu'il travaillait avec le seul secours de son imagination. Avec Ingres, on parlerait plus justement d'une contemplation immobile, qui se mue en désir. Chez Cézanne, le désir précède la contemplation, et trouve en elle son apaisement. Chez Ingres, à l'inverse, soit qu'elle ne soit pas assez prolongée, soit qu'elle n'aît pas été assez intense, la contemplation aboutit au désir; et cette chute, Cézanne ne pouvait que la juger avec sévérité. Il observe êtres et objets au delà de l'attrait qu'ils inspirent; il fixe son regard au delà de leur beauté.

Cézanne, nous l'avons dit, avait pour la littérature des sentiments de défiance que ses rapports avec Émile Zola ne contribuèrent pas à atténuer. Il redoutait dans son art toute intervention de la philosophie, du moins au départ; il disait du peintre Émile Bernard qu'il avait trop d'esprit philosophique[13]. L'attitude de Cézanne devant le monde est celle d'un guetteur, qui, comme son aîné Chardin dont il admire profondément l'esprit d'observation, essaie de surprendre le secret des choses, de recueillir avec patience les lentes phases de leur vie pour

12. Jacques Rivière, *Études*.
13. Lettre à son fils, 13 septembre 1906.

les superposer en un seul instant. Pour mieux réaliser cette superposition, il surveille les soubresauts, mais se garde de les enregistrer; c'est vers les moments de détente que va de préférence son attention. Il tentera en quelque sorte d' « avoir » les choses. Comme Proust s'arrêtant devant des fleurs, il voudrait les ouvrir pour exprimer leur essence, pour mieux déceler ce qu'elles cachent. Afin d'éviter la moindre apparence de palpitation superficielle, celle qui donne aux formes leur coloris mouvant, il tente d'atteindre les ligaments sous l'épiderme et même les os. Mais c'est là que se produit le miracle; les objets à qui il fait subir cette opération ne paraissent ni embaumés ni écorchés. Toute trace de pulsation a disparu à la surface; et cependant ces objets restent animés d'une vie profonde.

Pour exprimer cette vie, le peintre n'a pas pensé qu'il était nécessaire de la confondre avec le mouvement. Même à ses débuts, lorsqu'il exprime des scènes de violence comme le *Rapt*, rien n'indique la moindre lutte, la moindre agitation; la tension des muscles du faune suffit à marquer la sûreté du triomphe, le relâchement de ceux de la femme, son abandon. Lorsqu'il saisit la nature, aucun vent n'incline les pins; aucune brise n'agite les peupliers. Aucun changement des heures n'est enregistré; ni matin, ni midi, ni soir, au contraire de Claude Lorrain, qui se montre aussi attentif dans ses indications qu'un cadran solaire. La lumière qui émane des arbres et des montagnes semble arrêtée, comme si elle avait atteint le maximum de sa gloire. Surtout pas d'homme, ni à travers les champs, ni sur les rives des fleuves, ni sur les seuils des maisons; aucun de ces paysans d'échelle réduite qui, dans *La Mort d'Eurydice* de Poussin, pêchent et se baignent, contribuant ainsi à fixer une heure dans l'histoire de ce site

séculaire. Les maisons de Cézanne ne paraissent pas se souvenir qu'elles sont habitées; et elles n'attendent le retour de personne.

La vie ne se manifeste donc par aucun de ces signes extérieurs : vibrations ou pulsations; et cependant elle est là partout, prête à sourdre. Elle traduit sa jeunesse par la fraîcheur des couleurs qui animent les toits des villages de Cergy (1879) ou d'Auvers (1875), et sa vigueur par l'intensité des verts dans les sous-bois; verts aussi profonds que celui des feuilles qu'un orage vient de saturer d'eau [14].

Elle éclate dans le bouillonnement des frondaisons qui, comme une immense vague, montent à l'assaut du *Château Noir* [15], vision romantique digne d'une évocation wagnérienne qui n'a certainement pas été voulue comme telle par son auteur, et qu'un méditerranéen ne pouvait pas ne pas construire dans l'argile la plus solide; elle éclate aussi dans la tempête, tempête au reste suprêmement immobile, qui se déchaîne sur la plaine autour de la montagne Sainte-Victoire, et que celle-ci domine comme une inébranlable falaise. Ce jaillissement est d'autant plus violent que tous les éléments qui doivent provoquer sa rupture sont plus étroitement resserrés; et sa grandeur est d'autant plus forte qu'elle n'a jamais été recherchée.

Cézanne est-il un peintre primitif ? La réponse à cette question ne cherche pas à savoir s'il ouvre de nouveau un cycle de l'histoire de l'art qui s'était fermé à la fin du Moyen-Age; elle tend plutôt à examiner si, par delà les siècles, il n'a pas retrouvé en lui les moyens d'expres-

14. Voir en particulier le *Matin en Provence* (Albright Art Gallery).
15. 1908, Collection Rosenberg.

sion qui s'offrent naturellement aux artistes, lorsqu'ils ont perdu contact avec leurs prédécesseurs et se voient dans la nécessité de tout inventer.

André Malraux pouvait l'affirmer dans le discours qu'il prononça à l'occasion du Congrès pour la liberté de la culture en juin 1952 : « Cézanne continuait les sculpteurs gothiques dans leur poursuite, dans leur invention d'un monde inconnu; sa valeur suprême était devenue la peinture elle-même. » Et Malraux va plus loin : « Cézanne tirait de l'écrasement de l'académisme, non seulement l'art moderne, mais encore la résurrection des formes de cinq millénaires. »

Comme la plupart des peintres primitifs, Cézanne part des besoins de son esprit; et ces besoins de son esprit préexistent à ceux de ses sens. M. Charles Sterling nous rappelle dans ses *Peintres primitifs*[16] que les fresques d'Ambrozio Lorenzetti : *Les effets du bon gouvernement dans la campagne* (Palais public de Sienne) sont les premières en Europe où un peintre nous raconte des histoires avec des plans successifs. Dans ce paysage s'étage un réseau de routes parcourues en tous sens par des convois à cheval, des chasseurs, des troupeaux; dans les champs, des paysans successivement piochent, moissonnent. Puis ce sont des rangées sans fin de colline où se dénombrent, dans un habile dégradé, les activités humaines, pour atteindre les surfaces désertiques et presque lunaires des montagnes qui bordent l'extrémité de l'horizon. Impossible de saisir une telle étendue dans un regard et dans un instant; car ces fresques compriment à la fois l'espace et le temps. Telle la *Sainte-Victoire* de Londres qui résume non seulement toutes les saisons, mais plusieurs âges de la terre.

16. Édition Nathan, p. 19.

Autre point de similitude avec les primitifs : le caractère impénétrable et pour tout dire abstrait de ses portraits. M. Charles Sterling a également noté[17] que les primitifs préfèrent saisir un visage de profil plutôt que de face, afin de lui donner un caractère moins facilement accessible, plus secret.

Cézanne, lui, place toujours ses personnages de face; mais le fait que leurs deux yeux, leur bouche se tournent vers nous ne les met pas pour cela sur le chemin de la confidence, et ils demeurent aussi complètement enfermés en eux-mêmes que s'ils présentaient leur profil. Les visages de Cézanne, pas plus que les visages de jeunes femmes peints par Pollaiuolo[18] ne sont des visages auxquels on adresse la parole.

Mais le point où Cézanne se rapproche le plus d'un homme du Moyen-Age, c'est dans sa conception même de l'œuvre considérée comme un monde clos, sans aucun rapport avec le reste de l'univers. Les primitifs composent leur tableau comme s'il était divisé par des quadrillages qui isolent chaque élément l'un de l'autre et font de chacun d'eux un fragment de l'espace ou un moment du temps absolument indépendant; ainsi dans la *Danse de Salomé* de Benozzo Gozzoli[19], on pourra voir sur le même panneau Salomé danser, le bourreau décapiter saint Jean, et la jeune fille présenter à sa mère la tête du martyr. Le cloisonnement des événements est d'ailleurs la condition de la narration. Cézanne, lui aussi,

17. *Peintres primitifs*, p. 35. « Le profil qui extrait d'une forme son épure la plus frappante est une coupe transversale à travers une personnalité; il n'en offre pas l'impression globale avec ses nuances, mais un aspect partiel qui paraît permanent. »

18. Voir en particulier celui du Kaiser Frederich Museum, Berlin; ce portrait est attribué par certains à Domenico Veneziano.

19. Kress Collection, Washington.

cloisonne; il resserrera une pomme dans un large trait bleu, il cernera les toits ou les cheminées d'un trait continu qui en établit rigoureusement les limites; mais en même temps tous ces éléments, ainsi massivement définis, communiquent entre eux par des liens aussi forts que mystérieux. Formant la trame la plus dense, ils sont comme agglutinés par une force qui les aspire en arrière. Bien souvent, les tableaux de Cézanne ont été assimilés à des symphonies, où l'on entend chaque instrument, et où cependant une seule nappe sonore circule autour de nous.

En fait, le cloisonnement chez Cézanne enferme le tableau dans sa totalité; il accuse ainsi son caractère de solidité compacte, en le séparant de tout ce qui n'est pas lui. On se sent à l'intérieur d'une de ses toiles un peu comme un prisonnier. Et il n'y a aucune chance pour qu'un être humain vienne à notre rencontre à travers l'étendue de cette nature; il n'y a même aucune chance pour qu'une brise, si légère soit-elle, s'élève et vienne nous faire pressentir une mobilité, qui nous permettrait de sortir de cette enceinte. L'art de Cézanne aboutit au tableau et y reste enfermé.

C'est là sa puissance; car la peinture se renforce de cette perpétuelle action sur elle-même. Mais c'est aussi une limite; car s'occupant avant tout de construire, l'esprit finira par se désintéresser peu à peu des matériaux et se concentrera sur le seul jeu des assemblages.

Notre peintre inaugure l'art moderne comme une immense Tour de Babel, dont le but et l'élan ont fini par s'absorber dans le seul fait d'être construite. Où monte cette tour? Vers le ciel? Et, à travers le ciel, rejoint-elle les hommes? Il aurait fallu pour cela une foi peu commune, celle même qui soulève les mon-

tagnes. Or, nous savons que Cézanne était peut-être plus dévot que croyant [20].

Il fit un effort gigantesque qui permit à la peinture de se réaliser; un autre effort aussi colossal s'avérait nécessaire (mais un seul être humain ne pouvait tenter deux efforts de cette taille) pour lui donner le moyen de se dépasser, pour lui offrir autre chose qu'elle-même à glorifier [21].

JEAN MOUTON.

20. Gerstle Mack, *La Vie de Paul Cézanne*, Gallimard, 1938, p. 278, cite cet étonnant propos du peintre rapporté par Gustave Geoffroy : « Cézanne me dit bien un jour qu'il ne pouvait se rallier à Clemenceau, ce que je ne lui demandais d'ailleurs pas : « C'est que je suis trop faible ! Et que Clemenceau ne pourrait pas me protéger ! Il n'y a que l'Église qui puisse me protéger. » Il est vrai qu'une autre fois, son ami Demolins lui ayant demandé : « Maître, croyez-vous ? », il répondit en jurant que s'il ne croyait pas, il ne pourrait pas peindre. (Cité par Bernard Dorival, *Cézanne*, Tisné, 1948.)

21. Certains pourraient penser que je rejoins les vues de Kemenov sur l' « antihumanisme » de la peinture innovée par Cézanne. En fait, Kemenov oublie que le premier devoir de la peinture est d'être de la peinture.

Les Signes du temps

D'un homme incontestablement nouveau et d'une politique peut-être nouvelle

★★ *Depuis l'investiture de Pierre Mendès-France, la politique en ces mois d'été n'a pas été en vacances et les événements surtout extérieurs sont allés à un train accéléré : armistice indochinois, apaisement tunisien, tentative d'aménagement puis rejet définitif du traité instituant une armée européenne ont été à chaque fois des événements de grande dimension. La politique de Pierre Mendès-France est faite à la fois de déterminations qui sont visibles et vigoureuses mais aussi d'indéterminations non moins évidentes et dont on ne sait encore si elles sont l'effet de la nécessité, de l'habileté ou de l'incertitude. Nul ne conteste, et pas même* le Figaro, *qu'un rythme plus rapide n'ait été donné à la politique française et que Pierre Mendès-France n'ait rompu avec l'immobilisme et l'attentisme. On a le sentiment d'un dégel à la fin d'un hiver, réanimation universelle selon les uns ou grande dérive selon les autres. Le rôle de* La Vie Intellectuelle *n'est pas, nous l'avons déjà dit, dans notre éditorial de juillet, de prendre parti pour ou contre l'expérience Mendès-France, mais de proposer des exemples de jugements libres, fussent-ils partiellement discordants, sur l'homme et la situation qu'il a trouvée et modifiée par son action. D'où les trois articles que l'on va lire et dans lesquels Henri Muller, Jacques*

Nantet et Étienne Borne proposent des appréciations diversement accentuées de la conjoncture actuelle en essayant de dépasser les opportunités ou les ressentiments du moment présent dans une perspective politique plus large.

La politique menée depuis trois mois a paru aviver la crise de ce qu'on appelle la démocratie chrétienne, dont on sait qu'elle ne saurait se confondre avec le M.R.P., puisque dans l'ancien R.P.F. comme à la Jeune République ou à la « nouvelle gauche » beaucoup se réclament de la tradition de Marc Sangnier. Cette crise, Jacques Nantet et Étienne Borne tentent, chacun pour son compte, de l'analyser et de l'interpréter en fonction du mouvement actuel de la politique française. Mais la politique de Pierre Mendès-France a, volontairement ou involontairement, divisé à peu près tous les partis et toutes les familles politiques — à commencer par sa propre famille politique. C'est sur cette universelle mise en question qu'Henri Muller s'interroge. La Vie Intellectuelle *souhaite que de l'accord comme du désaccord de ses chroniqueurs politiques, sorte quelque lumière sur une situation qui au total n'est ni sans risque ni sans espérance.*

Interrogation sur un avenir

Les Français sont partagés dans le désarroi. Aussi bien les radicaux et les indépendants que les socialistes et les démocrates-chrétiens. Ils ne savent pas où nous en sommes et où nous allons. Ni les mendès-francistes ni les cédistes ne savent quelles sont les options réelles et où ils vont.

Supposons que les Anglo-Américano-Européens aillent

de l'avant et réarment l'Allemagne, que peut faire Mendès-France, que fera-t-il, par qui sera-t-il suivi ? Dans quel sens sera-t-il amené à jeter la balance ou s'en ira-t-il d'une allure spectaculaire ? Les anciens cédistes céderont-ils à la tentation de jouer à la politique du pire ? A ces questions personne ne peut actuellement répondre : tout le monde a perdu ses bases d'analyse et de discussion.

Mendès-France a-t-il une politique ? Au point de vue de la forme, il a apporté un style nouveau à la politique française. Ce style à lui seule justifie le mouvement de sympathie et d'espoir qu'il a suscité dans une grande partie du peuple français. On regrette alors de voir parmi ceux qui entourent Mendès-France tant d'admirateurs et si peu d'amis qui sachent l'interroger durement, afin que l'espoir mis en lui ne soit pas déçu. Ces interrogations d'amitié exigeante, on voudrait les peser ici.

Quel est son programme ? Les réalisations, dues au style nouveau, ne procurent guère la réponse attendue. Ce que Mendès-France a réalisé en Indochine et en Tunisie ne diffère guère de ce que voulaient Georges Bidault ou Robert Schuman. Dans le domaine de la politique économique, l'absence persistante de la nouveauté espérée paraît plus inquiétante. Jusqu'à ce jour la politique intérieure de Mendès-France ressemble à s'y méprendre à celle d'Edgar Faure. Au vrai, la loi des pleins pouvoirs ne fait que confirmer la déclaration d'investiture manquée d'il y a un an : il n'y eut rien... Qu'y a-t-il aujourd'hui ?

Les adversaires du Président du Conseil lui accordent une position originale : d'avoir voulu faire échouer la C.E.D. N'étant point de ses adversaires à priori, je ne donne pas mon aval à la thèse qui prétend qu'il l'a fait exprès. Mais alors j'en suis réduit à dire que son seul acte original n'était pas dans ses intentions politiques.

Il y a un an Mendès-France nous a dit qu'il avait trois patrons : Léon Blum, Poincaré et de Gaulle. Je crains qu'il ne se soit que trop bien défini.

De Léon Blum, dont il a été secrétaire d'État, il tient cet air d'homme de gauche qui lui procure la neutralité bienveillante d'une partie de la gauche française jusque dans la classe ouvrière. Grâce à quoi bien des ennuis lui sont épargnés, grâce à quoi, par exemple, les enseignants et les techniciens de la Radio viennent de capituler sans conditions devant lui.

Poincaré, oui. Mais peut-on faire en 1954 les grandes réformes dont la France a besoin, simplement en disant : « Je fais appel à la confiance?... »

Toisième patron : de Gaulle. On peut craindre que ce soit le vrai. C'est-à-dire la tentation pour l'homme politique de ne faire que de la politique extérieure et de laisser à des sous-fifres la politique intérieure, considérée comme une denrée de consommation courante qu'on sacrifie. La tentation d'une politique de prestige, de la France-Grande-Nation. Il y a en effet deux manières de faire cette politique : il y a celle qui consiste à demander sa place parmi les Grands avec une forte armée, la place classique des grandes puissances; il y a celle qui prétend occuper cette place par la négociation et les discours plutôt que par l'armée, telle l'Inde du fragile pandit Nehru — grand rêve...

Peut-être vaudrait-il mieux s'occuper de choses plus sordides : du statut de la fonction publique ou du minimum vital, des privilèges économiques, de la concentration des entreprises, enfin d'une politique économique et sociale qui ne soit pas en tous points réductible à celle d'Edgar Faure.

HENRI MULLER.

Raisons de faire confiance à Pierre Mendès-France

Quand on y réfléchit, ce n'est pas par hasard que la démocratie-chrétienne a pris une place importante dans la politique de ce pays, au Parlement et au gouvernement, après la Libération. L'atmosphère qui régnait alors, surtout les espoirs que suscitait l'aventure d'une ère nouvelle, répondaient aux aspirations, au républicanisme, à l'internationalisme, au sens social de ceux qu'avaient formés Marc Sangnier ou Francisque Gay; l'inexpérience générale d'hommes nouveaux venus de tous les horizons à la vie publique et qui tournaient, eux aussi, autour du pouvoir, donnait leur chance aux purs qui avaient jusqu'alors milité à l'ombre des mouvements d'Action catholique. Tous cherchaient ensemble, comme le réclamait déjà François Mauriac, à promouvoir une justice qui n'écraserait pas la liberté. Ceux, parmi les chrétiens, qui s'étaient adonnés avant la guerre à un pacifisme un peu théorique ou nébuleux, avaient trouvé dans la Résistance le correctif qui les mettaient sur la voie d'une action politique véritable. D'autant que, la guerre finie, le monde semblait vouloir redonner vie aux grands principes internationaux, remettait en honneur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, la sécurité collective, le respect des minorités, le désarmement. A Yalta, la réintroduction de l'Allemagne et du Japon dans le contexte international, la restauration de leurs droits souverains, avait été conçue comme devant résulter d'une réduction progressive des armements des Cinq Grands à l'étiage qui était imposé aux vaincus. A San Francisco étaient jetées, plus fermement cette fois, pensait-on, les premières bases d'un gouvernement universel, d'une loi entre les nations; on

pensait avoir substitué à la politique de force, l'autorité de l'arbitrage.

Mais, hélas, l'ère de l'influence devait être de courte durée, rapidement la coopération a été remplacée par la psychose de l'impérialisme et de l'encerclement. Partout on a fait des procès d'intention, suspectant sous les affirmations du loyalisme des volontés contraires : qui voulait la paix, voulait la guerre; qui cherchait à organiser sa défense tendait à s'assurer un bastion offensif plus avancé. Cette vérité politique qu'une intention déclarée a une valeur en soi (les Russes ne réclamaient l'interdiction des armes atomiques que parce qu'ils étaient en retard, les Américains leur contrôle, que parce qu'ils se savaient encore en avance) était méconnue et les Nations Unies étaient devenues l'instrument de deux nouvelles coalitions où les deux blocs s'affrontaient dans la guerre froide. Alors, au lieu d'émanciper les peuples d'outre-mer, il fallait les tenir à la lisière dans un souci de sécurité avare; au lieu de consacrer les ressources nationales aux investissements, à l'amélioration de la condition ouvrière, il fallait augmenter de part et d'autre la part du revenu national affecté aux défenses militaires; au lieu de réconcilier les peuples français et allemand on supposait la petite Europe et on inventait la C.E.D.[1]; au lieu de s'aligner sur le désarmement japonais et allemand, on cherchait à rétablir l'égalité et donc la confiance apparente en réarmant Japonais et Allemands au plus haut point atteint déjà par les Russes ou les Américains. Surtout, on cherchait à camoufler ce réarmement allemand, après la guerre de Corée, sous des prétentions internationales, européennes, séduisantes pour les hommes de gauche au pouvoir, pour leurs troupes et pour leurs amis. L'Europe, qui avait été l'attrape-nigaud de l'occupation, prétendait à nouveau jouer le même rôle. C'est alors que se produisit un des

1. C. E. D. : Communauté européenne de défense.

événements les plus douloureux du monde politique français d'après-guerre (peut-être un des plus dramatique) : les démocrates-chrétiens, qui se croyaient jusqu'alors plus divisés sans doute qu'ils ne l'étaient réellement, le devinrent, en fait, profondément.

Un certain nombre d'entre eux, sans chercher où étaient les responsabilités entre les deux blocs (elles étaient communes, puisque le monde était de nouveau entraîné par la compétition nationaliste), s'efforcèrent de trouver les remèdes à une situation partout détériorée. En Indochine, où une guerre épuisante se prolongeait sans solution militaire possible, ils réclamèrent que l'on tînt enfin compte des intérêts du peuple vietnamien lui-même; en Afrique du Nord, que la France renonce à cet impérialisme vieillot qu'est le colonialisme; en Afrique noire, que soit favorisée l'évolution publique des Noirs et l'amélioration de leurs conditions de vie, tout en protégeant, tant qu'il en est besoin, les populations contre l'impérialisme de Washington (dans sa forme économique) et l'impérialisme de Moscou (dans sa forme politique). Car c'est le fond de la question, ces hommes cherchaient partout à faire lâcher prise au nationalisme, même s'il prenait parfois la forme d'un chantage anticolonialiste américain, (au Maroc, à partir de la radio du Caire) ou russe.

Voilà pourquoi, en Europe, ils luttèrent contre la C.E.D. et par là-même contre la majorité des démocrates-chrétiens au pouvoir. Mais ils prétendaient, eux aussi, faire cette Europe et assurer sa sécurité. Rendre le mot Europe synonyme de réarmement allemand, (après le rejet de la C.E.D. tous les « Européens » proposent des solutions de rechange qui y tendent) c'était l'hypothéquer de l'hostilité d'une grande partie de la droite (attachée à son armée et méfiante à l'égard de l'ennemi héréditaire), c'était indisposer, non seulement l'extrême gauche, mais la gauche classique pour laquelle réarmement allemand, dans une coalition à six,

signifiait prépondérance allemande et réaction; finalement c'était devant ces réticences provoquer les réticences allemandes et élargir le fossé entre les deux peuple au lieu de le combler. En revanche, un rapprochement véritable entre les différentes nations, un pas vers l'Europe, ne pouvait se faire qu'en les arrachant à la facilité américaine pour les mettre franchement devant les dures réalités communes de leurs économies, en leur apprenant à vivre ensemble. Alors, l'Angleterre comprendrait plus vite que par le truchement d'un rattachement fallacieux à la C.E.D., que le problème « Europe » ne se résout pas sans elle. Mais, puisque l'Europe ne saurait se réduire arbitrairement aux six nations que nous savons, ni même aux dix-huit dont on parle, sans que l'Allemagne tout entière y participe avec les nations actuellement satellites de l'U.R.S.S., un second pas vers cette Europe ne serait fait que le jour où l'extrémité occidentale de notre continent n'apparaîtrait plus aux Russes comme une base dirigée contre eux. Alors, la psychose d'encerclement s'atténuerait et les Russes pourraient mettre à exécution ce dont on voit les premières indications : reporter plus à l'Est leurs bases militaires; libéraliser les régimes des démocraties populaires. Ainsi, entre une Allemagne orientale, rapprochée des normes démocratiques habituelles, et une Allemagne de Bonn où M. Adenauer aurait peu de chance de faire prévaloir ses vues contre les aspirations sociales du peuple allemand, la différence irait en diminuant, la réunification, première condition de l'Europe, deviendrait possible. Mais cette Europe là, la vraie Europe où les peuples allemand et français seraient réconciliés, serait aussi la bonne Europe puisqu'elle reposerait sur un pacte de sécurité collective, que M. Molotov a proposé dans un but de propagande, mais dont les conditions générales garanties par les nations du monde entier, seraient enfin réalisées. Alors, sur un point du globe, la politique de

coalition se serait effacée; la sécurité collective aurait été restaurée et ce ne sont pas seulement les Européens mais tous les internationalistes qui pourraient se réjouir. Ajoutons que la sécurité collective, les sanctions internationales et les armes modernes dont elles peuvent disposer valent bien dix divisions allemandes, tout en ayant moins de chance d'être mises en action.

Mais la politique ne consiste pas seulement à l'analyse des situations; elle consiste encore à porter des jugements sur les hommes qui la font. Aux yeux des démocrates-chrétiens qui adhèrent dans leurs grandes lignes aux thèses précédentes, M. Pierre Mendès-France peut bénéficer d'un préjugé favorable. Pour des hommes scrupuleux, la réussite personnelle (être Président du Conseil) ne suffit pas, le succès dans les affaires publiques doit s'y adjoindre et M. Mendès-France a remporté, pour l'instant, trois succès positifs et peu contestables : la paix (en Indochine), l'apaisement (en Tunisie), une situation clarifiée (sur la C.E.D.). Pour le reste, il est difficile d'entrer dans le détail, puisque aussi bien l'impression que laisse la personnalité de l'actuel Président est à la fois celle d'une vive intelligence et d'une certaine indétermination. On peut avoir là des qualités, séduisantes sur le plan intellectuel lui-même. Les hommes de réflexion, qui ont senti les contradictions qui se trouvent à la base de toutes les options politiques se méfient de ce qui est trop déterminé, trop précis (tout ce qui correspond à une sorte d'affiche électorale détaillée) et sont reconnaissants à ceux qui réussissent à ne pas violenter leurs scrupules, fût-ce au prix d'un peu de flou, dans la pensée sinon dans l'action. Les Slaves du parti communiste, esprits politiques habiles s'il en fut, s'y entendent. Chez Mendès-France, cette qualité plastique est valorisée, exploitée, par ce qui semble bien être le centre de sa personne. Le goût, le talent, la volonté en tout, le sens de la négociation. C'est un homme qui sait acquérir un capital de prestige (Indochine) et qui, mieux

encore, sait la dépenser là où il faut (C.E.D.). Et finalement cette négociation, telle que les événements la présentent et que le tempérament de Mendès-France l'appréhende, paraît être d'amener, par des poussées successives, les Russes à assouplir leur politique et pour cela, dans ce qui constitue en tout cas un premier mouvement, à associer les Américains à une politique du « containement » en renonçant à la conception républicaine du « roll-back » (refoulement).

Il ne s'agit donc en rien d'un renversement des alliances, mais au contraire de leur renforcement et la manière dont M. Mendès-France l'aborde met en lumière un autre aspect de son tempérament politique. C'était renforcer l'aliance atlantique que de faire sortir la France, à propos de la C.E.D., de l'indécision. Plus encore, la ligne qui se dessine suppose une politique économique, peut-être même sociale, plus rigoureuse et accentuée que la lecture *in abstaco* des pouvoirs spéciaux ne pourrait le laisser entendre. Car pour renforcer l'alliance atlantique il fallait faire de la France une alliée efficace, consentante et donc douée d'une certaine autonomie économique. Voilà donc comment les problèmes se posent pour M. Mendès-France, souvent indirectement, et sa réaction semble trouver son origine dans un subconscient dont le siège est déjà fait. A noter que les intuitions sont réciproques et c'est une confirmation : les socialistes de gauche sont mendessistes et ce sont eux qui se sont déclarés contre la C.E.D.

De tous ces termes on pourrait chercher à prévoir vers quelle négociation précise son subconscient dirige M. Mendès-France. Cela dépend, pour un homme aussi sensible aux contingences des forces en présence. Au Parlement, il doit tenir compte du fait que la majorité contre la C.E.D. contient une majorité de rechange contre le réarmement allemand et que *le* promouvoir serait *la* mettre contre soi. Il sait que proposer une néo-C.E.D., renforcer les Européens, donneraient des armes

à ceux qui préfèreront toujours, pour faire cette politique-là, Maurice Schumann ou Georges Bidault. L'échec de la C.E.D. en revanche, lui a rendu la majorité d'investiture en administrant la contre-épreuve. A l'extérieur, les tendances manifestées aux Trade-Unions ne l'encouragent guère à se faire le champion du réarmement allemand, mais, voilà l'autre branche de la tenaille, toute proposition de reprise du dialogue avec les Russes indisposerait les Alliés. Dans ces circonstances (et rien dans ses déclarations ne va là contre) le Président du Conseil s'orienterait vers un renforcement de l'alliance atlantique par une meilleure adaptation de cette alliance aux exigences françaises, c'est-à-dire un renforcement qui fasse pression sur les Russes sans présenter de caractère agressif. Voilà qui pourrait supposer la restitution de sa souveraineté à l'Allemagne de Bonn (d'où action directe sur la diplomatie soviétique à l'égard de Pankov) sans que le réarmement allemand n'y soit directement lié. Mais au contraire suspendu à des éventualités ultérieures. Mendès n'a jamais dit qu'il était *pour* le réarmement allemand et *contre* la négociation; sans inverser les termes on trouverait entre les lignes la position d'équilibre qui le définirait aujourd'hui.

Reste à apprécier, fût-ce en quelques mots, après cette analyse, les effets du phénomène Mendès-France sur la démocratie-chrétienne. Je le répète, préjugé favorable chez ceux pour lesquels la négociation reste la meilleure voie pour sortir de la politique de force, la meilleure réintroductrice de la sécurité collective; attention sympathique accordée à M. Mendès-France, bien qu'il n'appartienne, d'évidence, en aucune façon à leur famille spirituelle. Après tout, les enseignements de Marc Sangnier sont universellement valables et peuvent être entendus ou pratiqués partout. Mais, le plus important ne serait-il pas que M. Mendès-France, par les hypothèques qu'il a levées et, espérons-le, celles qu'il

viendrait à lever à l'avenir, parvienne (une fois de plus sans l'avoir clairement pressenti et ce serait l'aspect pittoresque de cette affaire) à atténuer les différends entre démocrates-chrétiens ? Si tout évolue comme on souhaite, d'où découleraient, sinon les légitimes divergences, du moins les oppositions fondamentales ?

JACQUES NANTET.

Perplexité sans ressentiments

La crise actuelle de la démocratie chrétienne pourrait faire douter de la démocratie chrétienne. Des chrétiens et des démocrates qui s'étaient trouvés d'accord avant la dernière guerre à chaque grave conjoncture de la situation internationale, par exemple à propos de l'affaire éthiopienne, ou lors de la guerre civile espagnole, qui avaient surmonté de manière analogue le cas de conscience posé par les accords de Münich, qui enfin s'étaient retrouvés dans la Résistance et qui voyaient s'ouvrir à la Libération une grande espérance politique, non seulement n'ont pas maintenu leur union dans les dix dernières années, mais encore leurs divisions sont allées s'accentuant pour atteindre une sorte de crescendo ces derniers mois.

Le M.R.P.[1] a été entre eux un signe de contradiction et la polémique contre le M.R.P. attisée par le Bloc-Notes de François Mauriac a atteint le style de l'imprécation, cependant que bien des militants du rang répon-

1. M. R. P. : Mouvement républicain populaire.

daient à la démesure de l'attaque par un redoublement de fidélité. Deux questions ont ajouté aux occasions de discorde : la querelle de la C.D.E. [2] d'abord, la personne et la politique de Pierre Mendès-France ensuite. Le M.R.P. se trouve rejeté dans l'opposition, cependant que la même gauche chrétienne qui n'a pas assez d'invectives contre le M.R.P. ne ménage au nouveau chef du gouvernement ni l'applaudissement ni l'admiration.

Peut-on alors parler devant cette maison divisée contre elle-même de tradition démocrate-chrétienne ? S'il y avait vraiment une doctrine ou un esprit démocrate-chrétien ils devraient prouver leur réalité par leur efficacité dans la solution des problèmes politiques et des prémisses qui permettent des conclusions si contradictoires deviennent par là même singulièrement suspectes. La mentalité démocrate-chrétienne ou pour parler plus sommairement encore la « gauche catholique » ne serait alors qu'un épiphénomène de la vie politique française, une vague coloration sentimentale, un reflet sans consistance, les véritables raisons des choix politiques, les causalités réelles étant situées ailleurs que dans une idéologie incapable de vaincre sa propre incertitude. La question, pour angoissante qu'elle paraisse, mérite d'être soulevée. Au moins sera-t-elle un lien entre les uns et les autres puisqu'elle ne peut pas manquer de se poser en termes semblables d'un côté et de l'autre de la cassure.

Les groupes affrontés sont assez inégaux, surtout en qualité. Du côté des « résistants » au M.R.P., du refus de la C.E.D., du préjugé favorable à la personne de Pierre Mendès-France se trouvent les intellectuels, brillants par devoir d'état, telle aile marchante du syndicalisme, celle précisément qui se veut à la fois la plus intelligente et la plus dynamique, et dit-on de toutes parts la jeunesse, il faut comprendre certains cadres des

2. C. E. D. : Communauté européenne de défense.

mouvements de jeunesse dont il est entendu qu'ils peuvent parler au nom de toute la jeunesse. Il faut remarquer encore qu'à peu près tous les organes d'information et de pensée dont les responsables ne sont pas quant à leurs origines étrangers à la tradition démocrate-chrétienne, comme *Le Monde, Témoignage chrétien* ou *Esprit* ont fait des options analogues contre le M.R.P., contre la C.E.D. et en faveur de Pierre Mendès-France. Si bien que la partie la plus intellectuelle de la presse a joué un rôle important, peut-être décisif, dans l'arrivée au pouvoir de l'équipe actuelle.

On ne saurait donc contester que dans ce désaccord le style et l'éclat ainsi que les moyens publics d'expression ne soient d'un certain côté : le Bloc-Notes de François Mauriac, outre son intérêt propre, a une valeur symbolique. De l'autre côté qui est celui de la fidélité à la démocratie chrétienne sous la forme du M.R.P., là où la conviction européenne allait jusqu'à la C.E.D. inclusivement et où on manifeste appréhensions et réticences devant l'expérience Mendès-France, la pensée politique est moins critique que dogmatique, faite de certitudes massives plutôt que d'une agilité déliée et subtile, et elle se montre au total plus logique que dialectique : on comprend mal de ce côté que l'idée de supra-nationalité qui a été si longtemps un idéal reconnu comme valable par toute une famille spirituelle, de Marc Sangnier jusqu'à Emmanuel Mounier se trouve brusquement un objet de dérision pour tant d'intelligences distinguées et au surplus de gauche maintenant que sa réalisation est à portée de la main et qu'il suffirait d'un peu de courage pour la traduire en institution. A cette simplicité, on voit ce qu'il y a pour ainsi dire de gaucherie provinciale de ce côté tandis que l'aisance parisienne est ailleurs.

Ce peu d'analyse n'est qu'une première approximation seulement descriptive et qui explique mal cette sorte de schisme qui s'est produit à l'intérieur d'une famille

spirituelle. Pourtant les systèmes d'explication qui sont ordinairement mis en avant ne valent guère mieux, ainsi par exemple la distinction péguyste de la mystique et de la politique : il y aurait d'un côté les idéalistes fidèles à la rigueur des principes, de l'autre les réalistes, ceux qui composent avec les circonstances et avec les hommes. Or cette distinction est récusée à bon droit par les uns et par les autres ou, ce qui revient au même, elle n'est guère utilisée ici et là qu'à des fins polémiques. De toutes manières chacun en refuse l'application à soi-même.

Les censeurs du M.R.P., adversaires de la C.E.D. entendent être meilleurs réalistes et plus heureux politiques; leur adhésion à l'expérience de Mendès-France en est la preuve; ils ne se faisaient pas faute de reprocher aux thèses cédistes leur caractère idéologique utopique — et abstrait — et quand on n'oublie pas que le fanatisme, dans le langage des écrivains politiques, désigne la mystique des autres, on comprend ce que signifie le procès à la mode fait au fanatisme des « ultras », comme on dit, de l'Europe; la sûreté et l'efficacité des tactiques employées pour chasser le M.R.P. du pouvoir et plus particulièrement de la direction de la politique internationale, le sens très sûr de ce qu'il faut, pour réussir politiquement, mêler de vérités de combat à l'analyse et à l'information politiques montrent assez qu'on n'a guère péché de ce côté par angélisme et idéalisme désincarné.

Mais inversement le M.R.P. n'a pas tort de récuser l'accusation de trahison dont on l'abreuve avec une monotonie si lassante qu'elle en devient inefficace. Le double souci de résistance au communisme et de construction européenne sont les dominantes de la conscience politique du M.R.P. — et bien que les contradicteurs du M.R.P soient très doués du côté de l'esprit, aucun n'a pu véritablement démontrer que le M.R.P. avait quant à l'essentiel de sa visée renié les valeurs fondamentales

de la tradition démocrate-chrétienne. Qu'on cesse donc d'utiliser les oppositions toutes faites d'une rhétorique verbale.

Le malheur serait grand, et il pourrait signifier en effet une faillite assez radicale de l'idée démocrate-chrétienne si de chaque côté chacun s'installait dans sa bonne conscience persuadé que c'est l'autre qui a trahi la mystique jadis commune. Il est vrai que le M.R.P. dans l'espoir, peut-être fallacieux, de voir aboutir plus vite son rêve européen a donné des gages peu supportables et mal supportés à la conservation sociale. Il est vrai aussi que les anticédistes de la gauche chrétienne ont accepté pour abattre l'armée européenne l'alliance du communisme et du nationalisme, c'est-à-dire, comme le disait Philippe Farine dans un des derniers numéros de *Forces Nouvelles,* d'une fausse révolution et d'une vraie réaction. Sur ces deux thèmes les polémiques peuvent indéfiniment rebondir. Disons plutôt que les uns et les autres sont quittes. Dès que des hommes d'action tentent de réaliser leurs valeurs dans le jeu politique, ils ne peuvent pas ne pas les démanteler, les mutiler, les émietter, et ce n'est pas les ruiner et les trahir, mais les affronter à la résistance des choses et aux contestations des hommes. Aucune des politiques défendues par les deux groupes de démocrates-chrétiens ne peut se développer de manière intégralement cohérente et comme linéaire à partir de quelques principes : elles interfèrent et empiètent l'une sur l'autre. Dans l'état actuel des idées et des préjugés, des sentiments et des ressentiments, il serait absurde de rêver à une réconciliation et à une unité d'action d'une famille si profondément divisée. Au moins peut-on tenter d'atténuer et d'aménager les désaccords en présence de ce fait nouveau que constituent la personne et la politique de Pierre Mendès-France.

Le problème du réarmement allemand domine toute la conjoncture actuelle. Les anticédistes « démocrates-

chrétiens » restaient européens, ils n'étaient hostiles à l'Europe des Six que par volonté d'une plus grande et plus véritable Europe et ce qu'ils refusaient dans la C.E.D. c'était premièrement l'apparition du soldat allemand sur la scène internationale. Aussi tenaient-ils pour un faux dilemme le dilemme de l'armée européenne ou de l'armée nationale allemande, ordinaire argument des cédistes. Les faits vont maintenant décider de la valeur des raisonnements des uns et des autres. Pour que les européens anticédistes aient raison il aurait fallu que le rejet de la C.E.D. précipitât l'évolution de l'U.R.S.S. vers une politique de véritable détente internationale, que le Kremlin laissât entendre que la réunification de l'Allemagne par le moyen d'élections libres n'était plus absolument impossible. Alors dans ce climat nouveau, le réarmement de l'Allemagne pouvait en effet être éludé et la construction de la meilleure et plus belle Europe n'était plus utopique. Aussi au lendemain de sa victoire à l'Assemblée nationale, la presse que l'on peut dire européenne et anticédiste était toute tournée vers l'Est, attendant « un geste » dans le style de l'espérance ou même de l'imploration. Rien n'est venu parce que rien ne pouvait venir. L'U.R.S.S. n'allait pas faire un pas en arrière, risquer une perte de prestige après un événement qui est pour elle l'un de ses plus grands succès politiques de l'après-guerre. Là en effet est la faille dans les analyses que faisait le pacifisme anticédiste : il imaginait que la C.E.D. allait nécessairement développer en U.R.S.S. une psychose de peur et dégrader irréparablement la situation internationale. Or les hommes du Kremlin redoutent visiblement moins le réarmement allemand que l'institution européenne, qui leur ôtait l'espoir de rallier un jour l'Allemagne entière au monde soviétique. Ils ont assez de sens historique pour avoir compris que la C.E.D. beaucoup moins qu'une organisation militaire était une idée politique — et l'idée leur était plus ennemie que l'armée. D'où le caractère

implacable de la lutte menée par les partis communistes contre la C.E.D.

Le fâcheux dilemme armée européenne ou Wehrmacht est donc beaucoup moins facilement éludable que ne l'ont avancé les orateurs anticédistes lors du débat de l'Assemblée et il n'est question aujourd'hui que de la manière dont on va réarmer l'Allemagne. Il semblerait alors qu'un terrain d'entente se présente de lui-même aux frères ennemis de la démocratie chrétienne : dans l'émotion de leur défaite, les chefs républicains populaires ont proclamé leur volonté de s'opposer à tout réarmement de l'Allemagne dans un cadre national. Une coalition pourrait alors se former aussi incohérente que celle qui a eu raison de la C.E.D. où les républicains populaires mêleraient leurs suffrages à ceux des communistes. Ce serait la fin de l'expérience actuelle — et comment ne pas compter que, logique avec elle-même, la « gauche chrétienne » serait elle aussi au rendez-vous, et applaudirait la décision des républicains populaires ? Car si Pierre Mendès-France en vient à proposer pour sauver l'alliance atlantique quelque résurrection de la Wehrmacht, comment pourrait-il représenter encore une espérance valable pour le pacifisme anticédiste ?

Pourtant une telle issue, toute négative et qui ajouterait aux confusions du dedans et du dehors, n'est souhaitable ni pour la démocratie-chrétienne, ni pour la France, ni pour le monde libre. Elle est d'ailleurs peu vraisemblable, les uns reculeront devant l'alliance même tactique et provisoire avec les communistes, les autres devant la rupture avec Pierre Mendès-France. En face de l'actuel Président du Conseil, l'absolu de l'admiration comme l'absolu de l'opposition sont, pour un démocrate-chrétien de l'une ou l'autre espèce, raisonnablement impossibles. Car l'homme du choix ne s'est pas choisi encore complètement lui-même. A Genève, il avait su se servir du travail des autres sans avoir l'élégance de le reconnaître, et il a consenti à un dénouement

peu évitable : savoir s'il était possible de le payer un moins haut prix est désormais une discussion vaine. Les décisions tunisiennes courageuses et efficaces ne peuvent qu'être approuvées par un démocrate-chrétien dans la mesure où elles ont fait reculer le désordre par le moyen de plus de justice. Sur la question de la C.E.D. le plus vraisemblable est que trop démuni de doctrine et de mystique, mais trop bien pourvu de conseillers, le Président du Conseil a improvisé pensant et agissant jour après jour. Ce serait calomnie que d'avancer qu'il a joué délibérément l'échec de Bruxelles, comme on l'imagine trop légèrement du côté républicain populaire et comme comme on lui en fait gloire du côté de ses admirateurs où l'on entend célébrer l'habileté d'une tactique qui a réussi à faire rejeter l'armée européenne en rejetant les responsabilités sur l'intransigeance des « Européens » : les mêmes esprits supérieurs donnaient facilement aux autres des leçons de morale politique auxquelles ils soustraient leur héros. Il est plus vraisemblable que Pierre Mendès-France surmontant son humeur et sans doute les sollicitations de son entourage a tenté sincèrement d'abord d'aménager et de sauver la C.E.D. Après l'échec de Bruxelles, l'homme l'a emporté sur l'homme d'État en train de naître, Pierre Mendès-France s'est rejeté de l'autre côté et le vote du 30 août a représenté pour le Président du Conseil une revanche de son échec de Bruxelles.

Mai la majorité du 30 août n'est pas une majorité de gouvernement. Les Européens cédistes ou anticédistes au-dedans du parti socialiste comme à l'intérieur de la démocratie chrétienne sont une telle force, il subsiste entre eux trop de valeurs communes pour que Pierre Mendès-France ne puisse ni ne veuille faire une politique qui contredirait leurs idées tout en sollicitant les hommes. Que l'idée européenne ne soit plus compromise avec l'immobilisme économique et social en France, avec l'immobilisme colonialiste dans ce qui pourrait être

l'Union Française, et elle ne sera pas incapable de surmonter sa crise actuelle et de réconcilier peut-être au dedans de la démocratie-chrétienne tous ceux qui ont renoncé d'un même cœur aux mythes du nationalisme et du progressisme.

Pierre Mendès-France vient de saluer à Strasbourg les champions de la supra-nationalité comme les bons pionniers de l'avenir. Il leur conseille seulement la prudence. Que les « Européens » ne repoussent pas cette main tendue. Que Pierre Mendès-France surmonte l'amour-propre et les méchants conseils qui, à Bruxelles et après Bruxelles, ont fait croire que, faux homme de gauche, il cédait à une poussée de nationalisme poincariste. Devant le Président du Conseil actuel l'état d'esprit de bien des démocrates-chrétiens est une perplexité sans ressentiment. Il dépend de Pierre Mendès-France seul que l'attente inquiète et justement réticente se change en adhésion.

ÉTIENNE BORNE.

L'Allemagne après l'échec de la C.E.D.

Les conséquences psychologiques d'un événement ne se laissent guère apprécier dans l'immédiat. Les peuples réagissent assez lentement. Souvent, un choc ou une déception déclenchent des courants et des ressentiments qui ne deviennent des résultats politiques qu'après un certain délai et dont les origines sont alors difficiles à déterminer. Il est donc trop tôt pour prédire avec exactitude les conséquences que le refus français de la Communauté Européenne de Défense (C.E.D.) pour-

rait avoir pour la politique et l'attitude allemandes. La diminution des voix du parti du chancelier Adenauer, lors des récentes élections locales en Slesvig-Holstein, n'a à cet égard qu'une signification fort limitée. Dans cette région de l'Allemagne, les résultats électoraux d'après-guerre font ressortir des fluctuations considérables, et la victoire du parti chrétien-démocrate en 1953 fut aussi surprenante et anormale que celle des socialistes en 1947. Pratiquement, aucun des partis en présence n'est entièrement conforme aux conceptions politiques confuses d'une bonne partie des électeurs locaux. Il est néanmoins certain que le prestige du docteur Adenauer est en baisse. On a plus confiance en un homme qui réussit qu'en quelqu'un qui a surestimé ses possibilités et doit surmonter des déceptions graves. Toutefois, le prestige d'un homme n'est pas déterminant pour la politique et encore moins pour le destin d'un peuple. Gardons-nous à cet égard de jugements trop faciles et surtout trop superficiels.

L'actuel climat franco-allemand nous semble être une préoccupation beaucoup plus sérieuse. La malheureuse aventure de la C.E.D. a sans doute renforcé l'incompréhension mutuelle des deux peuples. On a rarement vu deux nations voisines ayant eu au cours de l'histoire de multiples contacts avec des populations s'entremêlant partiellement par moments, qui se connaissent en réalité aussi peu que la France et l'Allemagne. Des deux côtés, les demi-vérités foisonnent, des deux côtés on juge l'autre d'après un nombre limité d'aspects et selon les expériences d'une très brève période de l'histoire. La politique européenne préconisée dès 1945 par le général de Gaulle et amorcée par Robert Schuman laissait espérer, peut-être pour la première fois, une compréhension véritable entre les deux peuples. Cette difficile ascension vers le savoir réciproque risque maintenant d'être interrompue par une mise en veilleuse de l'expérience européenne. En attendant, l'Allemand

moyen retrouve ses préjugés antifrançais, il constate qu'on ne peut rien attendre de son voisin d'outre-Rhin, qui ne justifie aucune confiance, qui n'est pas un partenaire acceptable. Les éléments les plus sincères se rappelleront l'échec de Briand en face d'une opposition nationaliste française et diront, à tort ou à raison, que cet échec, ajouté à une politique nationaliste genre Clemenceau et Poincaré, aboutit en ligne droite à Hitler et à la catastrophe mondiale. Abstraction faite de tout esprit partisan, on est en droit d'affirmer que l'échec de la C.E.D. a, en Allemagne, beaucoup plus fortement ébranlé le prestige de la France que celui du chancelier Adenauer.

A la suite d'une évolution malheureuse, la C.E.D. s'identifiait finalement avec l'idéal européen. Pour le moment, l'opinion publique allemande estime dans sa grande majorité que le vote du parlement français a tué cet idéal, privant ainsi l'Allemagne de l'objectif de ses aspirations politiques. Le néant en politique n'est guère concevable. Pour vivre, les hommes ont besoin d'un espoir, les peuples d'un idéal, d'un but à atteindre. A défaut de l'Europe, que choisira-t-on en Allemagne? Se laissera-t-on entraîner vers un nouveau nationalisme nourri de la rancune envers la France et du désir de rétablir à tout prix l'unité allemande dans ses frontières de 1937? Ou se laissera-t-on tenter par un neutralisme promettant à l'Allemagne le beau rôle d'un intermédiaire puissant et respecté entre l'Ouest et l'Est? Les deux chemins seraient également dangereux, pour l'Allemagne aussi bien que pour la France.

Il est certain que le chancelier et ses collaborateurs responsables n'ignorent pas la menace qui pèse sur l'avenir allemand. La démagogie facile de la sociaddémocratie, qui veut monnayer l'échec de son adversaire politique, manque de sérieux. Elle ne trouvera probablement même pas l'approbation des militants socialistes. Plus que ses partenaires occidentaux, l'Al-

lemagne a besoin d'urgence d'une politique de rechange. Pour empêcher la masse de s'égarer sur des voies incontrôlables, son gouvernement doit lui proposer un but, qui pourrait être une nouvelle formule européenne ou une collaboration étroite avec les États-Unis et la Grande-Bretagne.

ALFRED FRISCH.

L'Islam et l'État en Orient

De vifs incidents ont récemment opposé en Égypte les Frères Musulmans aux autorités. Il y a là un nouvel épisode des rivalités internes qui secouent de temps à autre le gouvernement militaire : celui-ci, en effet, après avoir, pour détruire l'ancien régime, reçu le concours des fondamentalistes musulmans, s'est efforcé de les écarter peu à peu en vue de poursuivre librement la construction d'un État moderne. Mais l'affaire déborde le cadre de la politique intérieure égyptienne; elle révèle les tendances qui mettent en cause désormais, dans les pays arabes, les rapports habituels entre l'Islam et l'État.

Pour les Frères Musulmans, l'État doit être « islamique »; sa constitution sera le Coran. C'est devant une fraction extrémiste du groupement égyptien, le 10 septembre, à Tantah, qu'un prédicateur, à l'occasion de la prière du vendredi, a reproché publiquement aux dirigeants militaires de pratiquer une politique kémaliste et de laïciser le pays. Tout aussitôt les chefs des Frères Musulmans de Syrie, l'Iraq et de Jordanie, réunis à Damas, ont porté le débat sur le plan passionnel de la politique internationale; ils ont accusé le colonel Gamal Abdel Nasser de démarches compromettantes à l'égard des États-Unis, au sujet de Suez, et d'Israël, en vue de conclure la paix.

Outre quelques mesures d'ordre, le gouvernement du Caire

a décidé de se réserver dorénavant la rédaction des sermons du vendredi; les prédicateurs se borneront désormais à lire le texte officiel. Pareille mesure accentue sans doute la confusion traditionnelle entre l'Islam et l'État, mais c'est au profit de ce dernier.

Le gouvernement égyptien adopte donc des voies assez différentes de celles du kémalisme. Mais il n'en poursuit pas moins, selon des procédés mieux adaptés à la psychologie arabe, son œuvre de laïcisation, et le soutien populaire ne semble pas, même à cet égard, lui faire défaut. Il convient d'ailleurs de rappeler la faveur que les dictateurs syriens laïcisants de Husni Zaïm à Adib Chichakly avaient rencontrée dans le petit peuple, et la difficulté qu'au sortir de ce régime la Syrie éprouve à trouver un autre équilibre. Au Liban, après des polémiques islamo-chrétiennes sans gravité, mais irritantes, et un pathétique appel des « Kataeb » en faveur de la laïcité de l'État, le leader de l'opposition, M. Sami Bey Solh, vient d'être chargé de former le gouvernement; ainsi la « Révolution de septembre 1952 » trouve-t-elle, deux ans plus tard, une nouvelle chance de se réaliser en pratique. Les dirigeants égyptiens, enfin, s'efforçant à leur tour d'organiser un congrès musulman, recherchent la collaboration interislamique dans les domaines culturel, social et économique, et excluent l'aspect politique de son programme initial.

Un tiers de siècle après la Turquie, les pays arabes esquissent donc, au moins partiellement, la revision des rapports entre l'autorité spirituelle et le pouvoir temporel, traditionnellement confondus dans le cadre souverain de la communauté musulmane. Sans nier la puissance encore très grande des forces réactionnaires, il faut souligner la vigueur des tendances novatrices dans certains milieux, intellectuels et militaires en particulier. Outre les progrès, difficiles à chiffrer mais probables, de l'agnosticisme, jouent sans doute ici, à la fois, la méfiance croissante des classes moyennes envers les « profiteurs de la religion », et la conception, empruntée à l'Occident, d'une possible « religion individuelle » dans le cadre de l'Islam. On ne saurait dès maintenant escompter la certitude, encore moins la rapidité d'une victoire des novateurs. Mais d'ores et déjà il devient impossible d'apprécier équitablement l'évolution de l'Orient moderne sans tenir

compte, au moins pour l'Égypte, le Liban et la Syrie, des progrès de l'idée laïque.

P. Rondot.

Départ tunisien, sursis au Maroc

Pour la première fois depuis bien des années un gouvernement a pris pour une partie de l'Afrique du Nord une initiative hardie et rompu avec l'immobilisme, plus ou moins travesti en pseudo-réformisme, de ses prédécesseurs. En se décidant à Tunis d'une manière aussi spectaculaire qu'insolite, en soumettant au bey des « propositions » répondant à l'attente des Tunisiens et tendant à apaiser les inquiétudes les plus légitimes des Français, M. Mendès-France a sorti le problème tunisien de l'ornière pour le placer sur la voie du règlement.

L'effet a été immédiat dans la Régence. Le terrorisme a pratiquement cessé : l'action des fellagas... s'est interrompue. Un immense soulagement a saisi les masses. L'ordre, la sécurité sont à peu près revenus. Fait inconnu depuis presque des décades : un résident général a été accueilli dans l'enthousiasme par les populations du Sahel, là où le nationalisme avait revêtu les formes les plus bruyantes, agressives, meurtrières.

Sans gouvernement depuis quelques semaines, la Régence a vu se former un ministère qui jouit d'une large popularité. Les nationalistes sont entrés dans le jeu, du moins ceux qui donnent à l'opinion populaire la plus forte empreinte : ceux du néo-destour dont le parti dissous en... 1938 vient de renaître à la légalité, des notables de haute lignée comme Si Aziz Djellouli, caïd jadis démissionnaire, des indépendants représentatifs de catégories sociales déterminées, comme le président du conseil, M. Tahar Ben Ammar, président de la Chambre tunisienne d'agriculture. Autant d'hommes qui ont subi l'influence de Habib Bourguiba ou dont le programme

s'apparente très étroitement à celui du président du néo-destour. Ce sont les quatre membres de ce parti qui, d'ailleurs, en face de six ministres indépendants, donnent au cabinet Ben Ammar sa couleur dominante. Et la personnalité du « combattant suprême » a pesé d'un grand poids dans le dénouement de la crise, même si le leader demeure en résidence « protégée » près de Montargis et si son rôle a été officieux.

Que les Tunisiens s'en soient félicités n'est pas étranger à l'émotion de nos compatriotes de la Régence. Ils n'ont accueilli favorablement ni le geste de M. Mendès-France, ni la définition de sa politique. La voix de M. Henri de Montéty, chroniqueur du *Monde,* est toujours celle d'un solitaire même s'il méritait d'être plus entendu et suivi lorsqu'il invite ceux qui, comme lui, sont installés au Maghab à un acte de foi dans l'avenir, plus que dans le seul passé. Ce n'est pas à dire que la voix des leaders des Rassemblements français (MM. Colonna et Piraux) traduise la pensée de tous les Français de Tunisie. Un certain nombre d'entre eux avaient tenu à se désolidariser de cet extrémisme. Et il est encourageant que de nombreux Français « durs », des opposants de la veille, aient fait connaître à M. Christian Fouchet, lors de son second passage à Tunis, qu'ils se ralliaient à une politique approuvée par le Parlement de la République.

On doit souligner à cet égard que la nouvelle politique tunisienne du gouvernement n'est révolutionnaire que dans la mesure où elle met fin à cette illusion entretenue par les membres de la colonie française et qui tenait dans le mot *co-souveraineté.* Mais l'*autonomie interne,* promise cette fois sans restriction de principe, est, en fait, subordonnée aux garanties qui seront consenties par voies de conventions à la France et pour ses ressortissants. Cette assurance une fois acquise, des transferts de service et de compétences interviendront avec ou sans étapes suivant les seules limitations provisoires ou non qui auront été consenties bilatéralement. Mais un échec des pourparlers ouverts au cours du mois écoulé entraînerait le maintien du *statu quo* — un droit — un retour à l'agitation et à une sorte de guerre larvée — en fait.

La politique définie est encore fragile. S'il a suivi le mythe de la co-souveraineté, le gouvernement a dû prendre une mul-

titude de précautions destinées à rassurer nos compatriotes. Il est amusant que M. Mendès-France se soit attaché la caution du maréchal Juin. Il est plus dangereux qu'il ait nommé résident général, pour appliquer sa politique, le général Boyer de la Tour, jusque-là commandant supérieur et qui, au Maroc notamment, s'était fait le champion d'une orientation contraire : en fait, on n'avait pas le choix, car tout autre résident « parachuté » de l'extérieur eût été accueilli à coups de pierres par nos compatriotes. Il est plus grave qu'il n'ait pas donné à l'ensemble de notre représentation, si ce n'est par la personne du nouveau ministre délégué à la résidence, M. Roger Seydoux, une assise plus sûre et plus fidèle.

Que l'on y prenne garde, en effet. Les obstacles à l'instauration de la nouvelle politique, les entraves à la poursuite des négociations viendront de Tunisie. De pseudo-attaques de fermes ont déjà été organisées pour accréditer l'idée d'une survivance du « fellagarisme »... Des barouds recherchés par certaines de nos unités ont eu des résultats déplorables, parfois pour nos hommes eux-mêmes...

On remarquera, d'autre part, que, du côté tunisien, la politique exprimée par le gouvernement français n'a été aussi bien accueillie qu'en raison de la confiance que l'on accorde à M. Mendès-France. Autrement, lui disait un ministre tunisien, « nous n'avons encore que la promesse que nos promesses seront tenues ». De part et d'autre on a sans doute intérêt que les négociations actuelles aboutissent le plus vite possible : pour la France, leur souci sera la justification d'une politique; pour les Tunisiens, il permettra que l'autonomie interne devienne une réalité, mais en d'autres circonstances, avec un autre personnel gouvernemental à Paris, les décisions subsidiaires (envoi de troupes, nomination du général de La Tour, caution Juin) qui ont été à peu près comprises eussent été interprétées différemment.

Aussi bien une certaine impatience n'a-t-elle pas tardé à se faire jour devant la multiplication des opérations de police comme devant le peu d'empressement du résident général à proposer les mesures de libération conditionnelle et de grâce décidées en principe à Paris et prévues du temps même de M. Voizard.

La présence de « fellagas » armés, de néo-fellagas faudrait-il dire, pose assurément un grave problème d'ordre qui démon-

tre assez la précarité de la situation. Les fellagas ont *interrompu* une action, disions-nous, et l'ont fait savoir. Mais, pour des raisons variables, et notamment parce que bon nombre d'entre eux sont recherchés par la police, ils n'ont pas cessé d'exister, ils ne sont pas rentrés dans leurs foyers. Bon nombre d'entre eux ne consentiront à rentrer dans la légalité que lorsque l'autonomie sera acquise. Le gouvernement tunisien ne se sentira lui-même en situation de les inviter à abandonner le « maquis » que lorsqu'il aura atteint son but. D'ici là on se trouve dans une situation incertaine qui demanderait aux commandants des forces de sécurité beaucoup de souplesse afin d'empêcher que les fellagas ne se multiplient et afin, cependant, de ne pas rompre ce qu'il faut bien appeler une sorte d'armistice tacite.

Il faut enfin noter que les ministres tunisiens auront à compter avec certaines tendances « extrémistes » représentées par le vieux destour et sur la gauche néo-destourienne par M. Salah Ben Youssef toujours exilé. Leur position, très simple, est que l'autonomie est un leurre qui ne va pas jusqu'à l'indépendance inconditionnelle. D'où certains risques de surenchères qui n'échappent pas à M. Habib Bourguiba et à ses disciples. Ces derniers estiment que ces risques ne sont pas considérables pour peu que de part et d'autre on s'attache à créer le climat de détente indispensable à des négociations sereines. Il est vrai que pour eux aussi l'indépendance est le but final. Mais à la base de la pensée politique de Bourguiba est cette idée que le problème de l'indépendance se posera d'une façon toute différente et nouvelle si l'autonomie interne est devenue d'abord une réalité.

Comment se fait-il que nos ministres aient toujours pris plus au sérieux les affaires de Tunisie que celles du Maroc ? Comment se fait-il, en particulier, que M. Mendès-France ait accepté de « jouer » sur les premières en laissant les secondes en suspens ? Est-ce parce que les choses de l'Empire fortuné paraissent entourées du mystère de la nuit médiévale, d'une complexité telle qu'on préfère les laisser en l'état, quitte à se laisser mettre devant des « faits accomplis » ? N'est-ce pas plutôt, comme me le disait un Tunisien, que la Régence est trop pauvre pour attiser dix puissants intérêts, au contraire du Maroc ? Conjectures.

Toujours est-il que le gouvernement de M. Mendès-France n'a pas fait preuve au Maroc de plus d'initiative et d'autorité — au meilleur sens du terme — que ses prédécesseurs. La situation était grave en Tunisie; elle appelait des solutions urgentes. Mais la situation n'était pas moins sérieuse dans l'Empire chérifien : on l'a bien vu au mois d'août. Il est assurément légitime de ne pas vouloir céder sous l'empire de la menace et de manifestations de la rue. Il eût peut-être valu d'éviter massacres et répressions. Il est en tout cas incompréhensible, le calme une fois rétabli, alors qu'une population attend et espère, de se dire qu'après tout on ne perd rien à ne rien faire.

Car nous en sommes là. On se trouve même en présence de ministres qui consentent à laisser faire au résident général une nouvelle expérience dont ils sont sûrs d'avance qu'elle aboutira à un échec. Cette expérience consisterait à former un conseil de personnalité « représentatives » (ou déclarées telles), sous les auspices du sultan Ben Arafa, pour discuter de réformes, tandis que l'on cherchera à rajeunir le makhzen, ombre de gouvernement marocain, où l'on remplacerait le grand vizir (âgé de quelque cent dix ans) par un de ses fils, en fait un plus jeune vieillard.

Or il apparaît, à quiconque se penche sans passion, sans titre peut-être, mais avec bonne foi sur les choses marocaines, que rien ne peut être fait sans apporter une solution, au moins provisoire ou transitoire, au problème créé le 20 août 1953 par la déposition de Sidi Mohamed Ben Youssef. La solution n'est pas nécessairement le retour sur le trône de l'ancien sultan, mais c'est assurément le retrait d'un actuel souverain que le peuple marocain, dans sa quasi-unanimité, pour des raisons tant politiques que religieuses, ne reconnaît pas pour sien. Tant qu'on refuse de se rendre à cette évidence, comme M. Mendès-France a paru le refuser dans sa déclaration à l'Assemblée Nationale, à cette constatation désormais banale, l'essentiel, le vrai problème, le problème des réformes institutionnelles, économiques et sociales ne saurait être efficacement abordé.

On en est, paraît-il, convaincu au gouvernement, en particulier à la présidence du Conseil et au ministère des Affaires tunisiennes et marocaines. Les solutions sont prêtes; les procédures mises au point. Mais on le sait aussi au Maroc et

c'est dans une véritable épreuve de force que se trouve engagée, vis-à-vis du gouvernement, une partie de l'administration française du protectorat qui, par tous les moyens, veut justifier du coup de force du 20 août 1953 que patiemment elle avait préparé depuis 1950. D'où les dernières démonstrations de caïds et de « cavaliers berbères » pour la dernière fête de l'Aïd el Kébir. Mais la fable du « loyalisme » berbère a fait long feu et les caïds « fidèles » ne sont plus eux-mêmes qu'une poignée.

Faut-il répéter que c'est dans de semblables comédies que notre pays perd en Afrique du Nord le prestige et l'autorité que l'on prétend préserver ? Il y a mieux à faire pour assurer la permanence française au Maghreb. De plus en plus nombreux sont ceux de nos compatriotes du Maroc qui ont tenu à l'affirmer devant nos ministres. On espère qu'ils seront entendus avant qu'il ne soit trop tard.

PIERRE-ALBIN MARTEL.

Deux Asies

Et si nous engagions une campagne pour revendiquer la principauté de Monaco ? N'est-il pas humiliant pour la République française de laisser subsister cette enclave féodale ? Et les îles anglo-normandes, vestige d'une domination étrangère ? Voilà pourtant sur quel genre d'arguments repose la controverse des établissements français aux Indes. Il n'est pas question du droit des populations à disposer d'elles-mêmes : ce droit, la France le reconnaît, elle admet un plébiscite, elle est prête à s'y conformer, comme à Chandernagor; mais un plébiscite, l'Inde n'en veut point; à ses yeux, le vœu des Conseils municipaux suffit; et si d'aventure les populations désiraient rester françaises, les populations

auraient tort : elles contreviendraient à l'unité du territoire, et à la formule : « L'Asie aux Asiatiques. »

En raisonnant ainsi, le gouvernement de Delhi se montre logique avec la ligne de conduite qui lui a fait annexer les quelques principautés, Sunagadh, Haïderabad, dont les souverains préféraient se réunir au Pakistan; il concourt à la montée de ce continentalisme qui tend de plus en plus à supplanter le nationalisme d'autrefois. Le tout relève d'un matérialisme géographique assez simplet. Vous feuilletez l'atlas, et vous mettez ensemble ce que renferme une même page, sans vous douter que souvent les océans rapprochent alors que les déserts séparent; fusionner un bloc européen et le couper du bloc africain ou du bloc asiatique, c'est la même entreprise, nullement européenne, en vérité dans son origine ou dans sa conception, et, malgré son feint élargissement, aussi contraire que possible à l'universalisme authentique.

Dans l'occurrence, la France n'a guère le moyen de résister. Ses comptoirs négligés lui coûtaient beaucoup plus qu'ils ne lui rapportaient; le blocus leur rend la vie à peu près intenable; leur élite, pépinière de magistrats coloniaux, devra s'accommoder d'autres débouchés que l'Union Française. Des garanties seront sans doute stipulées pour les minorités : mais l'exemple de l'Indonésie montre le peu que valent après coup de telles promesses. L'Inde cependant peut souhaiter communiquer avec l'Occident autrement que par l'entremise de la culture anglaise : cela donne une chance à un accord culturel; si Pondichéry devient à ce point de vue le foyer de rayonnement qu'elle n'est pas, si les contacts sont assurés avec la plupart des Universités dans ce monde de trois cents millions d'âmes, le bilan ne sera pas négatif. Mais il paraît essentiel qu'une entente, même avantageuse, dans ce cas particulier, n'implique en rien l'approbation de principes dont les conséquences mèneraient loin.

A Goa, les Portugais, eux, tiennent bon. A vrai dire, la situation s'y prête beaucoup mieux. Le territoire, plus compact, plus étendu, n'offre pas la même frontière sinueuse et propice aux infiltrations; son port largement ouvert défie le blocus. L'histoire aussi l'a différencié beaucoup plus des régions environnantes. Il est catholique aux deux tiers; et comme les Portugais s'enorgueillissent de n'avoir jamais cédé au préjugé de race, la population s'est métissée d'un métissage qui a reflué jusque dans la métropole. La placer sous la domination du pays des castes sous prétexte de contiguïté et d'affinités raciales, ce serait aussi scandaleux que de livrer l'Alsace-Lorraine à l'Allemagne en raison de sa parenté ethnique et linguistique, comme l'a exigé jadis Bismarck.

Le Portugal a donc répondu par une fin de non-recevoir pur et simple. L'Inde portugaise, rappelle-t-il, n'est plus une colonie; elle fait partie intégrante de la nation; ses affaires ne regardent personne, et il n'y a pas matière à litige ni à arbitrage. Sur quoi Delhi use de pressions non violentes selon les méthodes de Gandhi : les nombreux Goanais qui travaillent à Bombay peuvent être manœuvrés, une marche sur Goa, le jour de l'indépendance indienne, s'est heurtée à la police, et ne semble avoir éveillé qu'antipathie sur place.

Comment cela finira-t-il? Le Portugal, qui a su conserver un empire colonial étendu lorsque périclitait celui de l'Espagne, et dont le Brésil lui-même ne s'est séparé qu'à l'amiable, surmontera-t-il la crise autrement grave qui naît des révolutions contemporaines? Qu'il y soit parvenu jusqu'ici mieux que d'autres nations mieux équipées, cela veut dire sans doute qu'en pareille matière le progrès technique et la modernisation importent moins que le sentiment de l'humain.

Mais existe-t-il une Asie unique? Et lorsque nous en

parlons, ne commettons-nous pas chaque jour la même erreur que le légendaire chinois incapable de distinguer un Italien d'un Scandinave? Savons-nous reconnaître, nous, le Coréen du Siamois? Le Proche-Orient ne se dresse-t-il pas comme un écran à travers lequel nous colorions ce qui est derrière, de la même manière que beaucoup d'Orientaux nous voient tous à travers les Anglo-Saxons? Le mysticisme de l'Islam, le panthéisme hindou, ne nous masquent-ils pas le positivisme de la Chine? Et les champions de l'asiatisme, tel le pandit Nehru, ne donnent-ils pas le change en se faisant passer pour les interprètes du continent, ne cherchent-ils pas à s'y assurer devant l'extérieur une position dirigeante comme certains champions allemands de l'Europe? Après la phase japonaise — parallèle à la phase nazie de l'européanisme — celle de Nehru ne ressemble-t-elle pas à celle d'Adenauer, d'un Adenauer qui serait neutraliste? Je ne dis pas que la persistance de mouvement n'indique en lui un fond de vérité, encore mal défini, et mal concilié avec d'autres. Mais la conférence de Manille, après celle de Colombo, atteste que même sur le plan diplomatique il n'y a pas une Asie non communiste, il y en a au moins deux.

Il s'agissait de protéger ce qui reste du Sud-Est asiatique. Manille se présentait un peu comme le complément de Genève. Sans se préoccuper de la Corée ou de Formose, les participants entendaient se donner une garantie mutuelle et tracer une ligne où l'on dirait à l'agression : « Tu n'iras pas plus loin. » Parmi eux figurent les Philippines, toujours aux prises avec les rebelles Hukbalahep; le Siam aux premières loges après le Vietnam; le Pakistan qui fait charnière avec le groupe de Colombo; et les États d'Indochine, empêchés d'adhérer activement, bénéficient de la même assistance. Mais l'Australie, la Nouvelle-Zélande, puissances océaniennes, et trois puissances européennes, la France, la Grande-Bretagne, les États-Unis, participent également à l'ac-

cord, les États-Unis précisent, dans une annexe, qu'à leurs yeux il ne concerne qu'une agression communiste.

Cette déclaration lui ôte de sa portée, en la limitant au péril immédiat, et la composition du groupe — trois nations d'Asie, et cinq autres — prête au soupçon de « colonialisme déguisé » que le groupe de Colombo ne manque pas de soulever. Il s'agit en tout cas de nations qui ne gardent pas rancune aux colonisateurs : les Philippines, restées sous l'influence américaine; le Siam qui fut toujours indépendant; le Pakistan qui regarde l'Inde comme le péril numéro un et sévit contre l'extrême-gauche dans l'espoir de s'attirer les bonnes grâces de Washington. En dehors des quatre-vingts millions de Pakistanais — dont une moitié menace de sécession — les vingt millions de Siamois, le même nombre de Philippins, les douze ou quinze millions que comptent ensemble le Vietnam du Sud, le Cambodge et le Laos, pèsent incomparablement moins que les masses de l'Inde jointes aux quatre-vingts millions de l'Indonésie : à s'en tenir aux chiffres le pandit Nehru peut bien juger son groupe plus représentatif. Néanmoins, le Pakistan le Siam et les Philippines, c'est aussi l'Asie; et Tchiang Kaï-Chek et Syngman Rhee sont aussi des Asiatiques, et même les incartades de ce dernier témoignent qu'il garde ses réactions asiatiques et n'entend nullement servir de marionnette au Pentagone; et le Japon, dans l'expectative, c'est encore une autre Asie... Deux Asies ? Mieux vaudrait dire plusieurs, l'une alliée aux Occidentaux de Moscou, une autre s'appuyant contre elle sur ceux qui disposent de flottes et de dollars, la troisième seule cherchant le salut dans l'affirmation de sa personnalité autonome. Elle a pour elle de vouloir se soustraire aux compétitions, cesser d'être un enjeu, un objet, pour agir à ses propres fins : c'est ce qui donne tant de force à son neutralisme aussi bien qu'à son désir d'éliminer les incrustations étrangères; n'expliquerions-nous pas ainsi, en partie, l'élan du germanisme

après la division et l'impuissance du Saint-Empire? Mais, en évoquant ce souvenir, nous rappelons du même coup combien ce nationalisme, malgré les échos qu'il éveille au nom de l'anti-colonialisme, s'apparente à des mouvements d'idées et à des attitudes pratiques qui n'ont avec le souci de la liberté que fort peu de rapports.

AUGUSTE VIATTE.

Le pari du président Vargas

La vie de Getulio Vargas aura été jusqu'à sa fin énigmatique et exceptionnelle. Cet homme après avoir fomenté des révolutions et brisé des révoltes, avait réussi une performance peu commune : dictateur pendant près de dix ans, il avait dû abandonner le pouvoir puis était revenu, rappelé triomphalement quatre ans plus tard, par une consultation électorale régulière. Getulio, comme on l'appelait familièrement selon l'habitude brésilienne qui utilise volontiers le prénom, avait le génie de la politique intérieure. Il désarmait ses ennemis en leur offrant des postes, mécontentait volontiers ses amis, mais les gardait attachés à sa personne par son charme étrange et son habileté manœuvrière. Son nom avait été donné à une ville du Rio-Grande do Sul, la terre des gauchos d'où il était parti à quarante-cinq ans, à la conquête politique d'un des plus vastes pays du monde; il était donné à des institutions culturelles et aussi à cette immense avenue percée à travers le vieux Rio de Janeiro, qui sera bordée sur plusieurs kilomètres d'immeubles de vingt-deux étages, symbole significatif du Brésil moderne en marche sous l'égide de

l'homme qui l'a animé pendant près d'un quart de siècle. A soixante et onze ans, cet animateur infatigable, ce lutteur passionné, cet éveilleur de foules, harcelé par une campagne de presse, oppressé par une conjuration militaire, tourne contre lui-même l'arme avec laquelle il se défendait jusque dans son palais, dix-sept ans plus tôt, contre les assaillants du coup de force « intégraliste ». Entre ces deux actes opposés il y a une différence d'âge; mais il s'agit de l'âge du pays, car c'est au cours de cette période que se situe l'entreprise de modernisation d'une nation qui demeure une des plus étonnantes que le monde ait connu jusqu'ici.

Élu pour la première fois président en 1930, établissant la dictature en 1937, mis, par l'armée, en demeure de démissionner en 1945, Getulio Vargas revenait au pouvoir en 1950, faisant triompher devant les électeurs les promesses de la politique travailliste qui allait dès lors écarter la politique modérée, adoptée pendant l'interrègne du président Dutra. Ce succès était le signe de l'importance que prenait dans la vie politique brésilienne le peuple modeste des villes et des campagnes qui commençait à échapper à l'emprise des cadres politiques et sociaux traditionnels. Depuis, cette tendance n'a fait que s'affirmer et c'est là sans doute qu'il faut chercher l'explication profonde des événements d'aujourd'hui et de ceux qui s'annoncent pour le proche avenir.

Depuis la seconde guerre mondiale, le Brésil connaît des transformations remarquables. Pays aux richesses considérables dont l'exploitation véritable commence à peine, mais est poussée hardiment, dont la population qui atteint déjà cinquante-trois millions d'habitants s'accroît d'un million d'âmes par année, le « colosse sud-américain » est en plein développement et prend une place enviable et privilégiée dans la politique internationale. Il s'efforce d'adapter le plus rapidement possible les techniques les plus modernes de production pour mettre en valeur ses immenses ressources; il pousse avec

fièvre la formation de ses cadres, développe l'enseignement et la culture, se donne des institutions modernes. Ses villes grandissent avec une rapidité extraordinaire, la vie des affaires y est fiévreuse, spéculative; on voit grand, très grand et toujours semble-t-il, en-dessous de la réalité. Chose plus remarquable encore, les hommes y sont animés d'une confiance passionnée en l'avenir de grandeur de leur patrie. Des formules traduisent cet espoir et ce bouillonnement de la vie neuve : « Brésil, pays du futur », « Brésil, pays du XXIe siècle, », « Sao Paulo, la ville qui croît le plus rapidement au monde ».

Mais une croissance accélérée sur les plans économique et politique, ne s'accomplit pas sans heurts et sans douleur. La conséquence la plus immédiate s'inscrit sur le plan social : le pays s'enrichit, mais la richesse ne se répand pas également dans tous les groupes sociaux; le confort se développe, mais ne pénètre pas encore dans toutes les maisons; les villes vivent sur un rythme moderne, mais la campagne est encore en retrait. C'est l'inévitable rançon d'un développement accéléré : les inégalités sociales s'accusent d'autant plus que l'effort général marque les plus faibles et que tous ayant conscience d'y participer, le ressentiment s'aiguise chez ceux qui ne partagent pas les fruits. En un mot, le Brésil moderne assiste à la transformation de sa structure sociale; une classe moyenne se constitue et surtout un vaste milieu populaire urbain et rural prend conscience d'une existence propre et différenciée.

C'est cet ensemble social — qu'on ne saurait cependant confondre avec le prolétariat européen de la fin du XIXe siècle — que Getulio Vargas, dans son testament politique appelle « les humbles » et c'est lui qui, dans une large mesure, l'avait ramené au pouvoir en 1950, écartant le général Eduardo Gomez, le « brigadeiro », candidat des partis et des groupes sociaux traditionalistes. Or il semble bien que la politique travailliste ait

déçu ses fidèles sans pour autant se concilier ses adversaires.

Depuis trois ans, en effet, les difficultés économiques du Brésil sont sérieuses; elles sont la rançon même de son développement : insuffisance des salaires en face de gains considérables, inflation budgétaire, hausse des prix, inégale diffusion du bien-être ont été imputés peu à peu — à tort ou à raison — à l'homme que l'on avait rappelé dans l'enthousiasme. Des signes très nets de ce mécontentement furent perçus, dont un des plus significatifs fut l'élection, en 1953, à la préfecture de Sao Paulo d'un candidat antigouvernemental, quasi inconnu la veille. Getulio ne pouvait pas ne pas sentir son prestige ébranlé : il n'avait pas satisfait les aspirations qu'il avait lui-même puissamment contribué à faire éclore dans ce Brésil nouveau que sa forte personnalité avait désiré maîtriser. L'opposition ne le ménageait plus depuis quelque temps; elle dénonçait des scandales dans son entourage, soulignait les difficultés économiques, signalait la voie dangereuse vers laquelle s'orientait une politique utilisant les mesures démagogiques. En somme elle jouait son rôle d'opposition.

La dernière affaire ne fit que cristalliser une situation dont les données étaient depuis un certain temps déjà assez nettement établies. Elle permit à l'armée d'affirmer son hostilité. Mais nul ne pouvait prévoir l'issue dramatique du conflit; déjà en 1945 le Président avait cédé devant les militaires. Ceux-ci estimant que sa politique conduisait le pays vers des lendemains incertains pouvaient penser que leur pression suffirait à faire reprendre à l'ancien dictateur, qui l'avait déjà pris une fois sans mot dire, le chemin de sa retraite gaucho de Sao Borja.

Comment Getulio Vargas a-t-il pu prendre sa stupéfiante détermination ? C'est ici qu'il est peut-être possible de trouver, à travers son acte, sa dernière vision de l'avenir de son pays.

« Je sors de la vie pour entrer dans l'histoire » a-t-il écrit dans son testament politique. Et cette entrée dans l'hisoire acquise au prix de son suicide, est faite délibérément en rupture contre certains et en compagnie d'autres. Il rompt définitivement avec ceux qu'il accuse d'exploiter à leur profit, de l'intérieur et de l'extérieur, les possibilités du pays; avec ceux qu'il rend responsables des obstacles qu'il a rencontrés dans l'instauration d'une vie meilleure; avec ceux qu'il soupçonne de vouloir maintenir des privilèges de fait au détriment de l'ascension de la masse populaire. Par contre, c'est avec celle-ci qu'il veut entrer dans l'histoire du nouveau Brésil. Getulio Vargas ne meurt probablement pas pour arrêter un scandale, ni même pour ne pas survivre à un échec; en s'en rapportant à son testament politique (qui même s'il a été « écrit pour lui », comme on l'a avancé, a un contenu qui paraît bien correspondre à son inspiration propre) on voit qu'il se donne la mort pour prendre le caractère mystique de l'homme qui a voulu maintenir jusqu'à l'extrême limite l'intransigeance d'une action au bénéfice des « humbles ». Son ultime protestation prend ainsi l'allure d'un sacrifice personnel pour l'avenir de la nation qui monte. Et c'est ici que son suicide apparaît comme un tragique pari : voulant entrer dans l'histoire, il s'est rangé du côté de ceux qui lui paraissent devoir faire cette histoire. Il a parié que l'avenir du Brésil serait fait par la masse des « humbles » qui garderait pieusement sa mémoire et l'élèverait en accomplissant sa propre ascension. Ainsi, il pouvait compter prendre place dans la lignée des héros nationaux, aux côtés de Tiradentes supplicié pour avoir défendu la liberté et de la « Redentora », la Princesse Isabel qui perdit son trône en abolissant l'esclavage.

Getulio Vargas a-t-il bien parié ?

Il est certain que l'évolution de son grand pays ne pourra se faire sans une affirmation de plus en plus

nette de l'importance au sein de la vie nationale de ces masses que les conditions de la vie moderne regroupent et mettent en mouvement. Vont-elles se retrouver au sein de ce parti travailliste, privé de son chef, mais désormais pourvu d'une mystique ? Vont-elles trouver un élan dans le jeune parti démocrate-chrétien de Janio Quadros, le nouveau venu auréolé de son fulgurant succès de Sao Paulo ? Seront-elles satisfaites par les partis traditionnels à la tête desquels des politiques intelligents ont conscience de la justesse des aspirations populaires ? Ou bien chercheront-elles ailleurs d'illusoires sauveurs qui travaillent déjà clandestinement ?

Il est encore trop tôt pour savoir si le tragique pari de Vargas sera gagné par sa mémoire. Mais il est significatif de constater qu'il a été risqué. Des possibilités de transformation sociale, de maturation politique, d'épanouissement d'un peuple transparaissent sous cet acte dont on se demandera en vain s'il est un geste d'orgueilleux désespoir, une ruse tragique avec l'adversaire ou la suprême tentation offerte par le Malin à ceux qu'anime le démon de la politique.

Mais ici il convient de s'arrêter. Si le suicide du Président Vargas peut apparaître de l'extérieur comme un tragique pari sur l'histoire future de son pays, on ne saurait épiloguer au seuil de ce qui reste un drame de conscience : Dieu seul sonde les reins et les cœurs...

ALAIN BARRÈRE.

Rencontre catholique en Allemagne

Les catholiques allemands viennent de se rencontrer à Fulda. Ils étaient près de 250.000 aux manifestations finales du *Katholikentag* attentifs à la Parole et aux paroles,

chantant à l'unisson, vivant ensemble. Auparavant, trois journées durant, 3.000 d'entre eux, répartis selon leurs compétences en quatorze groupes de travail spécialisés, s'étaient en des débats parfois animés, quelquefois un peu âpres, toujours sérieux, interrogés sur le témoignage exigé des chrétiens dans nos situations d'aujourd'hui. Trente mille témoins étaient là, venus d'au delà du rideau de séparation qui retranche une Allemagne d'une autre Allemagne, de plus en plus *autre*. A eux surtout, toute la petite ville (Fulda compte à peine 45.000 habitants), presque chaque famille (et non seulement les catholiques) fit le plus aimant et le plus donnant accueil.

Une telle communion d'un peuple est trop riche et trop complexe pour qu'on puisse prétendre lui rendre justice par « compte rendu ». On ne rend pas compte de la vie. Au moins peut et doit-on essayer de comprendre. En ces jours de phobie nationaliste et de décisions mondiales il importe plus que jamais que de voisin à voisin l'intelligence des réalités voisines ne soit pas empêchée par les clichés et par les complexes. Il ne serait pas seulement regrettable, il serait profondément dangereux si les informateurs de l'opinion française s'abandonnaient au penchant de redécouvrir partout et à tout propos, dans les rassemblements religieux comme dans les championnats sportifs, les traits attendus par les préjugés qu'ils partagent avec leurs lecteurs. A s'arrêter complaisamment aux images usées de l'*Allemagne éternelle* aux professeurs abscons et aux troupeaux en marche, on risque rien moins que de contribuer à aliéner l'opinion publique à des fétiches. La vie des peuples est sensiblement plus complexe que ces résidus d'idéologie.

L'impression la plus déconcertante pour l'hôte non habitué fut peut-être de trouver ce *Katholikentag* si peu passionnant. On a étonnamment peu chanté ensemble, et même aux grandes réunions terminales le chant commun fut plutôt honnête que magnifique. Les grands discours — trop monotones, trop compliqués, trop distants — manquaient audiblement d'emprise oratoire. Pourtant dans les groupes de travail il arriva que, après des exposés généralement peu excitants, la discussion donnât lieu à de sérieuses montées de température. Aussi bien serait-il par trop sommaire que d'expliquer la froideur apparente du catholicisme allemand par un tempérament

congénital (dont le secret est magistralement détenu par la très répandue école ethnologique fondée par le gentleman qui découvrit que les Françaises ont des cheveux roux). Ce climat semble être bien plutôt la marque d'une réaction de défense, plus ou moins consciente, plus ou moins satisfaisante aussi — d'une réaction pour la défense de la liberté. Confirmée par l'expérience du dernier grand entraînement allemand, l'Église qui est en Allemagne paraît autant et plus que jamais pénétrée de son souci traditionnel de garder les têtes froides. De même que là où la verve de l'esprit rend l'imaginative plus tentante le besoin de garde-fous systématiques est plus vivement ressenti, ainsi en Allemagne les responsables du catholicisme semblent plus qu'ailleurs prudemment attentifs à l'empire du Prince de ce monde sur les dynamismes communautaires.

D'où une tendance à la sobriété et une préférence pour la réflexion organisée. A Fulda il s'agissait de prendre plus lucidement conscience des exigences pratiques de notre Vérité. Thème trop vaste qui devait donner lieu à une conglomération d'exposés et de débats sur les sujets les plus divers. Et la périphérie un peu indéfinie n'était pas toujours bien centrée. « Vous *devez* être mes témoins », dit la devise centrale du *Katholikentag* de Fulda. Peut-être eût-il mieux valu prendre la parole du Seigneur telle quelle et dans son contexte, plutôt que de la réduire à l'impératif. « Vous allez recevoir une force, celle de l'Esprit-Saint qui descendra sur vous. Vous serez alors mes témoins... » Dans leurs sermons matinaux, les évêques ont su parler profondément le langage chrétien de l'angoisse et de la confiance. On aurait aimé que cette inquiétude et cette certitude fussent présentes au cœur même des travaux. Les ressortissants de la « République démocratique », où le témoignage des chrétiens n'est pas de tout repos, restèrent parfois sur leur faim devant des paroles qui leur semblaient manquer de réalisme et de souffle.

La grande expérience, l'épreuve et la chance providentielle fut la rencontre des deux mondes qui se partagent l'Allemagne. Deux mondes qui ne parlent plus le même langage. Non seulement la langue allemande elle-même subit en zone orientale une transformation considérable[1], mais encore et surtout

1. Cf. W. Richter, *L'évolution de la langue allemande en zone*

les faits signifiés évoluent à l'Est tant et si vite qu'une conversation entre Allemands sur des problèmes sociaux risque de devenir de plus en plus ambiguë et laborieuse. Plus profondément, par delà ces embarras linguistiques, les réalités quotidiennes de moins en moins semblables tendent à rendre les questions vitales des Allemagnes séparées toujours plus dissimilaires. Ceux de l'Église du silence posent des questions autrement radicales que ceux de l'Église où l'on parle. Tandis que les catholiques de l'Allemagne occidentale semblent fort tentés d'identifier le *Credo* avec le programme du parti chrétien-démocrate, ceux de l'Allemagne orientale ne courent guère le risque de confondre l'orthodoxie d'un parti toléré avec leur foi. L'attitude généralement défensive et parfois évasive des représentants de l'Ouest (qui tenait en partie, mais seulement en partie, à la présence signalée d'agents soviétiques) était quelque peu pénible et assez maladroite; l'insistance immodérée sur la justice de l'ordre occidental stérilisa maintes interrogations qui promettaient d'être fécondes et n'était d'ailleurs guère « apologétique » : les frères de l'Est furent plus sensibles à ce qu'ils découvrirent de libre recherche qu'aux réalisations infaillibles d'un parti qui, comme chez eux, aurait « toujours raison [2] ».

Mais quelles que fussent les déficiences du dialogue, il a eu lieu — avec beaucoup de bonne volonté, avec pas mal d'incompréhension, avec une immense portée pour l'amitié et l'éveil des chrétiens. Le *Katholikentag* fut l'expérience d'un monde fraternel dont le prix a pour plus sûr indice la joie bouleversante des frères de l'Église du silence. Ce fut aussi, grâce à leurs voix et à leur présence, une mise en question, l'expérience de questions inéluctablement ouvertes qui, à la longue, empêcheront la tranquillité des chrétiens en liberté.

JEAN THOMAS.

soviétique (*Documents*, février 1954); H. Hartung, *Sowjet-Deutsch* (*Rheinischer Merkur*, 3 septembre 1954).

2. *Die Partei, die Partei, sie hat immer recht* : Hymne du Parti Socialiste Unifié de la République Démocratique.

PORTRAIT

ALCIDE DE GASPERI

Il avait été donné à Alcide de Gasperi d'incarner dans sa personne au déclin de sa vie dix années d'histoire italienne, d'être le restaurateur d'un grand pays que le fascisme n'avait pas réussi à complètement avilir, de nourrir enfin un rêve européen qui pouvait être, positif et révolutionnaire à la fois, l'apport à ce siècle de la politique démocrate-chrétienne. Et il meurt, laissant une Italie où les menaces totalitaires, communiste ou néo-fasciste ne sont pas abolies, et une Europe toujours divisée dont la conférence de Bruxelles qu'il voyait venir avec tellement d'appréhension a montré que les contradictions internes étaient plus fortes que la volonté des précurseurs ou des utopistes, on ne sait plus aujourd'hui s'il faut parler le langage de l'optimisme ou celui du pessimisme.

Gasperi était en Italie un homme du Nord, né à Trieste en 1881; il considérait comme sa patrie les montagnes du Trentin. En harmonie avec ses origines, il s'était composé un personnage de flegme et de patience, d'humour et de ténacité bien fait pour démentir l'image conventionnelle de l'Italien, et qui est sous toutes les latitudes la plus heureuse figure de la vraie passion politique dans ce qu'elle a d'éternel et de bienfaisant. Les enfances et les années d'apprentissage d'Alcide de Gasperi ont été autrichiennes par la force des choses, le Trentin étant encore une province de l'empire des Habsbourg. Gasperi est étudiant à Innsbruck, mais Italien de cœur et d'action, il prend part à

des manifestations irrédentistes, et a maille à partir avec la police impériale; il est très vite directeur du Nuevo Trientino *feuille tour à tour clandestine et tolérée et qui se consacre à la défense et à l'illustration de l'italianité. A trente ans, en 1911, Gasperi est élu député, mais député protestataire au Reichstag de Vienne. Temps lointain et quasi préhistorique que celui où l'État qui était exécré par les libéraux comme le plus réactionnaire d'Europe supportait dans la presse et à la tribune des parlements les contestations et les oppositions. Les dictatures modernes ont changé tout cela et Gasperi devait connaître dans sa vraie patrie une autre sorte de tyrannie, plus conséquente comme on dit dans l'abominable jargon politique d'aujourd'hui.*

Peut-être Gasperi, tout en combattant les Habsbourg et leur politique se trouva-t-il comme il arrive souvent influencé par l'adversaire et emprunta-t-il quelque chose aux mœurs graves et solides de la bureaucratie viennoise. Quoi qu'apporte la vie, on est toujours l'homme de sa première action et de sa première passion et Gasperi se souviendra toujours qu'il n'a pas fait ses premières armes dans le Parlement d'un pays latin; au surplus le conflit au sein duquel Gasperi se trouvait jeté d'un nationalisme italien instinctif à la jeunesse verte et acide et de cette caricature d'Europe vieillie et archaïque qu'était l'empire austro-hongrois, n'était pas une mauvaise école de formation politique : un patriote italien pouvait déjà y méditer une autre Europe qui ne serait pas dans son unité vivante et libre une prison de peuples et de quelque idée fédérative qui ne serait pas un mensonge.

En 1919, la victoire est acquise; la terre natale de Gasperi redevient italienne : c'est alors qu'il accomplit le seul acte romantique qui se puisse relever dans une vie fertile pourtant en moments dramatiques : il jette théâtralement « la dague et le couteau » dans un torrent tyrolien : illusion de l'ancien combattant qui s'imagine

toujours être sorti de la dernière des guerres et avoir participé à la lutte finale. On a bien vu depuis qu'une seule résistance dans une vie suffit en général pour user et épuiser l'ordinaire courage humain qui se laisse difficilement mobiliser une deuxième fois, et qui préfère nier ensuite les nouveaux et indiscutables périls. L'énergie d'Alcide de Gasperi était d'un autre métal : d'autres combats très imprévus l'attendaient dans sa patrie reconquise.

Il rejoint Don Sturzo et travaille avec lui à l'organisation du Parti Populaire italien, la première grande formation démocrate-chrétienne de l'Europe du XX° siècle. Mais très vite le fascisme abat la démocratie italienne et refuse toute influence du christianisme sur la vie publique. Double raison pour Gasperi de ne pas composer et de choisir la résistance. De 1926 à 1930 il voit se fermer sur lui les portes des prisons mussoliniennes et il doit vivre ensuite dans une sorte d'exil à l'intérieur protégé par l'asile de la Cité du Vatican où il occupe pendant le reste du règne du fascisme un discret emploi de bibliothécaire.

A la fin de la guerre, Gasperi apparaît sur le devant de la scène. Grâce à lui et à quelques autres, l'écroulement du fascisme ne sera pas l'effondrement de l'Italie. Gasperi ressuscite l'ancien Parti Populaire victime du fascisme et il fonde le Parti démocrate-chrétien dont il sera jusqu'à sa mort le chef incontesté. Il est ministre des Affaires étrangères, puis Président du Conseil dans des gouvernements de coalition jusqu'au jour où le Parti démocrate-chrétien enlevant la majorité absolue aux premières élections législatives de l'après-guerre, il pourra orienter de manière décisive le destin de l'Italie nouvelle dans des voies de liberté et de progrès. Gasperi tente trop timidement pour les uns, trop révolutionnairement pour les autres de réaliser une indispensable réforme agraire en suspens depuis les temps des Gracques. Dans l'idée européenne dont il se fait le cham-

pion tenace et réfléchi il voit une raisonnable synthèse d'idéalisme et de réalisme, un moyen efficace de donner une proche espérance à un peuple qui souffre d'un espace pauvre et étroite et d'ouvrir ainsi à son exubérance de vitalité une autre issue que l'aventure nationaliste.

Mais combattue par un Parti communiste puissant qui tient dans sa mouvance le gros du socialisme et par les restes d'un fascisme qui a tout oublié et rien appris, contrariant les nostalgies monarchistes d'une bonne partie de l'opinion bien-pensante, disposant d'alliances trop minces, le parti démocrate-chrétien est à lui seul une base trop étroite pour une politique efficace de troisième force. Gasperi ne remporte aux dernières élections législatives qu'un demi-succès et son parti manque de peu la majorité absolue que l'aménagement majoritaire d'un scrutin proportionnaliste aurait dû lui procurer. Gasperi quitte le pouvoir dont ses amis démocrates-chrétiens continuent à assurer la direction dans des conditions devenues incommodes. Il est l'inspirateur et le conseiller et tout un mouvement d'opinion l'aurait porté l'année prochaine à la présidence de la République. Ainsi la mort laisse toujours inachevée la vie la plus pleine d'œuvres et de labeur.

Gasperi, homme de foi, homme de liberté, homme d'espérance religieuse et d'espoir humain a tenté de servir cette synthèse de l'inspiration chrétienne et de l'esprit démocratique qui paraissait être la chance, aujourd'hui contredite et contestée, de l'Europe d'après-guerre. L'entreprise pour son malheur avait une apparence cléricale — alors qu'un Gasperi, loin d'être l'instrument docile d'autorités ecclésiastiques sortant abusivement de leur domaine propre, avait su discrètement et fermement en telle ou telle circonstance défendre l'indépendance du pouvoir civil. La trinité Adenauer, Schuman, Gasperi, tous trois simultanément au pouvoir, tous trois démocrates-chrétiens, avait fait crier à l'Internationale noire, ce qui n'était qu'une plaisante fabulation;

mais on ajoutait que les trois grands Européens subissant l'insurmontable destin de leurs origines lotharingiennes travaillaient à la reconstitution du Saint Empire romain germanique, ce qui était la plus odieuse et la plus malfaisante des falsifications historiques, car ceux qui souffraient ainsi d'un transport d'histoire médiévale au cerveau auraient dû savoir que la Rome catholique a été le roc inébranlable sur lequel s'est brisé jadis le Saint-Empire. Un Gasperi avait combattu dans sa jeunesse l'Autriche des Habsbourg et puisqu'il faut parler le langage du lointain passé pour se faire comprendre de ceux de nos contemporains qui ont peur de considérer le présent dans sa nouveauté, Gasperi était le contraire d'un gibelin, il appartenait à la tradition guelfe, reprenant pour l'inscrire sur le drapeau de son parti la devise Libertas *des communes italiennes insurgées contre l'impérialisme de Frédéric Barberousse.*

Le personnage qu'on prêtait à Gasperi a nui à la cause qu'il entendait servir, et peut-être Gasperi est-il mort dans le doute et la crainte, à l'aube de cette conférence de Bruxelles dont il croyait qu'elle allait durement mettre en question l'idée européenne. Et nul ne peut être certain que le pari optimiste que font sur le sens de l'histoire les hommes de la famille de Gasperi sera à la fin gagné : aussi doivent-ils travailler dans cette angoisse qui est humainement inséparable de la foi et qui met de l'humilité dans leur courage.

Gasperi a beaucoup travaillé pour guérir son peuple de ce faux héroïsme et de cette politique de superbe dont les fruits sont le désespoir et le malheur; l'homme public en lui n'a jamais démenti les certitudes et les vertus de l'homme privé. Aussi le deuil de la démocratie chrétienne et le deuil de l'Italie sont-ils partagés par tout homme capable de croire en l'homme.

ÉTIENNE BORNE.

Chroniques

ARTS

Peinture religieuse

M. Alfred Leroy, qui a déjà publié maints ouvrages sur la peinture, a écrit une *Histoire de la peinture religieuse* (Amiot-Dumont, éditeurs). Il ne peut venir à l'esprit de critiquer ce livre : en quelque 220 pages il a condensé une sorte de répertoire des œuvres à sujet religieux depuis les catacombes jusqu'à l'église d'Assy. Quelques mots brefs situent œuvres et artistes, y ajoutent une opinion très clichée, traditionnelle. Une préface fait venir l'eau à la bouche par des considérations générales, et quelques lignes, dans chaque chapitre, tentent une articulation des époques, des écoles, une présentation des idées extérieures à l'art. Dans un espace si restreint c'est un tour de force d'avoir fait tenir le contenu de tant de fiches; un index des noms complète ce travail utile de bénédictin!

Et maintenant si nous parlions de la peinture religieuse? Il faudrait en premier lieu lui donner une définition. Il y a quelques décades, dire : c'est une œuvre dont le sujet est tiré des livres saints, des scènes édifiantes, ou illustre le dogme, eût pu suffire. Aujourd'hui c'est notoirement déficient. Vrai dans la lettre, certes; mais comment admettre en son cœur qu'une Crucifixion peinte par le dernier des barbouilleurs est une œuvre religieuse? Incomplet : même si l'on veut bien attribuer à des œuvres abstraites un titre « religieux », ce n'est pas là le critère d'une œuvre religieuse, et par contre les vitraux de Manessier aux Brézeux, par exemple, marquent une date admirable dans l'art religieux de notre temps — et de tous les temps. Pourtant, qui peut y voir un sujet?

Serait-il donc impossible de juger de la religiosité d'un tableau autrement que par une décision purement personnelle, subjective? Peut-être. Cela nous semble très proche de la question de la valeur artistique : quels critères poser absolus? N'y a-t-il pas des admirateurs sincères pour tout ce qui se dit « art », quelles qu'en soient les manifestations? Faut-il

donc penser que seuls quelques êtres d'exception sont capables de juger et de bien juger (ce qui est peut-être vrai), et, chacun pour notre compte, que nous appartenons à cette élite (ce qui est probablement faux) ? Dans ce cas, à quoi bon juger, et n'est-il pas plus honnête d'admettre l'opinion de la majorité, en toute humilité ?

La conscience artistique de l'individu se révolte à une pareille supposition, qui apparaît d'ailleurs comme la ligne de conduite prudente de M. Leroy, s'abstenant très soigneusement de juger les réalisations modernes et voulant, dans des énumérations curieusement panachées, éviter de proposer une hiérarchie de qualité entre les artistes. Au mieux, cependant, on peut prétendre à une spécification de l'art religieux à partir d'une combinaison de ces critères : non pas l'*aurea mediocritas,* mais l'*in medio stat virtus, virtus* ici signifiant courage.

Le sujet est à la mode : on en discute, on s'en insulte, on s'en excommuniera peut-être; mais n'est-il pas audacieux (ou absurde) d'en prétendre détenir la vérité, alors que seule la sonorité des mots suffit à exciter les passions et à faire prendre position ? Nous avons parlé en son temps du beau livre du R. P. Régamey, *Art Sacré au XXe siècle*; là est une partie de la vérité, celle qui concerne la limitation inévitable du sujet. Il faudrait aller plus loin — et M. Leroy le laisse deviner parfois. Il faudrait aborder la peinture religieuse comme confrontation et synthèse de la peinture et de la religion. Étudier un avion en tant qu'unité indivisible suppose tout de même une étude préalable et exhaustive d'une cellule et d'un moteur! Une histoire de la peinture religieuse, pour être autre chose qu'un dictionnaire (ce qui est déjà très difficile à bien réaliser), devrait présenter d'abord une vue générale de l'art et de la peinture, puis une analyse précise des idées religieuses et de leur évolution. Ensuite commencerait l'aventure : dans chaque cas y a-t-il ou non peinture digne de ce nom, y a-t-il ou non le sentiment religieux ? On ne perd jamais son temps à cerner une idée, même lorsqu'en dernière analyse il lui reste un petit territoire de liberté. Les mathématiciens le savent aussi. Chacun de son côté s'élance à la chasse de la vérité, l'un ou l'autre peut l'approcher plus encore. La gymnastique effectuée dans l'approche lente et minutieuse est plus féconde que toute phraséologie creuse à

priori : comme ces artistes devenus chrétiens en peignant des scènes chrétiennes.

En outre, il faut renoncer à toute tentation de sectarisme ou d'ostracisme; découvrir le fait artistique et le fait religieux où ils sont et non où nous voulons qu'ils soient. Écrire, comme M. Leroy : « L'art non figuratif et maintes tendances de l'art religieux figuratif moderne creusent un abîme infranchissable entre les fidèles et l'art sacré, rompant le contact qui existe et doit exister entre le monde catholique et les artistes chargés d'une mission d'apostolat. S'éloigner de la Nature — création divine —, s'éloigner de la Beauté — reflet de la divinité —, abandonner l'équilibre et la majesté pour imaginer une iconographie où règnent l'hermétisme et l'angoisse, n'était-ce pas aller à l'encontre de cette mission universelle assumée, depuis les catacombes, par l'art sacré ? » — et terminer par cette phrase du pape Pie X séparée de tout contexte : « Je veux que mon Peuple prie sur de la Beauté », c'est accumuler toutes les imprécisions, entasser les incompréhensions; cela prétend qu'il y a une Beauté absolue dont l'homme peut détenir le secret, que la Nature est belle en soi, que l'art a pour mission de satisfaire le public en ce qu'il attend et non de lui proposer des buts plus élevés et plus avancés, c'est croire que seul est bon ce qui a existé et qu'il faut le répéter. C'est avouer qu'on ne connaît rien de l'art actuel, qu'on ne le sent pas, c'est prouver une absence complète de sens artistique comme de jugement personnel à base scientifique.

Une histoire de la peinture religieuse ne peut être autre chose qu'un vaste exposé dynamique dans lequel les objets prennent rang de valeur; mettre des noms bout à bout sans discernement est une insulte pour les vrais et grands artistes, une tromperie pour le lecteur non averti; dire que « seul le recul du temps permettra de juger » l'église d'Assy, citer simplement les œuvres de Léger et de Bazaine à Audincourt, réserver une phrase élogieuse au seul Novarina, l'inexistant architecte de ces édifices, c'est nier l'art, qui par essence exige un jugement.

Pour l'histoire de l'art comme pour l'histoire en général, c'est de créer un corps vivant qui importe, ou de le ressusciter, et non de pratiquer une autopsie.

ROBERT VRINAT.

LIVRES ET CONGRÈS

ROMANS ET ESSAIS

Dans le temps qu'il écrivait l'amer pamphlet intitulé *La mémoire courte,* Jean Cassou, « non pour céder à un moment de fatigue ou de désarroi, mais pour surmonter ce moment », est revenu à la lecture des poètes. Trois particulièrement l'ont retenu. Trois dont la trace en lui, dit-il, a été profonde, trois poètes de la mort, trois poètes morts : Rilke, Milosz et Antonio Machado[1].

De Rilke, Cassou a retrouvé et nous livre une silhouette, une façon d'aller aux autres, un art du contact et de la confiance, une préciosité du style par quoi sa poésie rejoint le sacré. Milosz, lui, était un original : un précieux aussi, et une espèce de mage, d'initiateur. Mais il me semble que le Languedocien Cassou est allé au poète lithuanien comme on va à l'étrangeté, par une fascination faite d'inconnu et de dépaysement. Car c'est Machado, l'Espagnol, à qui est visiblement accordé le mieux Cassou. Parlant de la mort de Machado exilé, persécuté au temps de l'exode des républicains espagnols, il retrouve le ton du citoyen engagé — *nada menos que todo un hombre,* selon Unamuno — pour écrire avec chaleur : les spectateurs « préfèrent distinguer les poèmes (de Machado), auxquels ils trouvent de l'agrément, et ses opinions, souvent saugrenues, sa philosophie, les actions que cette philosophie l'a amené à commettre et dont ils font d'amusantes ou de révoltantes anecdotes ». Il ajoute : « C'est un point de vue de eunuques. »

Machado, poète de la mort, appelle le visage de son compatriote Lorca, à qui il consacra l'un des derniers et des plus beaux de ses poèmes : *Il y a eu un crime à Grenade.* Sous ce même titre, en espagnol : *El crimen fué en Granada,* Claude Couffon publie à Quito (édit. Universidad), quelques textes peu connus de l'auteur du *Divan du Tamarit.* Ils sont à rapprocher de ce que Jean Cassou écrit de Machado. Par

1. *Trois poètes,* par Jean Cassou (Plon).

quoi deux poètes de la clarté méditerranéenne nous apparaissent comme des familiers du mystère de la mort.

L'homme à la recherche de l'homme (avec tous les moyens de la science et de la technique, véritable « machine à épaissir le temps », comme disait le P. Teilhard de Chardin), est une silhouette d'actualité. Aux lecteurs las de romans, on offre de beaux ouvrages illustrés, fort lisibles, étonnants même d'humour et d'action. Deux, tout récents, méritent l'attention : *A la recherche d'Adam*[2], par Herbert Wendt, et *L'Homme à la recherche de ses ancêtres*[3], par André Senet. De l'humour ? Voici quelques sous-titres du premier essai : « Le diable est un herbivore », « L'animal descend-il de l'homme ? », « Le pape des fossiles et la lady rouge », « Caïn enterra son frère Abel ». De l'action ? L'une et l'autre étude vous arrachent à l'apathie contemporaine pour vous fourrer dans la gueule du canon d'où partira l'obus à la conquête des ancêtres. Ni l'une ni l'autre ne concluent. On approche de la vérité; on flaire cet aïeul effarant, coelacanthe ou gibbon cendré; on n'ose choisir. Ça fait quand même froid dans les reins. Et c'est très sérieux.

A rapprocher, pour le sérieux, de l'essai de A. Missenard : *A la recherche de l'homme*[4]. Il s'agit de l'homme 1954, maintenant, pour qui l'auteur souhaite une science objective, démagifiée, au nom de quoi il fait appel à tous les savants pour qu'ils élaborent « un programme de recherches pour l'amélioration intrinsèque de l'homme ».

Parmi les romans qu'à la veille des vacances les éditeurs proposent aux lecteurs, j'en vois deux d'excellents, dont les auteurs, à leur manière, posent le problème de l'homme, non dans ses origines, mais dans sa destinée. Jean-Louis Curtis a peint avec *Les justes causes*[5] la fresque des années d'après guerre. Quatre héros-types. Quatre milieux. Quatre problèmes, ou mieux un problème à quadruple solution. Dix ans après l'insurrection libératrice du peuple de Paris, nous sommes bien placés pour comprendre les faiblesses (toutes

2. Traduit de l'allemand par Guido Meister et Revermont (La Table Ronde).
3. Plon.
4. Éditions Istra.
5. Julliard.

n'allaient pas dans le sens de l'euphorie, ou du ressentiment, ou de la hâte) dont aujourd'hui se paie le prix avec les intérêts. Il est bien question de « prix », hélas! puisque, selon la formule d'un éditorialiste du *Monde* (7 juin 1954), nous nous sommes laissé faire tributaires de « cette civilisation de l'argent dont on ne voulait plus (en juin 1944) subir les désastreux effets psychologiques ». Il n'y a pas que cela, et cela même n'y est pas sous cette forme, dans le récit de Curtis. Mais à le lire, on retourne à nos espoirs et à notre angoisse... Il est de ce style ferme qu'on apprécia chez l'auteur des *Forêts de la nuit*, de cette manière loyale d'aller aux êtres et aux choses, qui fait que les personnages les moins séduisants bénéficient quand même de la sympathie du romancier.

Avec *Le vent souffle où il veut* [6], Paul-André Lesort narre le destin d'Yves Neuville dont un précédent ouvrage (*Né de la chair*) racontait l'adolescence. Ce destin se circonscrit entre les années 1930 et 1940. La vie de Neuville et de sa femme n'est pas séparée de celle de millions de Français, qui eurent à vivre, eux aussi, avec plus ou moins de conscience, les événements mondiaux de cette décade : six février, grèves sur le tas, Éthiopie, guerre d'Espagne, Munich, débâcle de juin. Mais à ce couple est réservé un drame plus intime : Dieu entre eux, Dieu que l'un pressent comme l'accomplissement de son terrestre amour, que l'autre finira par accepter au bout d'un désaccord dont le récit montre le caractère poignant.

Au fond, cela ne se raconte pas. La qualité d'un tel livre est pourtant qu'il réussisse à rendre l'indicible. Par touches rapides, répétées, dialogues face à face ou monologue intérieur. P.-A. Lesort sait ce dont il parle. Ça se voit. Non seulement dans les rapports entre Dieu et les hommes, l'Église et les chrétiens, mais dans la générosité, la droiture de la classe populaire, l'incapacité à trahir l'essentiel d'un engagement charnel, fût-ce au nom (mais c'est toujours, dans ce cas, un prétexte) d'un engagement supérieur ou d'un choix contradictoire... Un roman qui porte loin, authentique, terriblement humain.

MAURICE CHAVARDÈS.

6. Plon.

Passage de Milan, par Michel Butor, aux *Éditions de Minuit*

Ce roman est un long poème en prose, évoquant une nuit dans un immeuble parisien, au 9, passage de Milan. Le réalisme des conversations cherche à s'intégrer dans la poésie de l'ensemble, et ne saurait toujours y parvenir. Le nombre des personnages constitue la plus heureuse des nouveautés. Pourquoi toujours dans les romans s'en tenir aux individus seuls? Les familles nombreuses ne sont pas un moindre sujet. Michel Butor nous livre certains des secrets de la psychologie propre à l'individu qui n'arrive pas à être seul.

Il est dommage que l'action ne soit pas une. Que toutes les familles demeurant dans l'immeuble n'y concourent pas également. Il est dommage aussi que la tragédie finale, la mort de l'héroïne, soit si contingente. Le chaos mental d'une surprise-party permettait de faire commencer la tragédie tout de suite.

Les moyens de style employés par l'auteur sont considérables, laissent présager de bonnes réussites quand il y aura un sujet majeur à exploiter. Mais il faut plus d'intrigue. On ne veut pas d'une tranche de vie. On veut la crème recueillie sur toutes les tranches.

Quelle joie néanmoins de lire un livre où le style compte, où la littérature exige de se respecter elle-même! Ainsi ce paragraphe : « Déjà le jour envahit mon bureau; j'ai encore oublié de fermer les volets. J'ai tout manqué, l'épervier phénix de l'enfer qui se dresse au-dessus du serpent scarabée abandonnant le corps vert de son ombre, les dieux qui se servent d'étoiles pour chanter leurs hymnes, et apportent au soleil dans sa barque son nouveau visage, et la grande compagnie d'heures et d'astres qui l'accompagnent dans son ascension des eaux. Aveugle, abandonné, la fermeture de la porte m'ayant exclu de la lumière, j'ai mêlé mes larmes et mon effroi à ceux de tous les habitants de ces marais de raphte. »

BERNARD SERVAL.

HISTOIRE

UNE HISTOIRE GÉNÉRALE DES CIVILISATIONS

Trois volumes déjà parus permettent de se faire une idée pas trop inexacte de l'importante *Histoire Générale des Civilisations* que publient, sous la direction de M. Maurice Crouzet, les Presses Universitaires de France. Selon un usage, très discutable d'ailleurs, ces trois volumes se sont succédés au mépris de l'ordre chronologique, tome IV, d'abord, puis tome Ier, puis tome V. Le tome Ier, consacré aux civilisations antiques du Proche-Orient, de la Grèce, de l'Inde et de la Chine, est l'œuvre de M. Aymard et de Mme J. Auboyer; le tome IV traite des XVIe et XVIIe siècles (car, en dépit du titre, l'ouvrage s'en tient à peu près au plan usuel par périodes et siècles, quitte à morceler ces unités éminemment fuyantes que sont les civilisations), il est dû à M. Mousnier — ainsi que la première partie du tome V (XVIIIe siècle jusque 1789), de sorte qu'en un volume et demi, on a un ensemble homogène, un authentique morceau de synthèse; M. Labrousse a écrit, en collaboration avec M. Marc Bouloiseau, la seconde partie du tome V, sur la Révolution et l'Empire.

De tout cela, il y a, certes, beaucoup de bien à dire. La présentation (impression, illustration...) a été particulièrement soignée. On s'est adressé à des collaborateurs d'une haute compétence et vraiment susceptibles de faire « le point des connaissances actuelles ». Certains chapitres constituent des réussites tout à fait remarquables : par exemple, les chapitres de M. Mousnier sur le développement des sciences (dont personne ne songera à regretter l'importance relative un peu excessive) ou ceux de M. Labrousse sur les « Forces de la Révolution » et « La Révolution constituante », vigoureux, précis et neufs, en un domaine où n'est pas mince la mérite de la nouveauté.

Et cependant la lecture attentive de ces trois volumes laisse un sentiment de déception; les promesses du titre (explicitées

par la préface du directeur de la collection au tome Ier) n'ont pas été tenues.

Pourquoi, en effet, cette entreprise d'une nouvelle histoire générale après tant d'autres estimées et estimables à des titres divers ? Sans doute peut-on invoquer la nécessité des mises au point, puisque la science historique progresse tous les jours; mais les Presses Universitaires tiennent à jour de manière scrupuleuse et hautement louable leurs autres collections — *Peuples et Civilisation, Clio* — et poursuivent la publication de la monumentale *Histoire Générale* fondée par Gustave Glotz. Serait-ce alors une simple question de dimensions ? Sept tomes seulement au lieu de douze ou de vingt ou de *n*. Quoique plus valable, la justification reste médiocre. Si nous en croyons la préface de M. Crouzet, l'entreprise vaudrait avant tout par la nouveauté du dessein et par le désir d'atteindre un autre public que le public universitaire, un public plus vaste, le « public cultivé » (p. XI). Timidité ou conformisme, hâte peut-être aussi dans la conception et l'exécution — en fait, on nous sert un *manuel* de plus, un manuel de même inspiration que ceux qui l'ont précédé et qui rendra le même genre de services (fort appréciables) à son inévitable public d'étudiants et de professeurs.

Une histoire générale des *civilisations* : après Spengler et Toynbee, il y avait quelque chose d'intéressant à tenter; non pas une aventure nouvelle, certes, mais, au contraire, une exploitation prudente d'un acquis vraiment solide. Encore n'y fallait-il pas trop de prudence. « *Cette collection évitera donc tout recours à une « philosophie de l'histoire » qui ne peut être que subjective, par conséquent aventureuse et discutable* » — lit-on à la page 9 de la Préface; et c'est parfait. Mais est-ce que ç'aurait été philosopher indûment qu'essayer de délimiter et définir un peu ces civilisations c'est-à-dire le sujet même de l'ouvrage ?

En réalité, on passe bien en revue les civilisations anciennes : le tome Ier, de M. Aymard, qui est sûrement celui qui reflète le plus fidèlement l'esprit de la collection, fournit une série de tableaux précis, aussi fouillés que le permettait la place dont l'auteur disposait pour chacun, malheureusement mal reliés les uns aux autres — et, du coup, se trouve sacrifiée le dynamisme de l'évolution historique.

Tableau des civilisations et histoire des civilisations ne sont pas des expressions synonymes.

Pour ce qui est des tomes IV et V, la combinaison, aussi classique que fâcheuse, des découpages chronologique et géographique (par parties du monde), parfaitement artificiels l'un et l'autre, aboutit à une mutilation du sujet — c'est toujours les civilisations, *au pluriel*, que je veux dire. On ne trouve plus, comme fil conducteur, que les vicissitudes de l'Europe (et non pas même de l'Occident) auxquelles se rattachent, d'une manière souvent très lâche, les histoires des autres peuples. Morcellement et redites — sous la plume de M. Mousnier notamment — en sont les conséquences inévitables. C'est d'une *Histoire de la civilisation occidentale et de ses relations avec les autres civilisations* (et encore vue du point de vue français) qu'il faudrait parler en fin de compte. Rien de plus facile que d'*assembler* des histoires des diverses civilisations; leur *coordination* suppose le choix d'un point de vue — mettons celui, à peu près commun à l'historien et à ses lecteurs, du Français de 1954. L'historien ne saurait traiter de même manière une société à laquelle nous devons à peu près tout ce que nous sommes et des sociétés qui nous sont restées étrangères ou presque jusqu'à une date souvent très récente. Si l'on préfère, nous ne nous trouvons pas du tout dans le même rapport *existentiel* vis-à-vis des unes et des autres. M. Mousnier l'a d'ailleurs fort bien senti et marqué : et ses meilleurs chapitres sur les pays extra-européens sont ceux où il traite de la rencontre, de la confrontation de l'Occident chrétien et des Indiens de l'Amérique espagnole, ceux où il évoque la tentative faite par les Jésuites d'adapter la foi au Christ à la mentalitée chinoise.

Finalement, nos auteurs réussissent-ils à éviter toute philosophie de l'histoire ? Non certes. On peut même juger que certaines options sont faites assez à la légère. « Nous avons insisté surtout sur les formes économiques et sociales; l'accent a été mis sur le développement des techniques et, lorsque la documentation l'a permis, sur les problèmes de population » — lit-on encore dans la préface de M. Crouzet. Soit, et nous ne nous plaignons pas, dans la mesure où des pages excellentes résultent de ce choix; mais comment justifier ce choix, sinon par une prise de position philosophique, même si, ce faisant, on répond à l'attente d'une large fraction du

public. Tout aussi discutable me semble le concept d' « accélération de l'histoire », également mentionné dans la préface générale : il y a ce qui s'est accéléré, en effet — sciences et techniques; il y a aussi ce qui semble avoir échappé à cette accélération — les arts, par exemple; et il y a encore ce qui stagne ou même régresse depuis plusieurs siècles — les valeurs spirituelles. M. Mousnier va plus loin encore lorsqu'il qualifie le XVIIe siècle « un siècle qui a peut-être réalisé une mutation de l'espèce humaine... » (IV; 249). Car je crois que c'est là beaucoup plus qu'une boutade, le résumé plutôt de toute la thèse qui sous-tend son exposé — et sa *mutation* s'apparenterait, me semble-t-il, à la *période axiale* de Jaspers. Or, pour discutable qu'elle soit, cette affirmation est passionnante et elle méritait bien plus qu'une mention au passage, une véritable démonstration.

Il faudrait que la synthèse historique n'ait plus honte des idées qu'elle ne décèle qu'ainsi, comme furtivement, alors qu'elles charpentent en réalité un ouvrage. M. Crouzet, toujours dans sa préface, prétend s'affranchir de l'exposé minutieux et insipide des « faits politiques, militaires et diplomatiques » (p. XI). Nous nous en féliciterions si, à la place de ces faits, on nous fournissait autre chose que des structures, autre chose que d'autres faits ou des faits d'un autre ordre.

Est-ce un tel progrès que de sacrifier les événements aux « formes essentielles de la civilisation »? L'opposition, aujourd'hui assez familière, entre une histoire *factuelle* ou *événementielle* et une histoire *structurée* ou *des civilisations* (et je crois bien que nous tenons ici l'origine du titre et de toute l'entreprise), dès que l'on dépasse un niveau très formel, celui de l'exposé, se révèle très factice. La vérité c'est qu'il y a une *histoire-événements* et une *histoire-développement* (qu'on veuille bien excuser ces formules maladroites qui seules conviennent à la brièveté d'un tel compte rendu) aussi étroitement unies que le sont la chaîne et la trame du tisserand. Préférer l'une à l'autre, c'est mutiler le passé humain — ou plutôt ce serait le mutiler si l'on y réussissait; mais l'exemple des collaborateurs de l'Histoire générale des Civilisations suffirait à prouver que c'est chose impossible. Et quand M. Aymard ou M. Labrousse ont l'air, malgré tout, d'y réussir, c'est tout simplement qu'ils font appel à des con-

naissances généralement acquises, qu'ils les supposent connues, qu'ils tablent en somme sur la collaboration spontanée du lecteur. Mme Auboyer, traitant de l'Inde et de la Chine avant J.-C., n'aurait pas la même ressource, force lui a été d'esquisser un développement chronologique des faits, si schématique fût-il; situation assez paradoxale puisque nous nous entendons dire à la fin que « l'évolution culturelle de ces deux mondes s'est réalisée sans mutation brusque, de façon autonome, sous la seule action de forces internes. » (1, 638)

On s'est fâcheusement habitué, dans nos grands ouvrages de synthèse, à tenir pour claires et valables pour tous des notions dont le sens aurait sans cesse besoin, au contraire, d'être précisé. Or il s'agit des notions fondamentales. Ainsi, quand M. Aymard écrit qu'Israël, pas plus que les autres peuples de son temps, ne se serait « élevé au souci de l'histoire » (1, 215), il faut bien s'entendre — si, par histoire, on doit comprendre l'histoire telle que l'écrit M. Aymard, nous sommes d'accord; mais s'il s'agit du sentiment de la grande aventure humaine qui se joue dans le temps, c'est une autre affaire! Israël, de ce point de vue a *inventé* l'histoire (à moins toutefois que les Iraniens avant lui.)

Je crois que l'événement est bel et bien la réalité la plus haute dont l'histoire de l'homme est issue. Cadres des événements? Oui, si vous voulez; mais en un sens tout superficiel — non en réalité. Et cadres bien plutôt cet arrière-plan d'institutions au sens large, non négligeable certes, mais auquel il me paraît dangereux de réserver le meilleur de notre attention. D'ailleurs, à une certaine échelle chronologique, quand on ne se contente plus de survoler de vastes ensembles, les prétendues faits de civilisation retrouvent tout naturellement leurs racines événementielles. C'est la leçon que donne la collaboration de M. Mousnier qui en arrive à une vue très profonde et, à son sens, très satisfaisante du XVIIe siècle. Pour cela, il a repris et exploité à fond la notion de crise jadis si heureusement mise en circulation par Paul Hazard. Et son XVIIe siècle s'ordonne de la façon suivante : 1. la crise du siècle; 2. la lutte contre la crise; 3. les nouveaux aspects de la crise. Ce qui suggère que tout moment d'une civilisation se réduit à un équilibre instable entre les tendances innombrables et infiniment diverses, et

elles-mêmes changeantes. Un heureux hasard, parfois, provoque une intégration harmonieuse mais provisoire — en France, le début du règne de Louis XIV, « l'époque classique » — ; la nostalgie qu'elle laisse derrière elle fait ensuite illusion pendant de longues années : ainsi en va-t-il, sans doute des fameux « siècles » de Périclès, d'Auguste ou de Saint-Louis... « Le siècle n'était que trouble, agitation, chaos » — lisons-nous à propos le règne de Louis XIII (IV, 207) : n'est-ce pas là une vue aiguë, et désolante pour la synthèse, de neuf sur dix des moments de n'importe quelle civilisation ?

La synthèse, dès qu'elle atteint à l'ampleur de l'histoire universelle et qu'elle se veut synthèse authentique et non compilation, devient si difficile qu'on s'étonne qu'elle soit si souvent encore tentée. Il semble n'y avoir que deux issues à peu près satisfaisantes. La première est la synthèse individuelle, d'un historien unique — avec ce qu'elle suppose de lacunes dans l'information et de subjectivité dans la mise en œuvre. Ce peut être une entreprise passionnante et suggestive quand elle est réussie; c'est toujours une entreprise fragile. Reste l'ouvrage collectif d'une équipe menée par un « maître d'œuvre » qui ait des idées fermes et qui sache les faire partager à des collaborateurs compétents chacun dans son domaine. Et c'est là l'idéale synthèse que je regrette qu'on ne nous ait pas encore donnée cette fois-ci.

MAURICE CRUBELLIER.

SAINT AUGUSTIN ET LES TEMPS NOUVEAUX

Un Congrès international augustinien s'est réuni à l'Institut Catholique de Paris du 21 au 24 septembre pour célébrer sur le mode universitaire le seizième centenaire de la naissance de saint Augustin. Le programme des séances découpe la personnalité en autant de tranches qu'un cerveau moderne pouvait le faire : Philosophie et Littérature, Sources, Monachisme, Platonisme, Mystique, Problèmes de la Connaissance, Théologie de l'Histoire, Christologie, Ecclésiologie, Théologie

sacramentaire, Biblisme, Exégèse, Théologie de la Grâce, Influence sur le Moyen-Age et les temps modernes. Trois volumes d'Actes publieront les communications envoyées du monde entier, sous le titre d'*Augustinus Magister*. Leur ensemble comme l'assemblée du congrès montre quel maître saint Augustin reste dans l'Église et au dehors.

Chaque jour une nouvelle question était donc posée devant un nouveau tribunal et avec de nouveaux avocats : Quel platonicien, quel écrivain, quel mystique, quel philosophe, quel théologien ou quel exégète a-t-il été ? Aucun de ces sujets n'était nouveau et les rapporteurs en avaient généralement pour une heure sinon deux à déblayer le terrain bibliographique avant d'ouvrir la discussion, mais la réponse du congrès a plus d'une fois été originale pour une célébration aussi solennelle : somme toute, était-il mystique ou philosophe ? Pouvons-nous encore le dire ?

Sur la Mystique, par exemple, le rapporteur chargé de conclure laissait entrevoir un travail définitif qui expliquera le mysticisme d'Augustin sans le secours de la Mystique chrétienne, qui est d'un autre âge. En philosophie le dernier mot a été que, philosophe amateur, il avait donné comme tous les rhéteurs dans le symbolisme de la lumière, qui n'est que de la pensée en images; la cohérence en est secondaire. Le rapport sur la conception de l'histoire commençait par établir qu'il en était le théologien, parce que depuis Hegel, on ne pouvait dire qu'il en était le philosophe. Et ainsi de suite.

Qu'en résulte-t-il ? Un congrès contre saint Augustin ? Non, mais contre une exaltation de son personnage dans le prolongement de nos disciplines intellectuelles, qui sont toutes trop récentes. Un superlatif perpétuel ne suffit pas pour donner à saint Augustin la place qui lui revient. Ces éloges peuvent même devenir dangereux par les critiques qu'ils suscitent et l'analyse indéfinie à laquelle on voue une pensée essentiellement synthétique.

Ou sera alors la grandeur durable du saint auprès duquel nos maîtres redeviennent des élèves ? Ni dans la puissance analytique de son esprit, ni dans son universalité seulement, mais dans la manière vivante dont il a assumé ou conçu chacune de ces idées et toutes ensemble, dans une synthèse qui s'étendait à la sainteté personnelle dans la pratique de

son idéal de charité. Avant que nous n'ayons décomposé en sciences et en spiritualités la pensée chrétienne, l'antiquité nous offre en lui un type d'homme qui demeure un idéal pour nous, même sans avoir excellé dans nos spécialisations.

La remarque vaut pour tous les Pères de l'Église, dont il est le coryphée. Leur voie vers Dieu, vers le vrai, vers nous, n'a même plus son équivalent dans nos perspectives universitaires, dont l'universalité est trompeuse. L'humaniste chrétien du XIV° siècle, qui se rapproche le plus du modèle, a déjà opté entre le temps et l'éternité. Même quand il rêve de l'antiquité il décentre son idéal par rapport à celui des chrétiens antiques. Il n'est plus membre de la Cité de Dieu qu'à titre privé et son civisme est celui d'un paradis terrestre. Quant aux saints des « siècles de foi », ils ont l'air de viser trop haut pour rejoindre le regard de Dieu sur le monde. Après eux les Pères de l'Église continuent à représenter un idéal de chrétien et de penseur que ni les mystiques à stigmates, ni les théologiens en pied de l'âge suivant n'ont remplacé.

C'était trop de dire comme les apologistes précédents que saint Augustin est le plus grand dans tous les genres, mais ce serait trop peu de conclure comme pourrait le faire un congressiste distrait qu'il n'a été que le second dans tous les genres, car il a été le dernier et peut-être le premier dans un genre à lui qui consiste à vivre en état de grâce toute la vie humaine de son temps et à en cultiver en pleine foi toute la culture.

La pensée de saint Augustin a trouvé sa principale limite dans la disparition de cette humanité-là, car les Barbares assiégeaient déjà la ville où il exhalait son dernier psaume. En un sens sa problématique est morte avec lui. Le terrain lui a manqué trop tôt pour que son influence puisse empêcher le désastre. Il a fallu une longue sédimentation culturelle pour que le Moyen-Age se remette à l'école directe d'un évêque d'Hippone et puisse bénéficier de son assurance en face du monde, de sa consistance devant les grandes invasions intellectuelles.

Mais une race d'esprits s'était éteinte avec les Pères de la civilisation chrétienne et sinon avec saint Augustin, du moins avec son épigone saint Grégoire. Si de lointains successeurs ont pu et peuvent encore emprunter quelque chose à

leur personnalité, c'est en les approchant avec le respect que l'Église nous enseigne vis-à-vis des grands modèles que sont les saints. Le Moyen-Age ne s'est pas contenté de piller Augustin et Grégoire, ni de les imiter en détail avec un succès qui les a bientôt dépassés, il les a encore canonisés, auréolés, vénérés comme des sommets inaccessibles. Les deux attitudes restent profitables, à notre époque où les spécialités se multiplient avec les moyens d'analyse. Nous devons les apprécier séparément car elles ne s'impliquent pas et nos méthodologies sont muettes sur la seconde. Lire un Père de l'Église, c'est plus que jamais y *choisir* son bien. L'étudier, ce sera toujours le juger. Mais l'admirer dans son unité spirituelle, c'est aspirer à lui ressembler et l'approcher dans la prière comme peut le faire un disciple, n'est-ce pas s'offrir efficacement à cette ressemblance ?

Nos regards en arrière dans l'expérience collective de l'humanité ont un peu la même portée que dans notre existence individuelle. L'enfance est la direction des réserves de vie. Ambiance maternelle et antiquité sont à la fois une origine et un milieu régénérateur. Le christianisme contemporain ne se perfectionne pas en retournant à saint Augustin, mais à son contact il peut se revitaliser par un retour périodique à l'océan dont tout est sorti. Il ne faut pas le faire rivaliser avec nous d'analyse, mais lui demander de nous apprendre à ressaisir les fils d'une synthèse vitale et spirituelle de plus en plus aléatoire.

On nous a dit en français, en allemand et en anglais que le temps vital selon saint Augustin était irréversible, parce qu'il contenait dans chaque instant la totalité de l'être, du moins dans ses temps forts. Sans doute peut-on retrouver dans la somme de saint Augustin presque tous les éléments de notre vie intellectuelle, ce congrès l'a prouvé avec son foisonnement d'exposés, de suggestions, de rapprochements. Mais cela fait sa pensée recèle encore le secret de l'unité de la nôtre. A considérer la prodigieuse cohérence de l'univers augustinien, on peut se demander si la distension psychologique et mentale dont nous souffrons ne représente pas le temps faible d'un nouvel âge chrétien, qui attend encore son Augustin.

JEAN SAINSAULIEU.

L'accusé, *par A. Weissberg, chez Fasquelle, éditeur*

Alexandre Weissberg, juif autrichien et communiste. Un savant qui, en 1931, s'installe en U.R.S.S. pour mettre sa technique au service du gouvernement soviétique. Mais en 1937, il est atteint par la « grande purge », puis dans ce que Mme Lipper appelait « l'engrenage de la machine à condamner ». Pourquoi ? Il ne l'a jamais su et c'est en quoi son témoignage est exemplaire. Il l'est également parce que Weissberg, esprit scientifique, a su analyser les expériences qu'on lui fit subir. Il y a des pages très pénétrantes sur la psychologie des policiers, des détenus et finalement l'une des meilleures explications du système qui fit rage en cette époque.

On ne dira certes pas du livre[1] qu'il apporte une révélation brutale. La littérature abonde qui nous livre des récits hallucinants sur ce qui s'est passé au delà du rideau de fer. Mais pourquoi donc ce livre a-t-il un poids que n'ont pas la plupart des autres ? C'est probablement que l'auteur s'est libéré de toute passion autre que celle de comprendre ce qui est arrivé. Les hommes, le système qui l'ont meurtri, qui ont tué ses espoirs, il ne les accable même pas : il cherche simplement à saisir comment s'est dégradée la Révolution à laquelle il avait consacré sa vie. Ouvrez ce livre sans rechercher le sensationnel qui ne s'y trouve pas : vous aurez alors un document de tout premier ordre sur une des plus grandes tragédies humaines de l'histoire contemporaine.

BERNARD FÉRON.

ÉCONOMIE POLITIQUE

La politique sociale de l'Angleterre contemporaine

La mode est aux livres consacrés à un pays étranger. Mais écrire de tels livres est une tâche qui est, soit exagérément

facile, soit très redoutable. Certains auteurs publient allégrement une œuvre dense et « magistrale », bénie et approuvée par les mondains, en tirant chiffres et textes de quelques ouvrages et annuaires statistiques peu connus du public national. D'autres auteurs ne cèlent ni leurs sources ni leurs incertitudes, ne sont satisfaits ni des chiffres ni des jugements que leur offrent leurs confrères étrangers : ils risquent alors de décevoir ceux des lecteurs qui aiment à parcourir un reportage plus qu'à lire un document.

En écrivant son dernier livre sur l'Angleterre[1], M. Jean Lhomme a couru délibérément ce risque, en cédant à la tentation le plus noble, celle du savant et non celle du mondain. Il cite et critique ses auteurs, élabore des statistiques, souligne ses scrupules, refuse de passer du vécu à l'imaginé, du constaté au construit, se défend contre la tendance « à systématiser ce qui n'était pas systématique, à recomposer arbitrairement la réalité ».

Aussi ne saurait-on recommander la lecture de cet ouvrage ni à ceux qui croient encore — malgré les sourires et les comptes rendus de l'étranger — que les écrivains français ont pour mission de simplifier les problèmes difficiles de notre temps ou d'en rendre compte par l'anecdote, ni à ceux qui redoutent l'effort qui les associerait à l'œuvre créatrice de l'écrivain. Il sera, par contre, recherché de ceux qui entendent connaître la situation de l'Angleterre, s'éclairer sur ses démarches, disposer de faits et de chiffres minutieusement recueillis, loyalement confrontés avec d'autres faits et d'autres chiffres.

Ce serait d'ailleurs méconnaître la *Politique sociale* que de la considérer comme une somme aride à l'usage des spécialistes ès sciences sociales. L'élégante sécheresse du style n'est pas sans séductions. L'humaniste ne sera pas déçu par un économiste qui sait que les chiffres ne sont pas tout, que « derrière la statistique objective, mais glacée, se profilent des éléments moins susceptibles d'appréciations quantitatives, mais autrement vivants ». Les hommes d'action eux-mêmes

1. Jean Lhomme, professeur à la Faculté de Droit de Paris, directeur d'Études à l'École pratique des Hautes-Études, *La politique sociale de l'Angleterre contemporaine*, 1 vol. in-8 de 518 pp., Presses Universitaires de France, 1953.

qui se demandent quel est l'avenir de la politique sociale française auront à comparer l'expérience britannique avec celle de notre pays.

La richesse de la matière et des réflexions interdisent de résumer l'ouvrage tout entier : après avoir présenté des statistiques qui permettent de saisir l'interaction des salaires, du coût de la vie et de l'emploi, M. Lhomme détermine les données, les buts, les instruments et les résultats de la politique sociale, celle des salaires, celle du pouvoir d'achat, celle de l'emploi. Blocage des salaires, conventions collectives, subventions, rationnement, contrôle des prix, contrôle des industries et de la main-d'œuvre sont ainsi examinés, pesés, appréciés. Mais deux questions essentielles retiendront surtout l'attention du lecteur français : quel est le sens de cette politique? quelle est son efficacité?

1. Sans très bien la connaître, les faiseurs de systèmes ont souvent donné la politique britannique en exemple à la France depuis 1945 : les uns nous disent qu'elle est le type de la planification socialiste, les autres qu'elle est le modèle du réformisme capitaliste. La réalité est moins cartésienne.

On nous a souvent recommandé d'imiter la « planification » britannique. Mais l'idée du Plan ne s'est dégagée que très lentement et il n'existe pas de véritable doctrine de planification. Le programme du parti conservateur ressemble étrangement au programme du parti travailliste, et personne ne parle de Planning en 1951. En fait, il y a plus organisation que planification.

On nous a dit qu'il fallait prendre exemple sur la politique anglaise des salaires. Mais cette politique repose avant tout sur des compromis : le respect du principe des conventions collectives volontaires n'est pas logiquement coordonné avec l'idéal de la planification; le blocage des salaires repose plus sur le bon vouloir des Trade Unions que sur des règles impératives; l'adaptation des salaires au coût de la vie a été réalisée sans que l'on ait eu recours à l'échelle mobile légale et généralisée. La politique de plein emploi elle-même, plus rigoureuse en principe, a cependant été adaptée sans cesse aux circonstances et n'a pu être menée à bien que grâce à l'accord des syndicats et à la pratique des compensations.

On nous a affirmé que la politique anglaise était une « poli-

tique d'austérité ». Mais les dépenses par tête d'habitant augmentent; les cinémas, les bars, les courses, les matches de football et les institutions de paris connaissent une prospérité sans égale.

Passant d'un extrême à l'autre, on est alors tenté d'affirmer qu'il n'y a eu aucune politique et de s'en remettre au traditionnel empirisme britannique pour expliquer l'incompréhensible. Cette conclusion est d'autant plus agréable à des esprits français que l'on tend dans notre pays à confondre système et politique, à exiger de la politique qu'elle se présente comme une religion ou un ersatz de religion.

Opportunément, Jean Lhomme nous rappelle qu'une politique dose l'empirisme et l'esprit de système, fait sa part à l'improvisation et à la volonté préconçue. « Quelque chose a bien été fait, qui n'est certainement pas dû tout entier au hasard et qui peut-être même découle de certains principes : principes, il est vrai, peu nombreux et point toujours expressément dégagés, ni nettement conçus. »

La formule est prudente, mais les développements de l'ouvrage permettent de se faire une idée plus précise des contours et de l'esprit de cette politique. Elle a eu deux objectifs : le maintien du bien-être et le maintien du plein emploi. Elle s'est réalisée grâce à l'abandon par les travailleurs de certains droits moyennant une série d'avantages compensateurs et de garanties. Elle a été mise en œuvre par une action de l'État limitée, circonstancielle et supplétive. L'esprit de cette politique peut être résumé ainsi : « Tenir compte des structures existantes; agir sur elles, mais en utilisant les facteurs de transformation qui sont en elles; obtenir en un mot que le changement qui leur est demandé soit leur fait. » On comprend ainsi que l'action de l'État soit plus intérieure qu'extérieure, « cherche à déterminer des confluences plutôt que des lignes de rupture ».

Il ne suffit donc pas de parler d'empirisme et on est amené à rechercher pourquoi une telle politique est réalisable en Grande-Bretagne et ne peut être exportée sur le continent. Le contexte nous incite à l'interprétation suivante. Cette politique n'a pu être conduite avec persévérance que grâce à l'existence et à l'action en fait convergente de syndicats *et* de partis politiques puissants et intégrés. Si conservateurs et travaillistes participent — pour l'essentiel — à cette politique, si les

Trade Union lui donnent leur adhésion, une politique qui fait sa part à l'empirisme et à la volonté préconçue devient possible. Elle ne l'est plus lorsque cette convergence et cet accord font défaut : idéologies et systèmes deviennent alors indispensables et l'État, qui ne peut compter sur des « Gentlemen's Agreements », est contraint de tracer des prescriptions strictes et — en intention — impératives.

2. Confrontant les diverses statistiques anglaises et les interprétant, M. Lhomme affirme que cette politique a été efficace.

Au cours de la seconde guerre mondiale, l'adaptation des salaires au coût de la vie a été satisfaisante. C'est plus frappant encore si on compare cette évolution à celle de la première guerre mondiale : entre 1939 et 1945 les prix ont moins haussé et le pouvoir d'achat des salariés a été mieux maintenu qu'entre 1914 et 1919. Après 1945, en dépit des critiques des conservateurs, il reste que la hausse des prix a été limitée, que l'inflation galopante a été évitée, que le pouvoir d'achat s'est amélioré. Retenons seulement deux chiffres : en termes de salaires réels le succès est modeste (l'indice est en hausse de 7 % par rapport à 1939); en termes de gains effectifs il est impressionnant (l'indice est en hausse de 31 %).

Les résultats de la politique de l'emploi sont eux aussi appréciables. Le nombre total des personnes employées a augmenté de près de 1.800.000 entre 1945 et 1951. La moyenne annuelle du chômage est restée très inférieure à celle de l'année 1938, où on comptait 1.649.000 chômeurs; elle oscille entre un minimum de 145.000 et un maximum de 468.000 chômeurs.

Si on va au delà des données quantitatives, on peut affirmer que la paix industrielle a été maintenue et que le gouvernement « peut être légitimement fier de l'œuvre accomplie par lui dans ce domaine, en dépit des difficultés qu'il a rencontrées ». Une mentalité nouvelle est née du côté des employeurs et des dirigeants syndicaux. Bien plus, les structures sociales britanniques se transforment et l'Angleterre « crée du progrès ». « Si une transformation a eu lieu, c'est bien dans ce pays imbu de traditions. » « Le « socialisme » britannique, en somme, s'est révélé plus efficient que beaucoup d'autres, moins discrets que lui. »

Nous voici donc amenés à passer des problèmes anglais aux problèmes français. M. Lhomme nous y invite lui-même en terminant son livre par un examen de conscience dur et lucide.

Les Français parlent beaucoup de socialisme et de révolution, mais restent fidèles à des structures sociales périmées, aussi bien dans les milieux ouvriers que dans les milieux patronaux ou gouvernementaux. Parlant peu de socialisme et encore moins de révolution, les Anglais font passer dans les faits la plupart des objectifs socialistes et réalisent une véritable révolution. « Des deux peuples anglais et français, le révolutionnaire authentique est le premier et non le second. » En Angleterre « la façade subsiste, mais l'intérieur est rénové. Ailleurs on conserve pieusement les mêmes installations intérieures et, de temps à autre, au milieu d'un grand tapage, on repeint la façade de couleurs crues ». Et M. Lhomme d'opposer dans un diptyque saisissant la façon dont l'Angleterre et la France ont su pratiquer les changements qu'exigent les temps nouveaux.

Beaucoup de lecteurs de M. Lhomme crieront au scandale tant est sincère dans la France d'aujourd'hui la conviction qu'il n'est pas d'effort social sans proclamations sentimentales et sans langage « hardi ». De notre côté nous ne nous rallierons entièrement ni à l'optimisme ni au pessimisme de M. Lhomme. Il ne nous semble pas que le décalage entre les conditions d'existence des masses salariées britanniques et françaises soit aussi caractéristique et il nous paraît que l'idéal français de promotion ouvrière — qui n'a d'équivalent dans aucun pays d'Europe occidentale — est susceptible d'entraîner à la longue des réformes de structure rationnelles et productives.

Mais l'essentiel de la thèse de M. Lhomme reste pleinement valable : la Grande-Bretagne a réussi à créer du progrès en évitant la plupart des maux que notre pays s'est comme à plaisir infligés : inflation, instabilité politique, consolidation du communisme, criailleries et protestations des groupes d'intérêts. Un de ses grands mérites et de nous obliger à méditer sur ces contrastes, à nous demander pourquoi il est aussi difficile d'innover dans une nation apparemment sensible aux prestiges du « progressisme ».

Le livre de M. Lhomme n'a pas pour ambition de nous tra-

cer une ligne d'action, mais il crée, lui aussi, du progrès, en nous incitant à réfléchir à ces problèmes avec le sérieux angoissé qu'ils méritent au lieu de nous satisfaire d'accusations véhémentes contre des fantômes ou des faux coupables, *le* libéralisme ou *le* dirigisme, *les* syndicats ou *les* partis politiques.

ROBERT GOETZ-GIREY.

CINÉMA

Le cinéma japonais est-il le meilleur du monde?

Si l'on s'en tient aux palmarès des festivals internationaux, le cinéma japonais semble, depuis quatre ans, s'être révélé le meilleur du monde. En 1951 le grand prix était attribué à Venise à *Rasho-Mon*, l'année suivante à *La vie d'O'Haru, femme galante*. En cette même année le *Roman de Gengi* recevait à Cannes le prix de la photographie. *Les Contes de la lune vague* recevaient encore un grand prix à Venise en 1954, et *La Porte de l'Enfer*, à Cannes, en 1954. Si le festival de Venise a attribué cette année son grand prix à Shakespeare, auteur de tout repos, pour *Juliette et Roméo* dans une version italienne, le Japon, pour la quatrième année consécutive, est le mieux partagé des concurrents puisqu'il reçoit deux seconds prix sur quatre pour *L'intendant Dayu* et *Les sept Samouraïs*.

Deux ou trois seulement parmi ces sept films primés ont été vus par le public à Paris et dans quelques villes de province. Parmi les spécialistes européens du cinéma rares sont les fervents du cinéma nippon qui ont vu plus d'une vingtaine de films japonais depuis dix ans. Dans les deux cas c'est un nombre bien faible pour juger une production annuelle considérable puisqu'elle compte plusieurs centaines de films par an. Rappelons, en effet, qu'aucun pays européen n'atteint à lui seul une production de cent films par an et que la production d'Hollywood, réduite par la crise du cinéma, dépasse celle du Japon de quelques dizaines de films seulement. Il faut toujours répéter qu'on oublie trop facilement l'importance numérique des cinémas d'Extrême-Orient; le Japon n'est pas seul à produire plus de films qu'aucun pays européen : l'Inde et même les Philippines nous dépassent en

quantité. Jusqu'à présent pourtant leurs productions, sauf exceptions notables, semblent fort médiocres. Il en va différemment du cinéma japonais. Ces vingt films vus en quatre ans sont tous d'une qualité technique supérieure et forment un ensemble dont on retrouverait difficilement la variété et la valeur dans la sélection d'une production européenne portant sur la même période.

Avant d'essayer de préciser l'originalité de ces films par rapport au cinéma que nous connaissons, il importe de bien marquer les immenses ignorances de toute la critique européenne à l'égard du cinéma japonais. Nous ne savons même pas si les films que nous avons vus représentent une sélection valable. Voilà quelques années, le choix des films envoyés aux festivals européens était fait, semble-t-il, un peu au hasard. Leurs films n'étant promis à aucune distribution commerciale importante, les Japonais n'ont aucune raison de déléguer en Europe, même à l'occasion des festivals, les auteurs ou les critiques qui pourraient fournir d'importantes précisions. Certains des films qui ont eu le plus de succès ici, tel *La Porte de l'Enfer*, ne sont, paraît-il, pas tenus en haute estime dans leur pays d'origine. Le cas ne serait pas unique : les films italiens que nous estimons le plus n'ont pas été de grands succès en Italie. Mais surtout nous ignorons ce que nous admirons parce que nous ignorons tout du théâtre, de la littérature et même des arts au Japon : nous sommes dans le cas d'un critique étranger à notre culture qui verrait *Juliette et Roméo* ou *Le Rouge et le Noir* sans connaître Shakespeare ni Stendhal, et qui comparerait les scénaristes de ces films à ceux de *Fanfan la Tulipe* et de *Don Camillo*. Aussi ne pouvons-nous sans ridicule prétendre juger le cinéma japonais dans l'absolu ou en lui-même. Nous pouvons seulement apprécier ses films par rapport à nous-mêmes et à nos films.

Nous pouvons pourtant éviter une première erreur : juger le cinéma japonais d'après les seuls films primés. Les sept films que nous avons cités et qui ont collectionné les grands prix ont tous une parenté : leur intrigue se déroule à une époque reculée située entre le VIIe et le XIIe siècle. On aurait tort, pourtant, d'en conclure que le cinéma japonais, dans ce qu'il a de meilleur, ne traite que des sujets traditionnels et historiques. *Les Enfants d'Hiroshima* aborde, comme son

titre l'indique, le souvenir le plus tragique du Japon contemporain. Avec une discrétion et une dignité rares il évoque, avec dix ans de recul, le souvenir de la destruction de la ville par la bombe atomique. *Lettres d'amour* prend également pour sujet le désarroi de l'après-guerre. Les héros sont d'anciens officiers démobilisés qui vivent de singuliers petits métiers dans les bas quartiers de Tokio. L'un d'eux a ouvert une échoppe d'écrivain public et rédige en anglais des lettres aux Américains, retournés chez eux, pour le compte des petites Japonaises qui ont été leurs maîtresses pendant leur séjour. Sur ce thème très ténu le film fait une description très aiguë et pénétrante des drames de l'après-guerre : femmes tombées dans la galanterie, officiers démobilisés sans espoir ni avenir, débrouillage généralisé. *Lettres d'amour,* premier film japonais réalisé par une femme, a pour réalisateur Kinuyo Tanaka qui jouait le rôle principal de *La vie d'O'Haru* et des *Contes de la lune vague.* Actrice célèbre dans les films « historiques », elle se révèle une admirable observatrice du monde contemporain.

Les deux ou trois autres films à sujets contemporains que nous avons pu voir font tous un procès impitoyable du relâchement du sens moral, de la vénalité des fonctionnaires et du relâchement des mœurs de cette « après-guerre » (pour une raison que j'ignore l'expression française « après-guerre » est employée en japonais pour désigner cette période). Mais le plus curieux de tous ces films est sans doute *Auberge à Osaka,* que nous avons vu à Venise cette année. Tous ceux que nous venons de citer ont certes des points communs avec le courant néo-réaliste italien. Ils restent pourtant des « films à intrigue ». *Auberge à Osaka,* dans le cinéma mondial, offre sans doute la meilleure illustration des théories de Zavattini sur le véritable néo-réalisme. Composé avec des notations de petits faits quotidiens, il ne se permet aucune concession au goût du public pour le récit conventionnel. Il raconte l'histoire d'un employé de compagnie d'assurance qui passe quelques mois dans une sorte de pension de famille. Il ne lui arrive rien (au sens dramatique). Il fait la connaissance des autres pensionnaires, du personnel de la pension, il rencontre quelques amis, quelques collègues. Conversations, promenades, repas, petits événements de tous les jours forment le tissu de cette chronique d'une étonnante minutie. Réalisé par un vieux routier du cinéma japonais, Heinosuké Gosho,

Auberge à Osaka est sans doute le cas limite d'une certaine avant-garde du cinéma d'aujourd'hui qui tente de se libérer de tous les aspects conventionnels du cinéma traditionnel. Je ne sais si le public japonais a fait un grand succès au film, mais il est certain qu'à son intérêt artistique il joint pour nous un intérêt documentaire étonnant en faisant pénétrer le spectateur occidental dans l'intimité quotidienne, très étrange pour nous, de la vie du petit peuple japonais d'aujourd'hui.

Ces quelques exemples suffisent pour marquer le caractère actuel et vivant du cinéma japonais. Ces films contemporains s'appellent, paraît-il, *gendaï geki* par opposition aux films historiques, *jidaï geki,* qui seuls jusqu'à présent ont eu droit aux honneurs de nos festivals. S'il nous est relativement facile de situer les films que nous venons de citer dans l'évolution actuelle du cinéma et dans le contexte de l'actualité du Japon d'aujourd'hui, il est beaucoup plus difficile de savoir ce qui, dans les films historiques, est dû à la tradition littéraire ou théâtrale, ce qui relève de l'histoire, quelle est l'originalité des auteurs et quelle est l'importance de l'influence occidentale.

Rasho-Mon, d'Akora Kurosawa, première révélation du cinéma japonais, est tiré, paraît-il, d'un roman à succès de l'entre-deux-guerres. La musique qui accompagne le film est souvent très occidentale (on y retrouve des thèmes de Ravel). Le jeu très insistant des acteurs a beaucoup étonné le public : on avait tendance à réduire le théâtre japonais au Nô, sorte de mime très hiératique. Le bandit de *Rasho-Mon,* tout au contraire, est un être bondissant et hurlant. L'actrice Mackiko Kyo (qu'on retrouve dans *La Porte de l'Enfer*) traduit le désespoir par des pleurs qui ressemblent à des cris. Cet excès dans l'expression des sentiments n'exclut d'ailleurs pas une certaine stylisation et des effets et contraste avec un jeu, au contraire, très retenu (dans la scène du tribunal, par exemple) ou avec une interprétation très naturelle (dans la conversation entre les trois personnages qui donne au récit sa continuité). Ces contrastes dans l'interprétation qui nous paraissent extrêmement originaux sont, paraît-il, tout à fait traditionnels dans le théâtre japonais *kabuki.*

Il nous est difficile de faire la part de charme exotique dans l'intérêt que nous prenons à un film japonais. Eu égard au sujet, il était très réduit dans *Rasho-Mon.* Il nous est plus

difficile d'apprécier à l'inverse l'influence occidentale qui nous rend un film plus directement intelligible. Elle est grande, semble-t-il, dans ce film au sujet presque pirandellien centré sur la diversité des témoignages et la lâcheté humaine. Ces deux éléments d'apparence contradictoire, exotisme et occidentalisme, se conjuguent dans un autre film d'Akira Kurosawa que l'on a vu cette année à Venise, *Les sept Samourais*, sorte de western réalisé sur un thème historique d'où l'humour n'est pas absent. La maîtrise technique d'Akira Kurosawa n'est pas contestable, la perfection de la construction et du montage font de ses films des démonstrations de savoir-faire, et ils présentent pour nous l'avantage d'être directement assimilables.

La Porte de l'Enfer, de Teinosuke Kinugusa, apporta à Cannes, cette année, une révélation sur les possibilités d'emploi de la couleur dans un film dramatique. Pour la première fois la couleur n'est pas ici l'ornement d'un film à grand spectacle et ne sert pas à mettre en valeur des paysages, mais des états d'âme. La réussite d'*Henri V* ou celle de *Juliette et Roméo* étaient d'un autre ordre : la couleur y relève de l'illustration d'un Shakespeare imprimé plus que de l'interprétation d'un Shakespeare joué. Dans *La Porte de l'Enfer* elle joue un rôle dramatique. Seul Jean Renoir, dans *Le Fleuve* et *Le Carrosse d'or*, était parvenu à faire pressentir les possibilités ouvertes à un réalisateur qui use de la couleur au même titre que du cadrage ou de l'éclairage pour exprimer ses intentions psychologiques ou dramatiques.

On a dit que *La Porte de l'Enfer* passait au Japon pour un film médiocre. Il est possible que la diction des comédiens, par exemple, soit insupportable et conventionnelle pour des oreilles japonaises. Nous n'en savons rien et le film reste pour nous une grande œuvre traité dans un style magistral. Le sujet de *La Porte de l'Enfer* est connu de tous au Japon. Dans le film il prend l'allure d'une tragédie bouleversante et pleine de prolongements spirituels pour un spectateur occidental. C'est le drame d'une femme, Kesa, poursuivie par le désir d'un guerrier qui lui a sauvé la vie au cours d'une révolution de palais. Le guerrier ignorait que Kesa était mariée. Quand il l'apprend, il veut tuer le mari. Cette passion sauvage porte à la pudeur de Kesa une atteinte si profonde qu'elle préfère mourir. Le guerrier entre en religion. Il s'agit d'un épisode historique du Moyen-Age féodal japonais, et ce

guerrier, devenu moine, est vénéré comme une sorte de saint de la religion bouddhiste.

L'opposition entre le déchaînement de la passion du soudard et la dignité pleine de sagesse du mari est digne du plus grand théâtre classique. L'analyse du caractère de Kesa, fait de pudeur blessée, de réserve et de mystère, est d'une finesse et d'une grandeur bouleversantes. Le pouvoir qu'exerce *La Porte de l'Enfer* sur le spectateur traduit l'étonnant et paradoxal équilibre qui s'établit entre la vérité universelle de ces analyses psychologiques et la richesse exotique des couleurs, des décors et des costumes qui font du film une symphonie visuelle.

Si l'on peut s'interroger, malgré tout, sur l'originalité de ces films, faute de pouvoir déceler la part de la tradition et celle de l'influence occidentale dans les qualités que nous leur attribuons, l'œuvre de Kenji Misoguchi est incontestablement celle d'un créateur. Nous avons vu trois films de lui : *La vie d'O'Haru, femme galante, Les Contes de la lune vague* (*Ugetsu Monogatari*) et, cette année, à Venise, *L'intendant Dayu*. Beaucoup moins séduisantes à première vue pour un public occidental, ces trois œuvres apportent un bouleversement beaucoup plus profond dans nos habitudes cinématographiques. Les films de Misoguchi durent trois ou quatre heures dans leur version originale. Dans les festivals, et surtout dans les projections publiques qui en ont été faites, de nombreuses coupures les ramenaient à des dimensions plus voisines de cette durée standard qui bride si malheureusement tous les réalisateurs de films occidentaux. Ce qui caractérise, en effet, les films de Misoguchi, c'est le rythme très original de la durée, le déroulement du temps. Chacun de ceux que nous avons cités revêt l'allure d'une chronique et raconte, plus qu'une anecdote, l'histoire d'une vie. Avec un beau mépris de l'apparente vraisemblance c'est la même actrice, Kinyo, Tanaka, qui incarne, presque sans différence de maquillage, le personnage d'O'Haru depuis sa prime jeunesse jusqu'à sa vieillesse. Les malheurs successifs qui s'abattent sur cette pauvre fille vendue plusieurs fois comme concubine, puis comme prostituée, sembleraient relever, si on en faisait le récit, du feuilleton ou du mélodrame sentimental. Il en va de même des tribulations d'un frère et d'une sœur vendus comme esclaves à un mauvais maître dans *L'intendant Dayu*.

L'intérêt de l'œuvre de Misoguchi est ailleurs : il ne réside

ni dans l'interprétation, ni dans le récit, ni dans la construction dramatique (au sens théâtral du mot). Une sorte de fascination naît de ses films, due à sa vision cinématographique particulière et au rythme original qu'il impose aux images. Par une patience accumulation d'images dont chacune fait naître d'infinies résonances, Misoguchi crée une sorte d'incantation à la fois visuelle et musicale à travers laquelle ses personnages prennent une vérité, une profondeur, une authenticité humaine extraordinaire. Ses films s'écoulent dans un temps qui n'est pas un cadre vide, mais évoque la durée créatrice bergsonienne; ils sont faits d'images que leur cadre ne limite pas non plus, mais qui semblent s'étendre au delà de l'écran. S'il fallait trouver à Musoguchi des parents dans le cinéma occidental, c'est à Bresson que l'on penserait.

Dans ces films au cadre médiéval l'exotisme est réduit au minimum; par leur apparence physique et leur costume même, ses personnages sont de tous les temps et de tous les pays malgré la singularité de leurs aventures. *Les Contes de la lune vague* est peut-être, vu sous ce jour, la plus grande réussite de Misoguchi et du cinéma japonais tel que nous le connaissons. Chronique de la vie d'une famille de potiers paysans bouleversée par les ravages de la guerre, le film s'élève à une sorte de philosophie du malheur, de la souffrance et de la mort.

Nous commençons seulement à découvrir le cinéma japonais et à nous orienter dans sa diversité. Mais dès maintenant on peut assurer qu'un grand auteur de film ne devrait pas admettre de continuer à se plier aux fantaisies des producteurs occidentaux sans avoir médité sur le cinéma japonais. Il est paradoxal que tous les auteurs japonais connaissent les cinémas occidentaux et que l'inverse ne soit pas vrai. Nous entrons dans un monde où l'isolement et la suffisance, même sur le seul plan culturel et artistique, risquent d'être dangereux pour l'Occident.

J.-L. TALLENAY.

P.S. — Après avoir rédigé cet article, je prends connaissance du dernier fascicule de l'Art Sacré (n° juillet-août 1954). Cet admirable fascicule consacré à l'art japonais répond, en grande partie, aux questions posées ici. Sa lecture est indispensable à qui veut comprendre l'art et le style de vie japonais.

Document

L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Le texte qui suit est, sous réserve de quelques coupures, celui d'un exposé fait à l'université de Londres, en mars 1954, sur les aspects généraux de l'aménagement du territoire.

La présentation toute théorique ne doit pas laisser supposer que l'auteur répugne à une approche beaucoup plus pragmatique du problème.

Par ailleurs, parlant devant un auditoire français, l'auteur aurait probablement parlé en termes sensiblement plus énergiques de la modestie des moyens mis ici en œuvre pour réaliser l'aménagement du territoire.

G. D.

HISTORIQUEMENT, le problème d'aménagement d'un territoire s'est posé dans toutes les civilisations...

. . . . . .

Les idées de « laisser faire, laisser passer », qui ont servi de base à la philosophie économique du XIXe siècle, ont tendu à effacer cette notion, en laissant croire qu'un territoire s'aménage tout seul; mais aussi bien la crise économique des années 1930 que les soucis de défense nationale d'entre les deux guerres ont amené les Gouvernements à constater que les territoires qui s'aménagent tout seuls peuvent s'aménager mal, et que par conséquent il était de leur devoir de prendre conscience de l'existence d'un problème.

Rationnellement et, si l'on peut dire, dans l'ordre épistémologique, l'aménagement d'un territoire est un

problème de sociologie appliquée à un espace, problème que l'on peut formuler ainsi : « de quelle manière la répartition des hommes et de leurs activités dans un espace concret donné influe-t-elle sur le bien de la société qu'ils composent ? » On doit ici comprendre le terme sociologie dans son sens le plus large, incluant aussi bien l'économie politique que la socio-psychologie; il convient de se soucier aussi bien de la valeur du groupe social en tant que tel, considéré sous l'angle de son efficacité extérieure (qu'elle soit culturelle, économique, militaire), que de sa structure interne (solidité des liens politiques par exemple), que de la santé et du bonheur (matériel et spirituel) de ceux qui composent ce groupe. C'est dire que la sociologie fera appel à tout un monde de disciplines diverses.

Or celles-ci se colorent d'une façon très particulière lorsqu'on les applique à un espace donné. C'est ainsi que l'économie politique, qui est quelquefois exposée comme si tous les sujets économiques se trouvaient réunis en un point sans dimension, prend une physionomie assez différente lorsqu'on tient compte systématiquement des questions de distance [1].

La géographie, de son côté, qui est au départ description d'un espace, a progressivement intégré des données sociologiques; c'est ainsi que s'est développée la géographie humaine, à l'essor de laquelle s'attache notamment le nom de Jean Brunhes; cette science *constate*, en tant *qu'ils s'inscrivent* sur la Terre, les résultats de l'activité de l'homme.

Je voudrais attirer votre attention sur une difficulté commune à toutes les sciences humaines, qu'elles visent

1. Voir le développement que donne à cette question M. François Perroux dans son fort intéressant livre *L'Europe sans rivages*. Voir également une thèse, à paraître prochainement, de M. Ponsard.

un individu ou une société, à savoir la difficulté de l'agrégation.

Les divers phénomènes qui affectent un individu peuvent, bien entendu, être étudiés séparément. Il faut bien voir que leurs effets sont très loin de s'additionner et qu'il y a, comme le disent les physiciens, de très importants termes d'interaction (ou, comme disent les électriciens, des phénomènes de mutuelle induction) — d'où il résulte qu'en matière de psychologie individuelle deux et deux sont généralement loin de faire quatre.

De la même manière les phénomènes qui affectent une partie d'une société sont très loin de pouvoir s'additionner purement et simplement avec ceux qui affectent une autre partie de la même société; et ceci est particulièrement sensible dans toutes les questions qui touchent à l'aménagement d'un territoire.

Je donnerai sur ce point qui me paraît essentiel trois brefs exemples.

L'installation d'un *forest home* dans un bois où nichent des colombes est une opération individuelle du genre sentimental et romantique. La même opération répétée quelques milliers de fois donne une banlieue d'un caractère faiblement romantique, sans bois et partant sans colombes, que l'on continue par tradition à appeler Bois-Colombes.

La natalité est évidemment un des facteurs les plus importants à considérer lorsqu'on envisage les activités possibles sur un territoire donné. Mais il serait d'une abusive naïveté de croire que la natalité est un phénomène résultant de la nature géologique du sol; il est clair que les activités qui seront exercées, la structure sociale qui en résultera, modifieront ladite natalité.

Enfin, il a été à la mode dans certains milieux de séparer radicalement le domaine de l'économie (catégorie du précis, mais du matériel et du méprisable) et celui de l'humain (catégorie du spirituel, du sentimental, mais aussi du vague). Or il faut bien reconnaître,

quelque peine qu'on en ait, que l'amour, la souffrance, la joie, sont constamment arbitrés contre des biens matériels et même contre de l'argent; il est vrai que ce vil métal représente après tout la peine d'autres hommes : il n'y a pas deux domaines, il y a dans un unique domaine humain certains faits qui sont susceptibles de comptabilisation, et d'autres qui ne le sont point. Il est facile d'imaginer des exemples très concrets : le prix d'une certaine quantité d'antibiotiques est incontestablement le prix d'un certain nombre de vies humaines.

Pour en revenir à notre aménagement du territoire, il semble qu'on doive le définir comme tendant à favoriser la création dans une région déterminée d'un ensemble d'activités qui soit viable et satisfaisant *en tant qu'ensemble*. A cet égard :

a) Le développement d'une activité peut favoriser directement celui d'une autre; l'installation d'une industrie dans une région purement agricole donne un débouché immédiat à certains produits (lait, légumes) et tend ainsi à modifier la mise en valeur du sol.

Ou bien, en sens inverse, certaines activités sont exclusives des autres; ne serait-ce que du fait de l'occupation du sol : ceci est un point auquel vous êtes forcément très sensibles en Grande-Bretagne, où la terre utilisée par l'agriculture doit être jalousement défendue contre les emprises de l'industrie.

Dans un autre ordre d'idées, il sera visiblement difficile de conjuguer certaines activités industrielles (mines, sidérurgie, chimie, etc...) avec un tourisme de grand luxe, ou même avec l'implantation de colonies de vacances.

b) Un ensemble harmonieux d'activités convient à l'emploi complet et stable de la main-d'œuvre, ce qui est fort important en ce qui concerne les risques de chômage; et, si je ne me trompe, la philosophie de

l'aménagement des *depressed areas* en Grande-Bretagne a été précisément de remplacer la monoculture industrielle, qui comporte des dangers très graves en cas de crise dans la branche d'industrie considérée, par une polyculture industrielle (*balanced distribution of Industry*) qui assure une bien meilleure stabilité de l'emploi. Mais il est évident que l'industrie n'est pas seule en cause dans cette affaire, et que si d'autres activités (agriculture, tourisme, etc...) peuvent être créées sur le même territoire, la stabilité de l'emploi n'en sera que meilleure.

La question ne se pose d'ailleurs pas sur le seul terrain économique; elle doit également être examinée sous l'angle psychologique. On a beaucoup vanté en France les mérites de l'alternance des activités d'un même individu, et il s'est un peu créé, au moins dans certains cercles, un mythe de l'ouvrier-paysan. On a dit que ce mode de vie aurait pour résultat de maintenir chez l'homme les vertus essentielles du paysan; encore faudrait-il être sûr que le paysan soit tout vertu, ce qu'un ingénieur se sent porté à contester; et encore faudrait-il qu'une semblable formule fût viable dans le cadre des industries modernes, ce que je ne crois guère, sauf cas exceptionnels.

Mais ce que l'on peut appeler l'alternance familiale, c'est-à-dire une variété d'emplois dans une même famille, si elle a d'une part le mérite d'assurer une certaine stabilité au revenu de celle-ci, a aussi l'avantage, me semble-t-il, d'assurer une confrontation constante de points de vue différents, ce qui me paraît devoir assurer un meilleur équilibre social. J'ai personnellement horreur de la cité ouvrière spécialisée; l'ouvrier, en rentrant avec un de ses camarades, parle du contremaître en termes qui ne sont pas nécessairement flatteurs; il retrouve alors sa femme qui, par malchance, n'aime pas la femme du contremaître, laquelle est justement sa voisine.

Aux XVIIe et XVIIIe siècles à Paris, les grands sei-

gneurs et les financiers habitaient de fort beaux hôtels, et les étages supérieurs de ces hôtels étaient peuplés d'artisans, avec qui les seigneurs en cause vivaient familièrement; c'est d'ailleurs cette solution d'aménagement du territoire parisien que recommandait déjà à Henri IV le prévôt des marchands de Paris, François Miron, lorsqu'il lui écrivait :

Je le répète à mon cher maistre et Souverain bien-aimé : c'est une malheureuse idée de bastir des quartiers à l'usage exclusif d'artisans et d'ouvriers. Dans une cappitalle où se trouve le Souverain, il ne faut pas que les petits soyent d'un côté et les gros et dodus de l'autre; c'est beaucoup et plus sûrement mélangés; vos quartiers pôvres deviendraient des citadelles qui bloqueraient vos quartiers riches.

Je crois que la structure de Londres était, à la même époque, assez semblable.

Cela vaut peut-être mieux que de mettre tous les bourgeois parisiens à l'ouest du méridien de l'Observatoire et tous les ouvriers à l'est; et, aussi bien, je ne considère pas comme idéal au point de vue de la bonne entente des citoyens français de rassembler tous les ouvriers autour de Paris, les paysans occupant le reste de la France.

c) Un ensemble donné d'activités peut produire une richesse suffisante pour que les services communs (routes, hôpitaux, écoles, etc.) soient établis à un niveau convenable, alors que le développement de l'une seule de ces activités, même à un degré élevé, ne permettrait pas un équipement collectif aussi important.

C'est un problème qui se pose, selon ce que l'on m'a dit, dans le pays de Galles et en Écosse. En tout cas, l'expérience de la Savoie montre d'une façon très nette que si l'on développe un réseau routier à l'usage du tourisme, ce réseau bénéficie aussi bien à l'agriculture et à l'industrie; que si du fait de la présence d'une industrie, il faut créer des écoles techniques pour les enfants de

la population industrielle, ces écoles permettent aussi bien la formation des jeunes d'origine agricole, etc...

Il est clair d'ailleurs que dans les services communs dont nous parlons, il ne faut pas compter seulement les services assumés par l'État ou par les collectivités locales, mais aussi bien les services du commerce, et généralement tous les services qui se placent dans la catégorie tertiaire de Colin Clark, et qui ne peuvent guère subsister que si une « fondation » suffisante d'activités primaires et secondaires leur est fournie.

On pourrait évidemment à ce sujet penser que les activités primaires et secondaires ne sont pas nécessairement localisées au même point; et l'on peut certes très bien imaginer une ville vivant exclusivement du commerce, l'industrie et l'agriculture se situant ailleurs.

Je voudrais, dans ce sens, extraire d'un remarquable écrit de M. F. Perroux sur les espaces économiques le passage suivant :

Par sa croissance réelle et par les états d'esprit qu'elle a favorisés ou créés, la nation devenue État a suscité et installé l'illusion que les divers espaces humains et économiques sont superposables.

L'espace de présence des idées, des traditions, des sentiments français excède de toutes parts l'espace métropolitain. L'économie française, dans la mesure où elle garde vitalité et chances, est hors de France autant qu'en France.

Et un peu plus loin :

Pour l'organicisme de toutes formes, la nation est essentiellement un « grand individu », une entité collective qui occupe un certain lieu. Ainsi s'installe, dans la pensée économique, une autarcie inavouée, intime au concept même de nation.

Il est bien clair que cet inconvénient, s'il est déjà grave lorsqu'on considère une nation, devient rédhibitoire si l'on considère des territoires de plus en plus petits : pousser inconsciemment, et sous prétexte de bon

équilibre interne, à l'autarcie de chaque chef-lieu de canton est manifestement ridicule.

Que devons-nous penser de cette dialectique de la « localisation équilibrée » et de la « délocalisation nécessaire » des activités ?

A l'un des extrêmes, il est manifestement risible de demander, sous prétexte d'heureuse diversité, à Londres ou à Paris de produire leur nourriture dans des jardins intra-muros; mais à l'autre extrême, il n'est pas sans danger pour une nation de vivre sur le seul commerce extérieur, en supposant que des territoires coloniaux voudront bien assumer les activités primaires, voire secondaires, qui alimentent ce commerce; il n'est pas non plus très sain que le revenu national soit presque entièrement produit dans une région déterminée d'un pays, et transféré par divers moyens à des régions deshéritées où la subvention devient le mode normal d'existence.

Il me semble qu'il faut ici nous référer au « sujet » de ces activités, savoir l'homme. Les moyens de communication de la pensée donnent aux espaces économiques une extension planétaire : mais les moyens de déplacement des hommes sont loin de donner à ceux-ci la possibilité de mener n'importe où la vie de leur choix; l'espace politique, où l'homme trouve les institutions auxquelles il est attaché, et l'espace social, dans lequel il retrouvera sa famille, ses amis, ses habitudes, sont singulièrement plus restreints. On vend du blé de Winnipeg à Londres par télégramme; un cargo le transporte pour peu d'argent; mais un ouvrier de Douvres qui va travailler à Calais s'expatrie.

Dans un ordre d'idées voisin d'ailleurs, il ne faudrait pas laisser croire que le devoir d'un aménageur de territoires est de doter chaque hectare du sol national de toutes les activités possibles; ce serait à mon sens poser le problème d'une façon vicieuse que de croire qu'un hectare de sol est le *sujet d'un droit* et qu'il convient

de pourvoir ledit hectare d'une population active aussi nombreuse que possible : ce sont les hommes seuls qui sont sujets d'un droit, en l'espèce du droit à mieux vivre physiologiquement, économiquement, intellectuellement et j'ajouterai spirituellement, encore que sur ce dernier point il me paraisse bien délicat de définir les conditions matérielles optima d'un développement spirituel.

Je voudrais vous signaler un deuxième point important. La connaissance scientifique poussée aussi loin qu'on voudra ne donne pas la solution des problèmes sociaux; il reste toujours à exercer un choix pour lequel la meilleure information possible est une condition nécessaire, mais non suffisante; et la décision ne peut finalement être définie qu'en fonction d'une échelle de valeurs dont aucune justification rationnelle ne peut être donnée. Il s'agit, disons-nous, de promouvoir le bien d'une société; or, je ne pense pas que la conception que l'on se fait du bien d'une société puisse être totalement justifiée par aucun raisonnement déductif.

Dans cet esprit, il faut bien voir que les idées sur l'aménagement du territoire évoluent sous l'influence de courants sentimentaux.

On a prétendu (et pourquoi pas ?) que les Géorgiques avaient été écrites par Virgile à la demande expresse du Ministre impérial de la propagande, à savoir Mécène, et ceci en vue de provoquer un retour à la terre, d'où Auguste attendait un accroissement des vertus militaires des jeunes citoyens romains.

La question de savoir si les vertus militaires étaient ou non corrompues par la vie à Rome, et si elles se développaient mieux lorsque les jeunes hommes étaient appelés à cultiver des terres ingrates, est une question de socio-psychologie, qu'une enquête savante aurait peut-être pu trancher; mais la question de savoir s'il était du bien de l'État en général, et du bien de certains

citoyens en particulier, de faire travailler par ceux-ci un sol ingrat pour qu'ils soient en mesure d'aller en conquérir un autre encore plus ingrat dans le sud tunisien implique de la part d'Auguste un jugement de valeur, que d'autres que lui eussent probablement contesté. On trouverait facilement sur ce point des exemples infiniment plus modernes.

Dans le même ordre d'idées on pourrait étudier l'influence du goût du XVIIIe siècle pour ce « retour à la nature », goût dont on retrouverait la trace dans quelques plans récents de « retour à la terre »; et on verrait aisément qu'il ne s'agit pas là d'avantages sociaux rationnellement démontrables...

... Ceci dit, je voudrais me demander pourquoi l'industrie a été tenue jusqu'ici pour l'agent principal du mauvais aménagement d'un territoire. Je pense que cela tient au fait que c'est elle qui s'est développée sous les yeux de nos parents et de nos grands-parents au cours du siècle dernier, et que de ce fait elle porte naturellement à nos yeux la responsabilité de ce qui nous semble une erreur, à savoir l'entassement de population ouvrière dans des conditions évidentes de gêne physique et morale.

Les autres activités de l'homme ne nous paraissaient pas avoir à cet égard la même importance, sans doute simplement parce que leur évolution naturelle est très lente et presque insensible; l'agriculture nous paraît bien souvent devoir être consacrée toujours aux mêmes productions sur un même sol. C'est d'ailleurs là un cas particulier d'une remarque très générale : un phénomène rapide, même de faible ampleur, fait figure de révolution — alors que nous refusons de prendre conscience de transformations immenses, lorsqu'elles se réalisent lentement sous nos yeux.

A la vérité, il est peut-être inexact de rendre l'industrie responsable de l'entassement dans les cités, car à

l'origine une cité est plutôt un marché, à moins que ce ne soit une forteresse, ou bien les deux à la fois : et c'est sans doute parce que l'entassement humain donnait à l'industrie la chance de rencontrer une main-d'œuvre susceptible d'être utilisée en quantité variable selon l'activité que les grandes villes commerçantes du passé sont devenues de grandes villes industrielles.

Quoi qu'il en soit d'ailleurs, la question historique a sans doute peu d'intérêt, et le problème qui se pose pour nous est de savoir si l'action sur l'industrie représente ou non pour l'avenir un des facteurs les plus efficaces d'aménagement d'un territoire; je crois que sur ce point la réponse est très nettement positive...

... En ce qui touche les conditions des implantations industrielles, disons d'abord qu'en règle générale, il faudra compter avec des industries *nouvelles,* car il serait certainement très onéreux de procéder à des destructions d'investissements, donc de richesses actuelles, en déplaçant des industries existantes ,d'autant que ces déplacements s'accompagneraient nécessairement, pour une part au moins, de migrations plus ou moins forcées de personnes; ce qui, depuis la guerre, a vraiment une très fâcheuse réputation,. Les fermetures de mines épuisées, et autres opérations de ce genre, sont déjà suffisamment difficiles pour qu'un Gouvernement hésite à se créer des soucis supplémentaires pour réaliser plus vite une carte industrielle mieux équilibrée.

En ce qui touche les conditions économiques de localisation, il semble que pour beaucoup d'industries (mises à part les industries lourdes qui doivent de toute évidence être installées près des sources de matières premières) il existe de larges possibilités d'implantation en un point ou un autre du territoire national; si l'industrie du pneumatique s'est localisée en France à Clermont-Ferrand, ce n'est certes pas parce que les montagnes d'Auvergne seraient couvertes d'hévéas.

Je n'insiste pas sur l'étude détaillée des conditions économiques; ce serait tout un traité à faire, mais dans un cas concret le calcul est assez vite fait, au moins pour le proche futur; à plus long terme les effets économiques secondaires des changements sociaux déterminés par l'implantation d'une industrie nouvelle peuvent se révéler majeurs. Je n'insiste pas non plus sur l'importance des conditions démographiques régnant dans la région d'implantation, mais je signale que l'on pourrait faire toute une théorie de la localisation des industries en la considérant comme le moyen d'atteindre le peuplement optimum d'un territoire donné, en précisant les moyens d'existence correspondants; je renvoie aux excellents ouvrages de M. Sauvy sur ce sujet.

Je ne retiendrai ici, de l'étude des innombrables questions qui conditionnent l'installation, que le point suivant : supposons qu'une région dans son ensemble soit considérée comme favorable à l'implantation d'un certain nombre d'industries : il convient de savoir sous quelle forme la localisation précise pourra être faite, et ici les opinions varient considérablement. Les uns, héritiers de la tradition du XVIIIe siècle à laquelle je faisais allusion, voudront créer une symbiose étroite entre l'industrie et l'agriculture, et voudront placer une machine-outil dans chaque ferme; d'autres, au contraire, seront partisans d'une structure fortement concentrée et de ce fait « efficiente »; encore qu'il ne faille pas pousser cette concentration au point de reconstruire un nouveau monstre urbain, doté des mêmes inconvénients que le monstre qu'on a voulu démembrer.

Il me semble que si l'on met à part un certain nombre d'activités susceptibles de s'adapter à une extrême dispersion (et je pense notamment à l'industrie horlogère du Jura) il faut, pour les industries ordinaires, envisager de les installer dans des villes déjà relativement importantes, disons de 30 à 100.000 habitants; et ceci parce que si l'on veut éviter les risques d'un chômage trop

étendu, il faut que chaque ville puisse posséder une variété suffisante de professions — donc de débouchés.

. . . . . .

Je parle ici de ville préexistante et non pas de création de villes nouvelles, que nous n'envisageons guère chez nous. Peut-être est-ce parce que le Français, malgré sa réputation révolutionnaire, est l'homme le plus conservateur du monde; peut-être est-ce parce que la géographie et l'histoire de la France sont telles que les sites dans lesquels une ville peut opportunément se développer ont déjà été depuis longtemps utilisés pour la création de petits centres à la fois administratifs et commerçants, qui commandent les régions rurales environnantes.

Ces petits centres comportent toujours les facilités essentielles de communication : routes nationales, chemins de fer; les facilités essentielles au point de vue hôpitaux, écoles, etc., une structure administrative et judiciaire complète; et de plus cet ensemble social assez irremplaçable que constitue une petite bourgeoisie semi-administrative, semi-commerçante, qui est prête à fournir tout ce superflu de la vie municipale qui est peut-être plus nécessaire que l'indispensable lui-même.

C'est donc à mon sens vers le développement des villes d'importance moyenne que la localisation de nouvelles industries devrait s'orienter, ce qui n'exclut naturellement pas qu'autour de centres ainsi créés puissent se développer un artisanat ou une petite industrie dans les campagnes environnantes.

Il ne serait cependant pas souhaitable que ces centres fussent répartis au hasard sur le territoire national. Il me semble qu'il serait plus opportun de les placer à distance moyenne d'une métropole régionale; car la vie d'une industrie, et aussi bien d'ailleurs la vie courante d'une ville moyenne, requièrent l'intervention, non pas quotidienne, mais cependant assez fréquente, d'un certain nombre de services exceptionnels : entreprises

d'installation, de réparation, laboratoires, universités, théâtres de qualité, etc...

Ces « amenities » doivent être accessibles à distance relativement courte; étant entendu qu'il ne s'agit pas de laisser, entre les petites villes en cause et la métropole régionale, des distances si courtes que la construction en « ribbon development » ait tôt fait de les combler.

En ce point de mon exposé, il pourrait, à un esprit systématique, apparaître comme possible de constituer une doctrine complète de la localisation des diverses activités humaines, intégrant dans une géo-sociologie les données d'innombrables disciplines; et, moyennant quelques choix politiques bien clairs, ils deviendrait possible à des comités d'experts d'élaborer des plans d'aménagement, s'emboîtant les uns dans les autres, depuis le canton jusqu'à la planète entière, en attendant mieux; ceci fait, il deviendrait manifeste que la place optima dans ce monde de M. Durand Pierre est à Yvetot, où il doit exercer le métier d'ajusteur dans un atelier de mécanique de trente-cinq ouvriers. De là à l'obliger à s'exécuter, puisque le bonheur de l'humanité en sera accru, il n'y a évidemment qu'un pas.

Je voudrais vous persuader que les Français ne révèrent pas à ce point la raison déductive; c'est ainsi que d'une part il n'existe aucun plan général d'aménagement du territoire — mais quelques *problèmes* d'aménagement dont je vais dire un mot :

Prévenir l'extension ultérieur du « plus grand Paris », freiner le développement des grandes « conurbations » telles que Lyon et Lille-Roubaix-Tourcoing, ceci suppose un certain nombre de mesures négatives, mais aussi des mesures positives consistant à choisir de nouveaux centres de développement industriel, et à favoriser la croissance de ceux-ci; je pense que dans cet ordre d'idées l'installation d'une nouvelle usine Citroën à Rennes, le développement d'un lotissement industriel

à Chalon-sur-Saône, et la création de nouvelles usines mécaniques à Annecy sont des pas faits dans la bonne direction.

La région lorraine se développe aujourd'hui très rapidement; il convient d'éviter qu'elle se développe uniquement sur la base des industries lourdes, mines et sidérurgie; ceci d'une part pour réduire le risque d'instabilité de l'emploi, d'autre part pour éviter un sous-emploi permanent de la main-d'œuvre féminine. Dans la même région, un soin particulier doit être apporté à la répartition des établissements, de manière que la suie, les crassiers et autres sous-produits désagréables des industries lourdes ne rendent pas la région impropre à toute autre activité, ne serait-ce que l'habitation humaine; sur ce point les préoccupations d'aménagement du territoire deviennent des préoccupations d'urbanisme.

Le problème de la région de Saint-Étienne naît au contraire de l'épuisement des mines de charbon du bassin. Il convient ici d'étudier les moyens d'aider à la reconversion d'une industrie qui dispose là d'une main-d'œuvre très intéressante.

Je mentionnerai encore, sans insister(le problème du Bas Languedoc, et celui de la Vallée de la Durance...

Pour résoudre ces problèmes, les moyens sont des plus modestes; une loi foncière qui devrait permettre de larges expropriations a été adoptée, mais sa procédure d'application est très lourde; le fonds d'aménagement du territoire, qui peut faciliter dans une certaine mesure l'aménagement de zones industrielles, a le caractère d'un fonds de roulement, doté à ce jour de 5 Mds seulement, dont la moitié au moins est consacrée aux zones d'habitation; il y a de faibles avantages fiscaux en faveur des industriels qui se décentralisent; l'action la plus efficace restant, à part le simple conseil, une application restrictive dans les zones déjà congestionnées

de la réglementation du permis de construire pour les extensions d'usines.

Mais il ne faut pas minimiser l'efficacité du simple conseil, lorsque celui-ci est appuyé sur de bonnes raisons, et lorsqu'il se situe dans l'ambiance d'une opinion publique favorable.

Je pense même que là est pour l'instant l'essentiel; l'aménagement du territoire est une œuvre qui demande impérieusement, aussi bien pour sa saine conception que pour son exécution, le concours de toutes les intelligences et de toutes les volontés. Un planificateur central autoritaire oubliera toujours, dans une question terriblement complexe, un point important, et sera toujours (en France au moins) imparfaitement obéi.

Mais pour que les intelligences confrontent leurs vues, pour que les volontés s'accordent, il faut que la question soit débattue largement; et pour cela les Français aiment la situer dans le cadre d'une ébauche de théorie à laquelle on puisse se référer — ne serait-ce que pour la contester.

GABRIEL DESSUS.

P. S. — Une erreur de mise en page à supprimé le post-scriptum du dernier Document (août-sept.) sur le dixième anniversaire de la Libération et sur les morts auxquels nous devons d'être redevenus libres. Signalons donc aujourd'hui le livre publié récemment chez Hachette : *Tragédie de la déportation 1940-1945. Témoignages de survivants.* Ce livre est à garder en toute bibliothèque : il est un de ceux qui aideront à ne pas oublier l'héroïsme et les souffrances de ceux qui ne sont pas revenus.

A.-J. M.

Imprimerie AUBIN, LIGUGÉ (Vienne).
D. L., 4e trimestre 1954. — Imprimeur, n° 1.047.
Directeurs gérants : A.-J. MAYDIEU, R.-C. CHARTIER. N.M.P.P.